



OBSERVATOIRE
DE LA CULTURE ET DES
COMMUNICATIONS
DU QUÉBEC

Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec en 2019



Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone :
418 691-2401
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Cette publication a été produite par l'Institut de la statistique du Québec, avec la contribution de l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM) et en partenariat avec l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS), l'Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ), la Guilde canadienne des réalisateurs (DGC), la Société des auteurs de radio, télévision et cinéma (SARTEC), la Table de concertation de l'industrie du cinéma et de la télévision de la Capitale-Nationale et l'Union des artistes (UDA).

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2^e trimestre 2020
ISBN 978-2-550-87019-7 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-87020-3 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2020

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle
est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Juin 2020

Avant-propos

L'industrie audiovisuelle québécoise évolue dans un contexte de changement, ce qui l'amène à s'adapter et à se renouveler. Mentionnons notamment l'accès des consommateurs à des contenus de toutes provenances, grandement facilité par Internet, qui incite les diffuseurs traditionnels à modifier leurs stratégies d'affaires. Ces transformations ont une incidence sur l'ensemble des intervenants et des composantes de l'industrie.

C'est dans ce contexte qu'à la demande de l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM), l'Observatoire de la culture et des communications de l'Institut de la statistique du Québec livre la cinquième édition du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec*.

Les statistiques ainsi que les données présentées dans cette publication offrent un portrait de l'évolution de cette industrie et des tendances observées dans ses diverses composantes, qu'il s'agisse de la production, de la distribution ou de la diffusion des contenus audiovisuels au Québec.

Ce travail a été réalisé grâce à l'initiative et à la contribution de l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM), en partenariat avec l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS), l'Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ), la Guilde canadienne des réalisateurs (DGC), la Société des auteurs de radio, télévision et cinéma (SARTEC), la Table de concertation de l'industrie du cinéma et de la télévision de la Capitale-Nationale et l'Union des artistes (UDA).

Nous remercions ces partenaires ainsi que la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), Téléfilm Canada, le Fonds des médias du Canada (FMC) et le Bureau des grands événements de la Ville de Québec de nous avoir fourni les données nécessaires à la réalisation de ce portrait exhaustif.

Le directeur général,

A stylized, handwritten signature in black ink that reads "Flarea D.".

Daniel Florea

Produire une information statistique pertinente, fiable, objective, comparable, actuelle, intelligible et accessible, c'est l'engagement « *qualité* » de l'Institut de la statistique du Québec.

Publication réalisée à
l'Institut de la statistique du Québec par :

Sylvie Marceau
Observatoire de la culture et des communications
du Québec

Avec la collaboration de :

Daniel Beaulieu

Sous la direction de :

Christine Routhier

Révision et édition :

Danielle Laplante, coordination de l'édition
Julie Boudreault, révision linguistique
Marie-Eve Cantin et Andrée-Ann Sénéchal, mise en page

Étude financée par :

Association québécoise de la production médiatique
Alliance québécoise des techniciens de l'image
et du son
Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec
Guilde canadienne des réalisateurs
Société des auteurs de radio, cinéma et télévision
Table de concertation de l'industrie du cinéma et de
la télévision de la Capitale-Nationale
Union des artistes

Pour tout renseignement concernant
le contenu de cette publication :

Observatoire de la culture et des communications
du Québec
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone :
418 691-2414
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)
Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Notice bibliographique suggérée

MARCEAU, Sylvie (2020). *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec en 2019*, [En ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, 131 p. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/cinema-audiovisuel/profil-audiovisuel.html].

Signes conventionnels

% Pour cent ou pourcentage
n Nombre
k Millier
... N'ayant pas lieu de figurer
.. Donnée non disponible
– Néant ou zéro
— Donnée infime

\$ En dollars
x Donnée confidentielle
M Million
G Milliard
r Donnée révisée
p Donnée provisoire

Table des matières

Introduction	7
1 Survol de l'industrie en 2018-2019	9
2 Apport économique	19
Faits saillants de 2018-2019	19
3 La production québécoise de contenu sur écran	25
Faits saillants de 2018-2019	25
Types de productions	26
Financement	31
Production par région administrative	32
4 La production télévisuelle québécoise	39
Faits saillants de 2018-2019	39
Format	40
Langue	41
Genres	42
Financement	46
Productions soutenues par le Fonds des médias du Canada	49
5 La production cinématographique québécoise	53
Faits saillants de 2018-2019	53
Genre	53
Langue des longs métrages de fiction	55
Financement	58
Longs métrages soutenus par le Fonds du long métrage du Canada	60
6 Les coproductions audiovisuelles	63
Faits saillants de 2018-2019	63
Coproductions régies par des traités	64
Coproductions ayant bénéficié du CIRQ	72

7	La production étrangère et les services de production	77
	Faits saillants de 2018-2019	77
8	La production interne	85
	Faits saillants de 2018.	85
9	La production pour médias numériques	89
	Faits saillants de 2018-2019	89
10	La distribution	91
	Faits saillants de 2017.	91
11	La présentation en salle	95
	Faits saillants de 2019.	95
12	La télédiffusion	103
	Faits saillants de 2018.	103
13	Les entreprises de distribution de radiodiffusion	107
	Faits saillants de 2018.	107
Annexe 1 – Production cinématographique et télévisuelle au Québec selon les données du Profil canadien		111
Annexe 2 – Notes méthodologiques concernant le calcul de l'incidence économique		115
	Méthodologie	115
	Notes de calcul	116
Annexe 3 – L'industrie audiovisuelle dans la région de la Capitale-Nationale		117
	Types de productions	117
	Financement	119

Introduction

L'Observatoire de la culture et des communications du Québec, à la demande de l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM) et en partenariat avec l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS), l'Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ), la Guilde canadienne des réalisateurs (DGC), la Société des auteurs de radio, télévision et cinéma (SARTEC), la Table de concertation de l'industrie du cinéma et de la télévision de la Capitale-Nationale et l'Union des artistes (UDA), présente cette cinquième édition du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec*. La présentation des figures et tableaux de ce document est inspirée de la structure employée dans l'ouvrage *Profil : Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, produit chaque année par le Groupe Nordicité pour l'Association canadienne des producteurs médiatiques (ACPM), l'Association québécoise de

la production médiatique (AQPM) et Patrimoine canadien. Le but du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec* est, notamment, de faciliter une comparaison des tendances québécoises avec les tendances canadiennes.

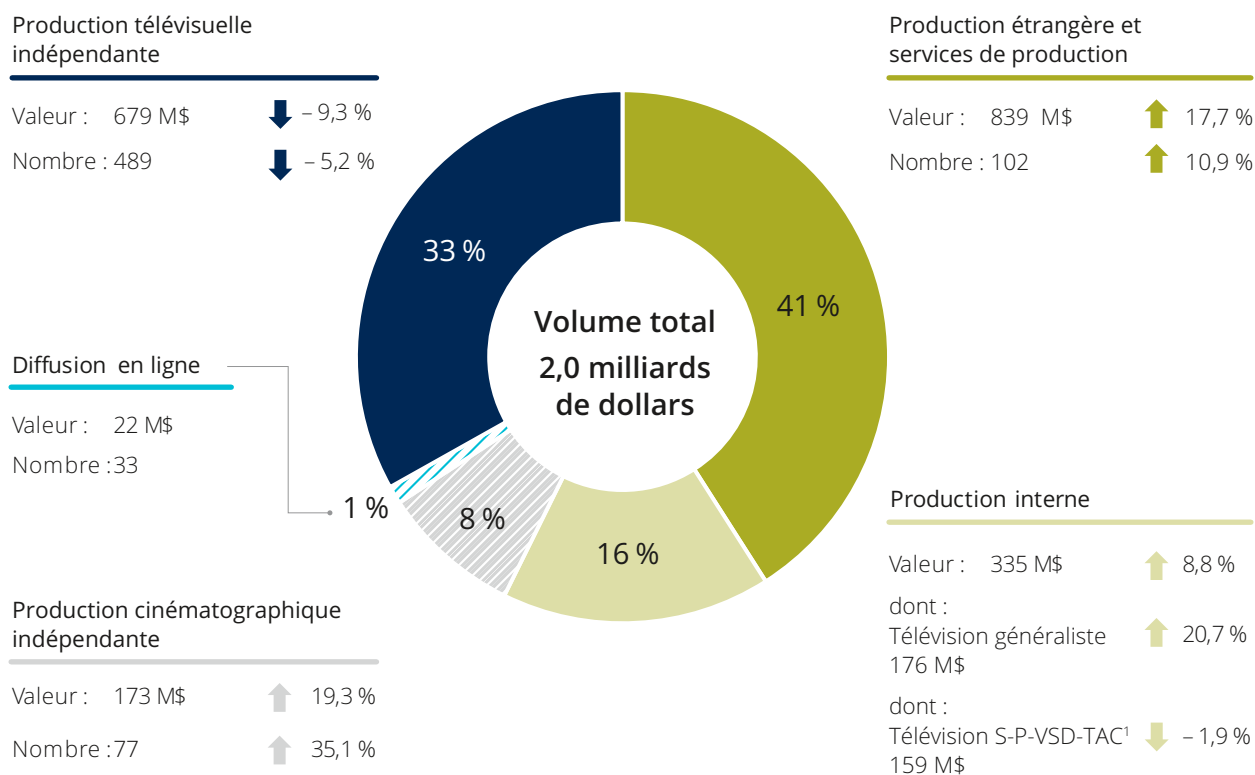
Les chapitres 1 et 2 dressent un portrait global de la production sur écran au Québec et des industries de l'audiovisuel. Cette information est détaillée dans 11 sections additionnelles, parmi lesquelles 7 portent sur la production (la production télévisuelle indépendante, la production cinématographique, les coproductions, la production étrangère et les services de production, la production interne des télédiffuseurs et la production pour médias numériques convergents). À cela s'ajoutent des statistiques sur la distribution, la télédiffusion, l'exploitation en salle ainsi que sur les entreprises de distribution de la radiodiffusion.

Survol de l'industrie en 2018-2019

	Projets (n)	Valeur (M\$)
Production cinématographique et télévisuelle québécoise		
► Hausse du nombre de projets (5 %), mais baisse de la valeur totale (– 2 %) des productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes (figure 1.4).	599	874
► Par rapport à 2017-2018, baisse du nombre de projets (– 5 %) et de la valeur de la production télévisuelle indépendante (– 9 %) (figure 1.1).	489	679
• Hausse de la valeur de la production télévisuelle en français, dans la catégorie fiction, variétés et magazines (4 %) (figure 1.2).	236	444
• Baisse importante (– 92 M\$, soit – 62 %) de la valeur de la production télévisuelle en d'autres langues que le français, dans la catégorie fiction, variétés et magazines (figure 1.2), mais même nombre de productions qu'en 2017-2018.	21	57
► Hausse de 3 % de la valeur de production des documentaires en français (figure 1.2).	198	105
► Baisse de 6 % pour les documentaires produits dans une autre langue que le français (figure 1.2).	37	39
► Hausse importante du nombre de projets de production cinématographique (+ 20), et hausse de la valeur (19 %) (figure 1.1).	77	173
• Hausse de 18 % de la valeur de production des longs métrages de fiction en français (figure 1.2).	30	115
• Hausse de 26 % de la valeur de production des longs métrages de fiction dans une autre langue que le français (figure 1.2).	8	40
Production étrangère et services de production		
► La production étrangère et les services de production constituent la composante la plus importante de la production cinématographique et télévisuelle au Québec, représentant 41 % de la valeur de l'ensemble de la production (figure 1.1).	102	839
• Hausse de 18 % (+ 126 M\$) de la valeur de la production étrangère et des services de production, qui totalisent 839 M\$ en 2018-2019.		
• Hausse du nombre de productions à 102 (+ 11 %), soit un nouveau sommet (figure 1.1).		
Production interne		
► Hausse de 9 % (+ 27 M\$) de la valeur de la production interne des télédiffuseurs (335 M\$), liée à la hausse de 21 % de la valeur de la production interne des télédiffuseurs généralistes (figure 1.1).	..	335
Industrie de l'audiovisuel dans sa totalité		
► Hausse de 7 % (+ 134 M\$) de la valeur globale de la production cinématographique et télévisuelle au Québec.	..	2 048
► La valeur de cette production atteint un nouveau sommet en 2018-2019, dépassant le cap du 2 G\$ (figure 1.6).		

Figure 1.1

Production cinématographique et télévisuelle au Québec, 2018-2019 et variation par rapport à 2017-2018



1. Services de télévision spécialisés, payants, vidéo sur demande et télévision à la carte.

Note : Il peut y avoir des différences entre les données publiées ici et les données pour le Québec que l'on retrouve dans le *Profil* canadien. En général, il y a une concordance dans l'évolution des différents secteurs selon les deux sources. Toutefois, pour 2018-2019, les données présentées ici montrent une baisse de la valeur de la production télévisuelle, alors que celles dans le *Profil* canadien indiquent une hausse. Voir l'annexe 1 pour plus de détails.

Sources : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :
Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2014-2018.
Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2014-2018.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

En 2018-2019, la production de l'industrie audiovisuelle au Québec franchit un nouveau cap, sa valeur globale dépassant les 2 G\$. Il s'agit de la troisième augmentation annuelle de suite. Elle est principalement attribuable à la croissance des services de production et de la production étrangère, soit 121 M\$ (18 %) de plus qu'en 2017-2018. De plus, pour la première fois, la part de cette catégorie (41 %) dans l'ensemble de la production de contenu cinématographique et télévisuelle excède celle de la production télévisuelle québécoise (33 %).

En 2018-2019, la production cinématographique et télévisuelle au Québec se démarque aussi par un revirement de situation dans la structure de la production télévisuelle

selon la langue : après une hausse exceptionnelle en 2017-2018, la valeur de la production télévisuelle de fiction, de variétés et de magazines en d'autres langues que le français s'établit à 57 M\$, soit 92 M\$ (ou 62 %) de moins qu'en 2017-2018, une année atypique où la valeur s'élevait à 149 M\$. La valeur en 2018-2019 demeure malgré tout plus élevée que la valeur moyenne des quatre années avant 2017-2018 (44 M\$). La production en français pour cette même catégorie, quant à elle, augmente pour s'établir à 444 M\$, soit une valeur plus élevée que la valeur moyenne des cinq dernières années, qui est de 436 M\$.

Figure 1.2

Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise¹ selon le type de production et la langue, Québec, 2018-2019



1. Exclut l'animation, les courts métrages, les moyens métrages et les productions destinées à la diffusion en ligne. La répartition selon la langue n'est pas disponible pour ces types de productions.

2. Inclut tous les formats.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La production télévisuelle indépendante (679 M\$) constitue maintenant la deuxième composante de la production sur écran en importance au Québec. La baisse de 9 % de sa valeur par rapport à 2017-2018 fait en sorte que sa part dans la valeur totale de la production sur écran passe de 39 % à 33 %.

La production cinématographique progresse quant à elle de 19 %, et sa part dans la production globale est légèrement plus élevée en 2018-2019 (8,5 %) qu'en 2017-2018 (7,6 %). L'augmentation de la valeur des productions en français (+ 18 %) et des productions en d'autres langues (+ 26 %) contribue à cette progression.

Cependant, le cumul de cette augmentation avec celles des autres catégories de production indépendante n'est pas suffisant pour contrebalancer la baisse de la valeur de la production télévisuelle indépendante. Ainsi, après quatre années de croissance, la valeur totale de la production cinématographique et télévisuelle indépendante

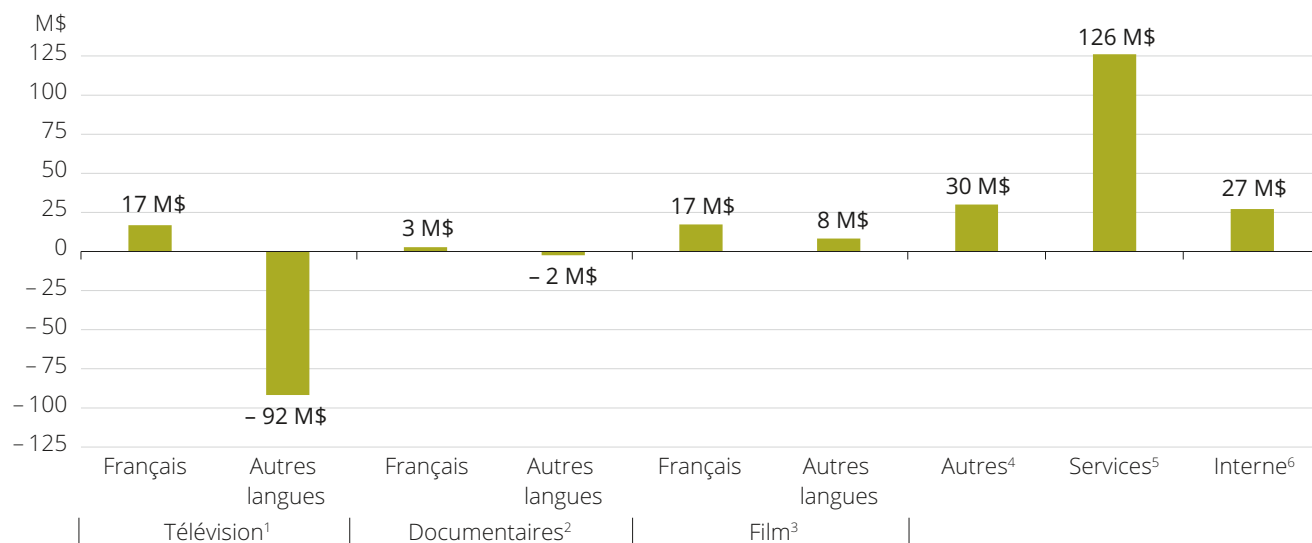
au Québec diminue à 852 M\$. Cependant, elle demeure plus élevée que sa valeur d'il y a deux ans (833 M\$ en 2016-2017).

La production interne des télédiffuseurs conserve 16 % de la valeur de la production globale, mais poursuit sa tendance en dents de scie. En effet, celle-ci augmente typiquement dans les années de Jeux olympiques et diminue l'année suivante. Toutefois, l'augmentation de la valeur de cette production en 2018-2019 est insuffisante pour atteindre l'ampleur du passé. En fait, la valeur de la production en 2018-2019 est inférieure à la moyenne des 10 dernières années.

Il s'est aussi produit pour 22 M\$ de productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ) dont le premier marché est la diffusion en ligne. À présent, cette production constitue 1 % de la valeur totale de la production cinématographique et télévisuelle au Québec.

Figure 1.3

Variation de la valeur de la production cinématographique et télévisuelle, Québec, 2017-2018 à 2018-2019



1. Productions télévisuelles de fiction, de variétés et de magazines.

2. Tous les formats de documentaires.

3. Longs métrages de fiction.

4. Inclut l'animation, les courts métrages, les moyens métrages et les productions destinées à la diffusion en ligne.

5. Production étrangère et services de production.

6. Production interne des télédiffuseurs.

Sources : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

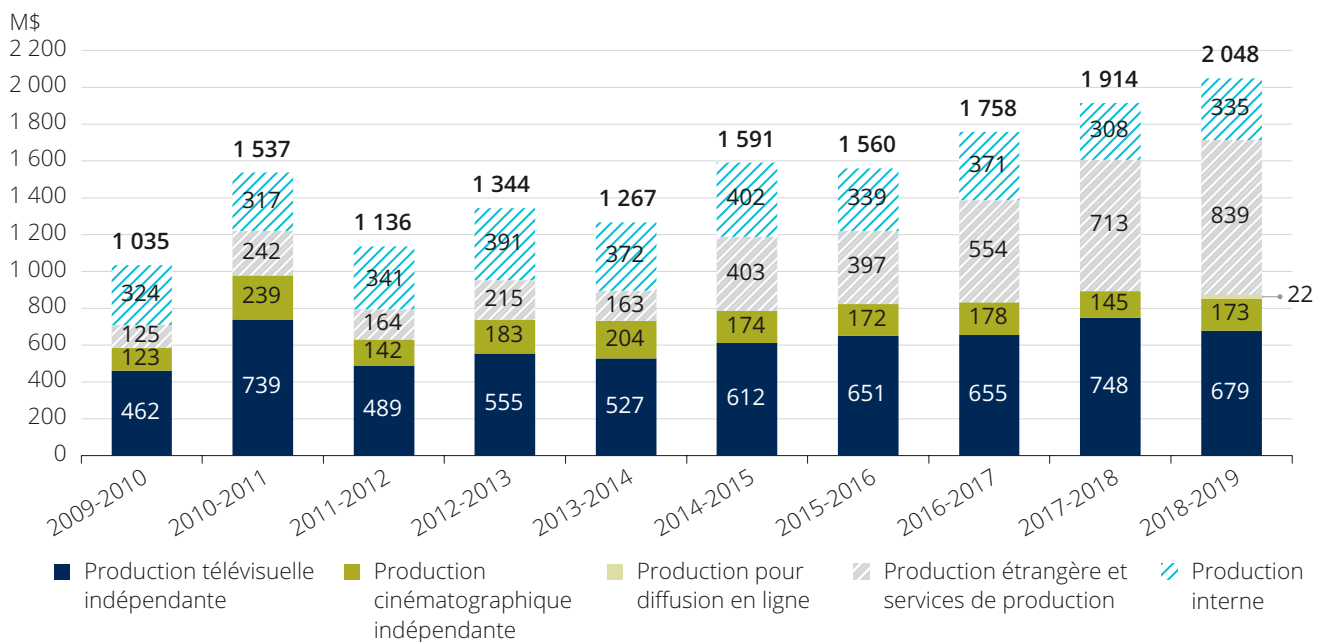
Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2014-2018.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2013-2017 et 2014-2018.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 1.4

Production¹ de l'industrie cinématographique et télévisuelle, Québec, 2009-2010 à 2018-2019



1. Le volume de la production cinématographique et télévisuelle constitue la somme des coûts de production des productions admissibles au programme de crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise, de la production interne des télédiffuseurs et de la valeur de la production étrangère et des services de production. La production interne pour les services spécialisés et payants provient des dépenses de « Matériel d'intermède + production d'émission » pour les services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande en français. La production interne des télédiffuseurs généralistes est la somme des dépenses de production de stations locales et des paiements au réseau pour les stations de télévision privées et de la SRC/CBC. La valeur de la production étrangère et des services de production correspond à la part québécoise du devis de productions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle, selon l'année de délivrance de la décision préalable favorable.

Sources : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

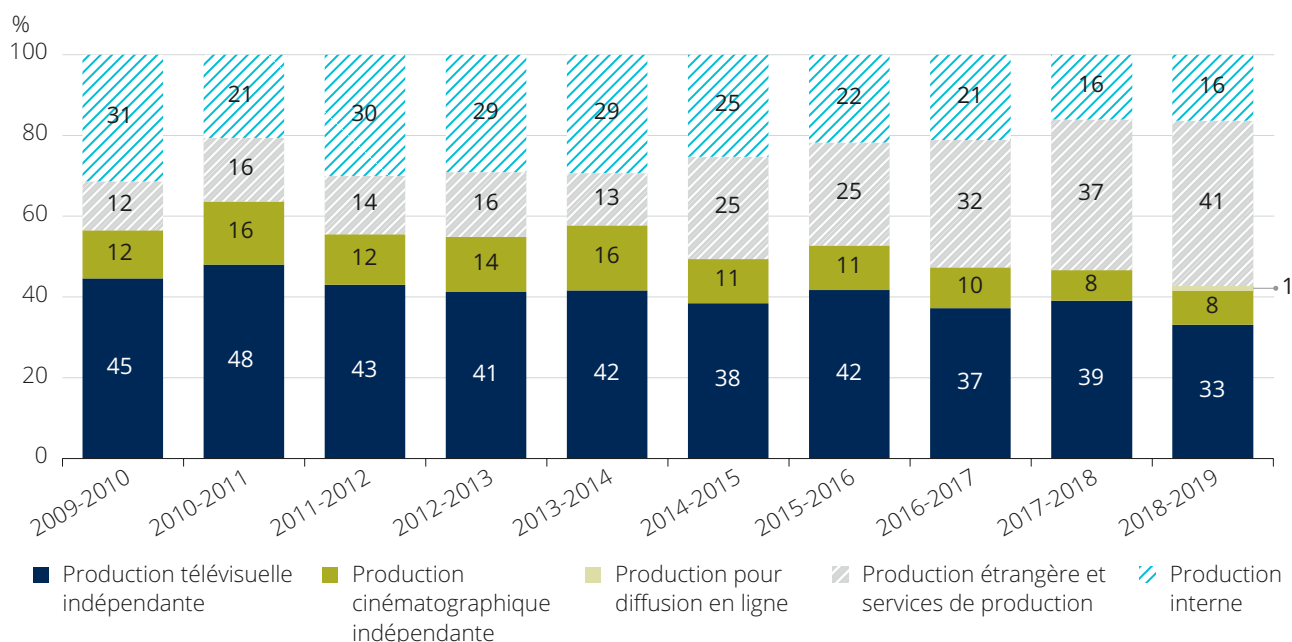
Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2009-2013 et 2014-2018.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2005-2009 à 2014-2018.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 1.5

Répartition de la production¹ de l'industrie cinématographique et télévisuelle, Québec, 2009-2010 à 2018-2019



1. Le volume de la production cinématographique et télévisuelle constitue la somme des coûts de production des productions admissibles au programme de crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise, de la production interne des télédiffuseurs et de la valeur de la production étrangère et des services de production. La production interne pour les services spécialisés et payants provient des dépenses de « Matériel d'intermède + production d'émission » pour les services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande en français. La production interne des télédiffuseurs généralistes est la somme des dépenses de production de stations locales et des paiements au réseau pour les stations de télévision privées et de la SRC/CBC. La valeur de la production étrangère et des services de production correspond à la part québécoise du devis de productions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle, selon l'année de délivrance de la décision préalable favorable.

Sources : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2009-2013 et 2014-2018.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2005-2009 à 2014-2018.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Au total, la valeur de la production cinématographique et télévisuelle au Québec augmente de 7 % et atteint un nouveau sommet encore cette année, soit 2,0 G\$. Cette augmentation signifie aussi une augmentation de sa contribution à l'économie québécoise.

Les principales sources de financement des productions télévisuelles québécoises sont les contributions des diffuseurs (42 %), suivies des crédits d'impôt (26 %). Pour les longs métrages de fiction, le financement est surtout public (43 %) et de sources étrangères (22 %).

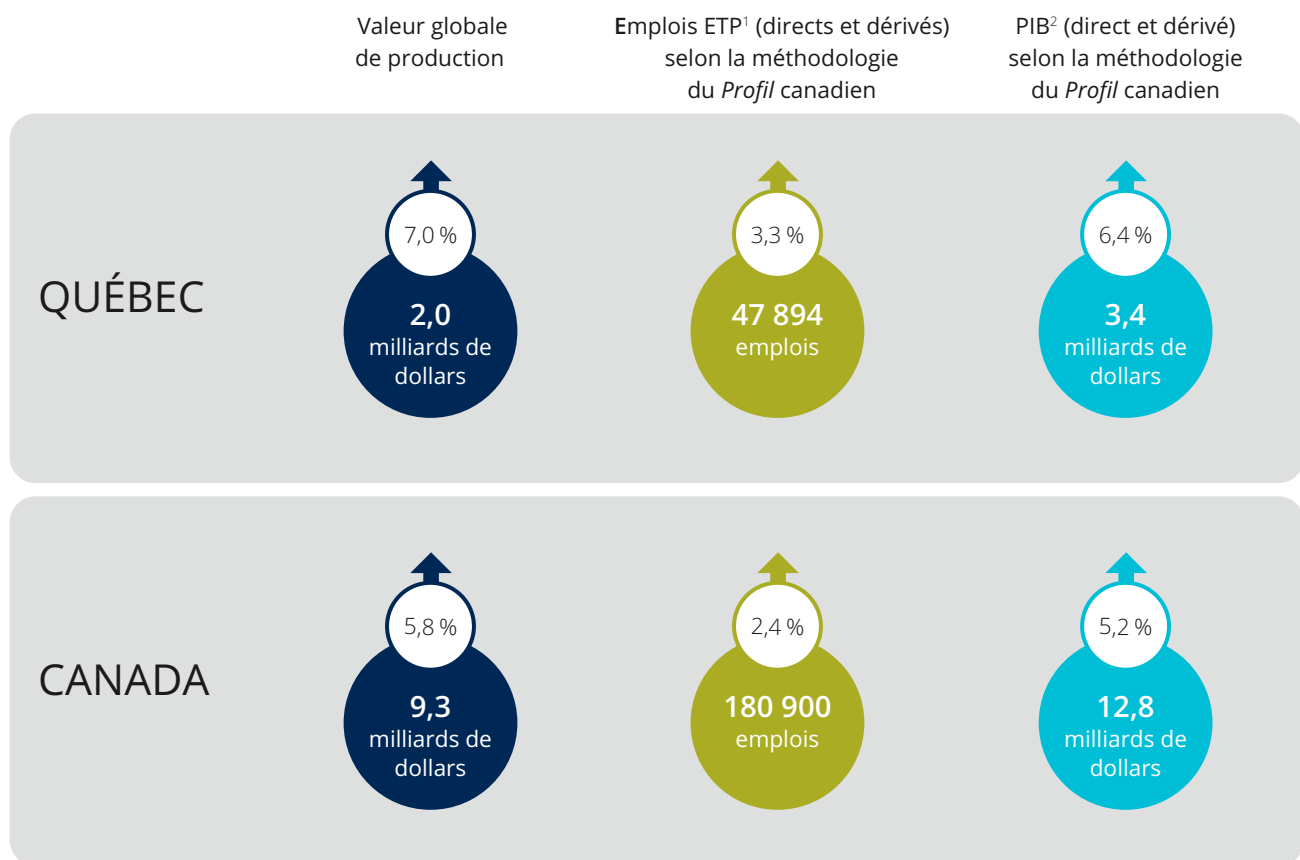
Le niveau de contribution des diffuseurs dans le financement des productions varie selon la langue. En 2018-2019, la part du financement des productions télévisuelles de fiction, de variétés et de magazines en français qui vient des diffuseurs (50 %) est semblable à la part de 2017-2018

(51 %). Pour les productions en d'autres langues que le français, la part venant des diffuseurs s'établit à 26 % en 2018-2019, comparativement à 16 % en 2017-2018. Par ailleurs, une baisse importante du financement de ces productions provenant de sources étrangères en 2018-2019 (- 87 %) fait en sorte que la part de ces sources passe de 41 % en 2017-2018 à 14 % en 2018-2019. Ce phénomène explique en bonne partie l'augmentation des parts de toutes les autres sources.

Quant aux longs métrages, 45 % du financement de la production en français provient de financement public, à l'exception des crédits d'impôt, et 19 % de sources étrangères. Pour la production en d'autres langues, 35 % proviennent de financement public, à l'exception des crédits d'impôt, et 30 % de sources étrangères.

Figure 1.6

Production cinématographique et télévisuelle québécoise et canadienne, Québec et Canada, 2018-2019 et variation par rapport à 2017-2018



1. ETP : Équivalents temps plein.

2. PIB : Produit intérieur brut.

Notes : Emplois et contribution au produit intérieur brut (PIB) pour le Québec : Il s'agit du nombre d'emplois et du PIB calculés selon la méthodologie du *Profil* canadien sur la base des estimations de la production globale présentées à la figure 1.4.

Certains paramètres utilisés pour évaluer le produit intérieur brut (PIB) et l'emploi ont été modifiés pour 2018-2019. Les résultats publiés ici ne devraient pas être comparés aux résultats publiés dans les éditions antérieures du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec*.

Sources : Valeur globale de production au Québec :

Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2009-2013 et 2014-2018.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2013-2017 et 2014-2018.

Données pour le Canada :

Nordicité (2020). *Profil 2019. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 1.1

Marché cinématographique et télévisuel québécois, 2018-2019

Population du Québec (2019)	8 484 965 habitants
Ménages (2018)	3 664 600
Écrans de cinéma et ciné-parcs (2019)	745
Assistance dans les établissements cinématographiques (2019)	18 702 180
Services de télévision offerts au Canada en 2018	762
Services de télévision canadiens	437
dont les services de télévision québécois ¹	73
Services de télévision étrangers	325
Abonnés de services de câblodistribution et de TVIP ² (2018)	2 501 438

1. Inclut 37 services spécialisés, payants, à la carte et sur demande en français ou bilingues, 24 services privés commerciaux autorisés, 7 services de la SRC/CBC, 2 chaînes éducatives et 3 stations communautaires.
2. Exclut les abonnés à un service de télédistribution par satellite ou à un service de distribution multipoint multicanal (SDM). TVIP : télévision sur protocole Internet.

Sources : Institut de la statistique du Québec :

Population : www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/structure/qc_1971-20xx.htm (Consulté le 25 février 2020).

Cinémas : *Enquête sur les projections cinématographiques*.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers de la distribution de radiodiffusion 2014-2018.

Rapport de surveillance des communications 2019, tableau 6.2.

Statistique Canada :

Fondé sur la base de données sur la radiodiffusion et la télédiffusion, septembre 2019.

Ménages : Tableau 46-10-0045-01, [En ligne]. [\[www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=4610004501\]](http://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=4610004501) (Consulté le 27 février 2020).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 1.2

Financement de la production québécoise, selon le genre, Québec, 2018-2019

Marché	Genre	Crédits d'impôt	Financement public ¹	Diffuseurs ²	Diffuseurs Web	Distributeurs canadiens	Sources étrangères	Autres sources privées	Total
k\$									
Télévision	Fiction	70 871	21 294	100 069	2 112	14 664	15 311	43 128	267 449
	Documentaires	31 492	11 379	44 137	872	4 838	9 816	24 521	127 053
	Variétés	37 549	3 948	86 513 ³	11	44	2 904	13 520	144 489
	Magazines	26 079	1 583	48 393	15	477	–	13 803	90 349
	Autres genres	10 729	8 007	5 406	26	1 155	13 058	13 210	51 591
	Tous les genres	176 720	46 211	284 517	3 036	21 178	41 088	108 181	680 931
Salles	Fiction	27 520	66 475	2 052	–	8 157	34 321	17 649	156 174
	Documentaires	3 877	4 192	576	1	1 041	3 258	4 823	17 767
	Tous les genres	31 397	70 666	2 628	1	9 197	37 579	22 472	173 941
Diffusion en ligne ⁴	Tous les genres	4 779	1 661	4 679	3 912	–	–	7 164	22 195
Total	Tous les genres	212 897	118 538	291 824³	6 948	30 375	78 668	137 817	877 066
%									
Télévision	Fiction	26,5	8,0	37,4	0,8	5,5	5,7	16,1	100,0
	Documentaires	24,8	9,0	34,7	0,7	3,8	7,7	19,3	100,0
	Variétés	26,0	2,7	59,9	—	0,0	2,0	9,4	100,0
	Magazines	28,9	1,8	53,6	—	0,5	–	15,3	100,0
	Autres genres	20,8	15,5	10,5	0,1	2,2	25,3	25,6	100,0
	Tous les genres	26,0	6,8	41,8	0,4	3,1	6,0	15,9	100,0
Salles	Fiction	17,6	42,6	1,3	–	5,2	22,0	11,3	100,0
	Documentaires	21,8	23,6	3,2	0,0	5,9	18,3	27,1	100,0
	Tous les genres	18,1	40,6	1,5	0,0	5,3	21,6	12,9	100,0
Diffusion en ligne ⁴	Tous les genres	21,5	7,5	21,1	17,6	–	–	32,3	100,0
Total	Tous les genres	24,3	13,5	33,3	0,8	3,5	9,0	15,7	100,0

1. Exclut les crédits d'impôt.

2. Exclut les diffuseurs Web.

3. Inclut 965 k\$ de télédiffuseurs hors Québec.

4. Productions destinées à la diffusion en ligne. Exclut les documentaires.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 1.3

Financement de la production québécoise, selon la langue, Québec, 2018-2019

Type de production	Langue	Crédits d'impôt	Financement public ¹	Diffuseurs ²	Diffuseurs Web	Distributeurs canadiens	Sources étrangères	Autres sources privées	Total
k\$									
Productions télévisuelles ³	Français	121 194	25 301	220 109	2 138	2 460	10 147	63 238	444 587
	Autres langues	13 305	1 524	14 865 ⁴	–	12 725	8 068	7 213	57 700
Longs métrages de fiction	Français	21 520	52 134	900	–	6 128	21 996	12 775	115 454
	Autres langues	6 000	14 340	1 152	–	2 028	12 325	4 874	40 719
Documentaires ⁵	Français	26 788	11 300	38 141	872	503	8 344	19 481	105 429
	Autres langues	8 580	4 270	6 571	0,3	5 376	4 730	9 863	39 391
Autres productions ⁶	Ensemble des langues	15 508	9 668	10 085	3 938	1 155	13 058	20 374	73 785
Total	Ensemble des langues	212 897	118 538	291 824⁴	6 948	30 375	78 668	137 817	877 066
%									
Productions télévisuelles ³	Français	27,3	5,7	49,5	0,5	0,6	2,3	14,2	100,0
	Autres langues	23,1	2,6	25,8	–	22,1	14,0	12,5	100,0
Longs métrages de fiction	Français	18,6	45,2	0,8	–	5,3	19,1	11,1	100,0
	Autres langues	14,7	35,2	2,8	–	5,0	30,3	12,0	100,0
Documentaires ⁵	Français	25,4	10,7	36,2	0,8	0,5	7,9	18,5	100,0
	Autres langues	21,8	10,8	16,7	—	13,6	12,0	25,0	100,0
Autres productions ⁶	Ensemble des langues	21,0	13,1	13,7	5,3	1,6	17,7	27,6	100,0
Total	Ensemble des langues	24,3	13,5	33,3	0,8	3,5	9,0	15,7	100,0

1. Exclut les crédits d'impôt.

2. Exclut les diffuseurs Web.

3. Productions télévisuelles de fiction, de variétés et de magazines.

4. Inclut 965 k\$ de télédiffuseurs hors Québec.

5. Inclut tous les formats.

6. Inclut l'animation, les courts métrages et les moyens métrages et les productions destinées à la diffusion en ligne.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Apport économique

Faits saillants de 2018-2019

- ▶ Hausse de 7 % de la contribution directe de la production cinématographique et télévisuelle au produit intérieur brut (PIB) (tableau 2.2).
- ▶ Hausse de 3 % du nombre estimé d'emplois directs générés (tableau 2.1).

À titre d'information et aux fins de comparaison, ce chapitre présente les résultats de l'« incidence économique » selon la méthodologie décrite dans le *Profil* canadien, mais sur la base des données de production recueillies pour le présent rapport (voir notamment la figure 1.4).

Selon ces estimations, en production cinématographique et télévisuelle au Québec en 2018-2019, il y aurait 19 065 emplois directs, 600 de plus que l'année précédente (18 468). La contribution au PIB serait de 1 214 M\$, en hausse de 7 %. Aux fins de clarification, l'annexe 2 présente des notes méthodologiques.

Estimation de l'apport économique

Nous ne pouvons pas émettre d'opinion quant à la fiabilité des estimations présentées ici, car pour faire ces estimations, nous avons eu recours à une approche différente des méthodologies utilisées habituellement par l'Institut de la statistique du Québec pour produire des statistiques sur le PIB (selon la valeur ajoutée), la rémunération et l'emploi.

Ces estimations ne tiennent pas compte de l'influence potentielle des changements technologiques, organisationnels ou structuraux sur la productivité des intrants et sur la rémunération de la main-d'œuvre du secteur de l'audiovisuel. Elles tiennent compte du volume de production, mesuré par les coûts (donc par les dépenses de production) et des variations de la rémunération moyenne.

Toutefois, des comparaisons entre les estimations publiées dans le *Profil* canadien et les données de Statistique Canada¹ permettent d'observer que les estimations de Nordicité quant aux incidences économiques directes des composantes de la chaîne de valeur pour le Canada en 2015, 2016 et 2017, à l'exception de la production interne, se distinguent de celles que l'on trouve dans le Compte satellite de la culture de Statistique Canada en ce qui concerne le nombre d'emplois et le PIB pour l'ensemble des industries du domaine du film et de la vidéo. Les données à jour du Compte satellite de la culture n'étant pas disponibles au moment de la préparation de la présente édition du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec*, nous n'avons pas pu inclure de tableaux comparatifs comme dans les éditions antérieures.

1. Des tableaux comparatifs sont présentés dans les éditions antérieures du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec*.

Tableau 2.1

Emplois ETP¹ attribuables à la production cinématographique et télévisuelle, selon le secteur, calculés selon la méthodologie décrite dans le *Profil canadien*², Québec, 2017-2018 et 2018-2019

	2017-2018 ³	2018-2019
	n	
Production télévisuelle québécoise		
Directs	7 217	6 524
Dérivés	10 908	9 865
Total	18 125	16 389
Production cinématographique québécoise		
Directs	1 403	1 614
Dérivés	2 120	2 441
Total	3 523	4 056
Production étrangère et services de production		
Directs	6 879	7 810
Dérivés	10 397	11 810
Total	17 276	19 619
Production interne		
Directs	2 969	3 117
Dérivés	4 487	4 713
Total	7 456	7 830
Ensemble de la production cinématographique et télévisuelle		
Directs	18 468	19 065
Dérivés	27 913	28 829
Total	46 381	47 894

1. ETP : Équivalents temps plein.

2. Voir les notes méthodologiques à l'annexe 2.

3. Les données pour 2017-2018 ont été révisées.

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Les paramètres utilisés pour évaluer l'emploi, le revenu de travail et le produit intérieur brut (PIB) ont été modifiés pour 2017-2018 et 2018-2019.

Les résultats publiés ici ne devraient pas être comparés aux résultats publiés dans les éditions antérieures du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec*.

Sources : Les estimations sont fondées sur les données des sources suivantes selon la méthodologie décrite dans le *Profil 2019. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*.

Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2014-2018.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2013-2017 et 2014-2018.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 2.2

Produit intérieur brut de la production de l'industrie cinématographique et télévisuelle, calculé selon la méthodologie décrite dans le *Profil canadien*¹, Québec, 2017-2018 et 2018-2019

	Direct	Secondaire	Total
	M\$		
2017-2018 ²			
Production québécoise			
Production télévisuelle	443	809	1 252
Production cinématographique	86	157	243
Sous-total	530	966	1 496
Production étrangère et services de production	423	771	1 194
Production interne	182	353	535
Total	1 135	2 090	3 224
2018-2019			
Production québécoise			
Production télévisuelle	415	751	1 166
Production cinématographique	103	186	289
Sous-total	518	936	1 455
Production étrangère et services de production	497	899	1 396
Production interne	199	380	579
Total	1 214	2 215	3 429

1. Voir les notes méthodologiques à l'annexe 2.

2. Les données pour 2017-2018 ont été révisées.

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Les paramètres utilisés pour évaluer l'emploi, le revenu de travail et le produit intérieur brut (PIB) ont été modifiés pour 2017-2018 et 2018-2019. Les résultats publiés ici ne devraient pas être comparés aux résultats publiés dans les éditions antérieures du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec*.

Sources : Les estimations sont fondées sur les données des sources suivantes selon la méthodologie décrite dans le *Profil 2019. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*.

Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2014-2018.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2013-2017 et 2014-2018.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 2.3

Revenu de travail de la production de l'industrie cinématographique et télévisuelle, calculé selon la méthodologie décrite dans le *Profil canadien*¹, Québec, 2017-2018 et 2018-2019

	Direct	Secondaire	Total
	M\$		
2017-2018 ²			
Production québécoise			
Production télévisuelle	426	543	969
Production cinématographique	83	106	188
Sous-total	509	648	1 158
Production étrangère et services de production	406	517	924
Production interne	175	223	399
Total	1 091	1 389	2 480
2018-2019			
Production québécoise			
Production télévisuelle	400	504	903
Production cinématographique	99	125	224
Sous-total	498	628	1 127
Production étrangère et services de production	478	603	1 081
Production interne	191	241	432
Total	1 168	1 472	2 640

1. Voir les notes méthodologiques à l'annexe 2.

2. Les données pour 2017-2018 ont été révisées.

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Les paramètres utilisés pour évaluer l'emploi, le revenu de travail et le produit intérieur brut (PIB) ont été modifiés pour 2017-2018 et 2018-2019. Les résultats publiés ici ne devraient pas être comparés aux résultats publiés dans les éditions antérieures du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec*.

Sources : Les estimations sont fondées sur les données des sources suivantes selon la méthodologie décrite dans le *Profil 2019. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*.

Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2014-2018.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2013-2017 et 2014-2018.

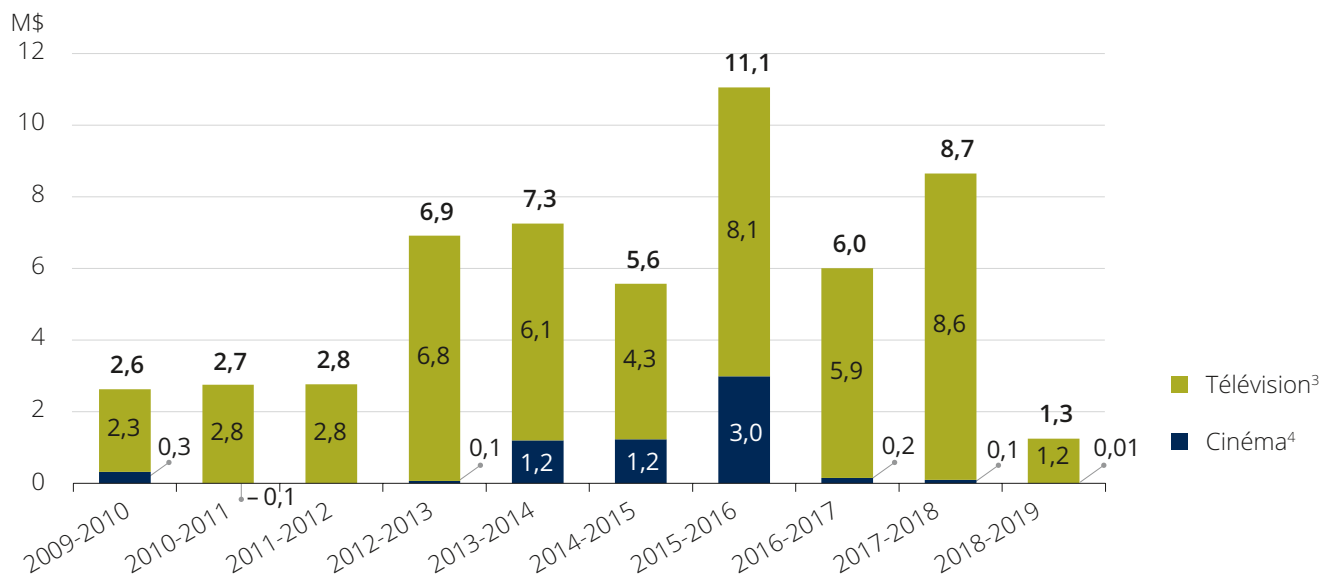
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La chute dans la valeur des préventes pour exportation diffère de la baisse du financement de sources étrangères soulignée au chapitre 1. Dans le cas présent, ce sont les préventes de documentaires aux télédiffuseurs

hors Québec qui ont disparu. Alors que ces préventes étaient d'une valeur moyenne de 5 M\$ par année, entre 2013-2014 et 2017-2018, aucune n'a été enregistrée en 2018-2019.

Figure 2.1

Préventes pour exportation¹ de la production cinématographique et télévisuelle selon le marché, Québec, 2009-2010 à 2018-2019²



1. La valeur des préventes pour exportation se compose des préventes à des télédiffuseurs hors Québec, à des distributeurs étrangers et à des exportateurs, mais seulement pour la part nationale du financement.
2. Les résultats pour chaque année tiennent compte de projets qui ont donné lieu à des révisions de décisions préalables rendues au cours des années précédentes. Comme la règle appliquée au traitement des données consiste à comptabiliser l'écart entre la décision originale et la décision révisée, certaines valeurs peuvent être négatives.
3. La télévision inclut les productions télévisuelles, les courts et moyens métrages et l'animation, de même que les documentaires autres que les longs métrages.
4. Inclut les longs métrages de fiction et les longs métrages documentaires.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La production québécoise de contenu sur écran

Faits saillants de 2018-2019

Selon les données du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ)

- ▶ Par rapport à 2017-2018, baisse de 2 % de la valeur de la production cinématographique et télévisuelle indépendante (tableau 3.1).
- ▶ Baisse de 11 % de la valeur de production des œuvres de fiction (tableau 3.1).
- ▶ Hausse de 6 % de la valeur des productions en français (figure 3.1).
- ▶ Baisse de 39 % de la valeur des productions en d'autres langues que le français (figure 3.1).
- ▶ Hausse de 19 % de la valeur de la production en animation, malgré une réduction du nombre d'œuvres (17 à 13) (figure 3.2).
- ▶ Baisse de 36 % du financement de provenance étrangère (– 45 M\$) (tableau 3.5), principalement pour la production télévisuelle.

Données régionales

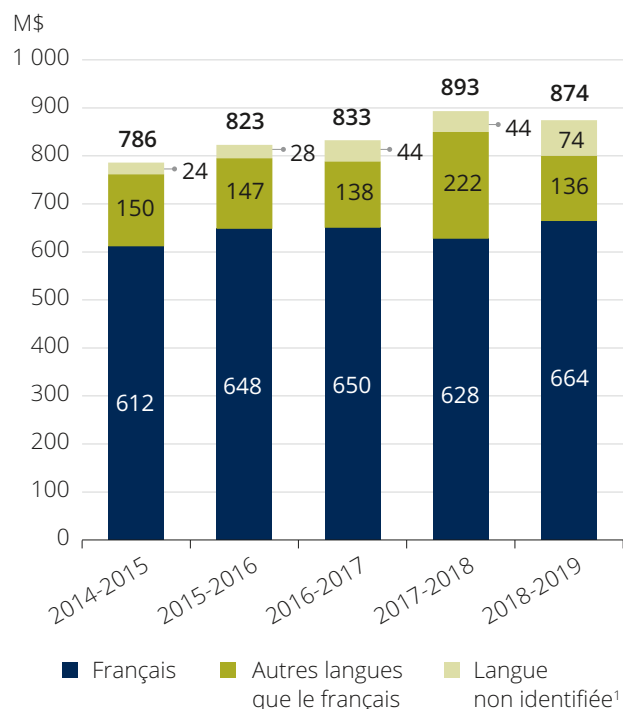
- ▶ Les productions de Montréal et Laval comptent pour 79 % de la valeur des productions québécoises en 2018-2019, une baisse par rapport au sommet de 84 % atteint en 2017-2018 (figure 3.3).
- ▶ Tendance à la baisse de la valeur de la production indépendante dans les autres régions (hors Montréal et Laval), malgré une hausse du nombre de productions (figures 3.6 et 3.8).
- ▶ Baisse de 24 % de la valeur de production des œuvres ayant reçu la bonification régionale du CIRQ pour la période de 2016-2017 à 2018-2019 par rapport à la période de trois ans précédente (tableau 3.6).

En résumé, le nombre de productions cinématographiques et télévisuelles québécoises augmente, mais la valeur de cette production diminue en 2018-2019. Il y a eu 550 productions en 2016-2017 et 573 en 2017-2018, et il y en a maintenant 599 en 2018-2019. La valeur de la production est passée de 893 M\$ en 2017-2018 à 874 M\$ en 2018-2019, une baisse de 2 %, qui s'explique

en bonne partie par un recul de la valeur des productions télévisuelles de fiction, de magazines et de variétés en d'autres langues que le français (– 62 %). Par ailleurs, les données sur la valeur de cette production en 2018-2019 soulignent le caractère inhabituel de la valeur élevée observée en 2017-2018.

Figure 3.1

Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon la langue, Québec, 2014-2015 à 2018-2019



1. Inclut l'animation, les courts et moyens métrages et les productions pour diffusion en ligne.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Types de productions

Après une compression en 2017-2018, la valeur de la production cinématographique et télévisuelle en français reprend sa tendance à la hausse en 2018-2019, progressant de 6 % par rapport à l'année précédente et de 2 % par rapport à 2016-2017. La valeur de la production des longs métrages de fiction, des productions télévisuelles et des documentaires en français¹ augmente, passant de 628 M\$ en 2017-2018 à 664 M\$ en 2018-2019. Elle constitue maintenant 76 % de la valeur de ces productions comparativement à 70 % en 2017-2018. Pour sa part, la valeur de la production en d'autres langues que le français diminue de 39 %, pour s'établir à 136 M\$, son plus faible résultat depuis 2011-2012.

Les œuvres de fiction constituent la plus grande part de la valeur de la production québécoise (48 %), et 63 % de cette production provient du marché télévisuel. La valeur de la production des œuvres de fiction diminue dans le marché de la télévision (-23 %), mais augmente dans celui du cinéma (20 %). La valeur des œuvres documentaires connaît aussi une hausse sur le marché du cinéma (17 %), mais une légère baisse sur celui de la télévision (-2 %). Par ailleurs, la valeur des longs métrages documentaires atteint 18 M\$ en 2018-2019, un sommet pour les 10 dernières années. La valeur de la production de variétés augmente de 18 %, alors que celle des magazines diminue de 17 %. La valeur de l'animation et des courts et moyens métrages de fiction augmente aussi en 2018-2019, passant de 44 M\$ à 52 M\$.

Si les productions d'œuvres de fiction arrivent premières pour la valeur de la production, les documentaires dominent quant au nombre de projets. Il y a ainsi 235 documentaires en 2018-2019, dont la moitié sont des séries télévisées. En fait, la croissance de 573 à 599 du nombre de productions de tous genres entre 2017-2018 et 2018-2019 est attribuable en bonne partie aux documentaires. Il y a 20 documentaires de plus en 2018-2019 qu'en 2017-2018, dont 16 sont des longs métrages.

1. Les données selon la langue sont basées sur les longs métrages de fiction, les productions télévisuelles et les documentaires. Les œuvres d'animation, les courts et moyens métrages et les productions pour diffusion en ligne sont exclus.

Tableau 3.1

Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon le genre et le marché, Québec, 2014-2015 à 2018-2019

	2014-2015		2015-2016		2016-2017		2017-2018		2018-2019		Variation 2018-2019/ 2017-2018
	M\$	%	M\$	%	M\$	%	M\$	%	M\$	%	%
Fiction											
Cinéma	168	21,4	166	20,2	167	20,0	130	14,6	156	17,8	19,6
Télévision	266	33,9	263	31,9	255	30,6	346	38,7	267	30,5	- 22,8
Total	434	55,3	429	52,1	422	50,7	476	53,3	423	48,4	- 11,2
Documentaires											
Cinéma	6	0,7	6	0,7	11	1,3	15	1,7	18	2,0	16,5
Télévision	116	14,8	128	15,5	131	15,8	129	14,4	127	14,5	- 1,7
Total	122	15,5	134	16,3	142	17,1	144	16,1	144	16,5	0,2
Autres genres											
Télévision											
Variétés	117	14,8	131	15,9	117	14,0	122	13,6	144	16,4	18,2
Magazines	89	11,3	102	12,3	107	12,9	108	12,1	90	10,3	- 16,9
Diffusion en ligne	-	-	-	-	-	-	-	-	22	2,5	
Autres productions ¹	24	3,0	28	3,4	44	5,3	44	4,9	52	5,9	18,1
Total	229	29,2	260	31,6	268	32,2	273	30,6	307	35,1	12,4
Total (tous genres)	786	100,0	823	100,0	833	100,0	893	100,0	874	100,0	- 2,1

1. Inclut l'animation et les courts et moyens métrages.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 3.2

Productions cinématographiques et télévisuelles selon le genre et le format, Québec, 2017-2018 et 2018-2019

	Fiction	Documentaires	Variétés	Magazines	Autres productions ¹	Total
n						
2017-2018						
Séries télévisées ²	70	116	54	118	x	x
Longs métrages destinés aux salles	34	23	–	–	x	x
Émissions uniques	8	76	32	–	x	x
Total	112	215	86	118	42	573
2018-2019						
Séries télévisées ²	62	116	51	102	x	x
Longs métrages destinés aux salles	38	39	–	–	x	x
Émissions uniques	12	80	30	–	x	x
Total	112	235	81	102	69	599
%						
2017-2018						
Séries télévisées ²	62,5	54,0	62,8	100,0	x	x
Longs métrages destinés aux salles	30,4	10,7	–	–	x	x
Émissions uniques	7,1	35,3	37,2	–	x	x
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2018-2019						
Séries télévisées ²	55,4	49,4	63,0	100,0	x	x
Longs métrages destinés aux salles	33,9	16,6	–	–	x	x
Émissions uniques	10,7	34,0	37,0	–	x	x
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Inclut l'animation, les courts et moyens métrages et les productions pour diffusion en ligne.

2. Séries de deux épisodes et plus.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La réduction de la valeur de la production en d'autres langues que le français s'explique par la baisse de la valeur des œuvres télévisuelles (– 62 %) et des documentaires (– 6 %). De plus, la valeur des productions en d'autres langues que le français compte pour 16 % de la valeur totale des productions en 2018-2019, en baisse par rapport à 2017-2018, où elle constituait le quart de la valeur totale.

La valeur des œuvres d'animation augmente de 19 % et s'établit à 47 M\$ en 2018-2019. Cette hausse se produit même si le nombre de productions d'animation diminue, passant de 17 à 13. Dans ces conditions, le devis moyen des œuvres augmente, passant de 2,3 M\$ à 3,6 M\$.

Tableau 3.3

Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon le type de production et la langue, Québec, 2017-2018 et 2018-2019

	Longs métrages de fiction	Productions télévisuelles ¹	Documentaires	Autres productions ²	Total
M\$					
2017-2018					
Français	98	427	102	..	628
Autres langues que le français	32	149	42	..	222
Langue non identifiée	–	–	–	44	44
Total	130	576	144	44	893
2018-2019					
Français	115	444	105	..	664
Autres langues que le français	40	57	39	..	136
Langue non identifiée	–	–	–	74	74
Total	156	501	144	74	874
%					
2017-2018					
Français	75,5	74,2	71,1	..	70,2
Autres langues que le français	24,5	25,8	28,9	..	24,9
Langue non identifiée	–	–	–	100,0	4,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2018-2019					
Français	74,2	88,6	72,9	..	76,0
Autres langues que le français	25,8	11,4	27,1	..	15,6
Langue non identifiée	–	–	–	100,0	8,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Inclut les productions de fiction, de magazines et de variétés.

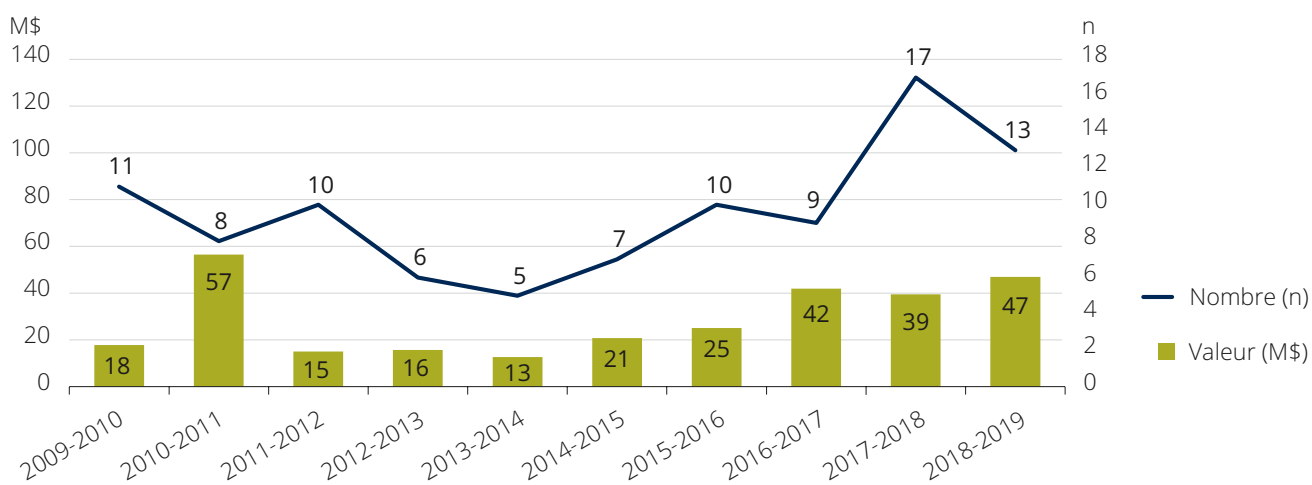
2. Inclut l'animation, les courts et moyens métrages et les productions pour diffusion en ligne.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.2

Œuvres d'animation dans la production cinématographique et télévisuelle québécoise, Québec, 2009-2010 à 2018-2019



Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Depuis le dépôt du budget 2018-2019 du ministre des Finances du Québec, les productions destinées à la diffusion en ligne sont admissibles au CIRQ. En 2018-2019, 33 productions destinées à la diffusion en ligne et

représentant une valeur totale de 22 M\$ ont bénéficié du CIRQ. La majorité de ces productions (76 %) et l'essentiel de la valeur (91 %) proviennent de séries².

Tableau 3.4

Productions destinées à la diffusion en ligne¹ selon le format, Québec, 2018-2019

	Unité	Émission unique et minisérie	Série	Total
Production	n	8	25	33
	%	24,2	75,8	100,0
Coût de production	\$	2 010 558	20 143 384	22 153 942
	%	9,1	90,9	100,0
Coût de production moyen	\$	251 320	805 735	671 332

1. Les productions destinées à la diffusion en ligne sont admissibles au crédit d'impôt remboursable pour production cinématographique et télévisuelle depuis le dépôt du budget 2018-2019 du ministre des Finances du Québec. Seules les catégories admissibles au crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle sont présentes.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

2. Ce nouveau critère d'admissibilité et la disponibilité de ces nouvelles données ne signifient pas qu'il n'y avait pas de production de ce type avant. Il suffit de comparer les listes de productions ayant bénéficié du CIRQ avant 2018-2019 avec la liste de productions de la catégorie « diffusion en ligne » ayant bénéficié du CIRQ pour trouver des webséries dont les cycles antérieurs bénéficiaient du CIRQ dans la catégorie « production télévisuelle ».

Financement

Les poids relatifs des trois principales sources de financement n'ont presque pas changé par rapport à 2017-2018. Les droits de diffusion des télédiffuseurs s'élèvent à 291 M\$ en 2018-2019. Ils constituent la source la plus importante de financement de la production indépendante québécoise (33 %), devant le CIRQ (15 % du total) et l'apport du Fonds des médias du Canada (11 %).

Le financement de provenance étrangère, qui était en forte hausse l'année dernière, diminue. Sa valeur passe de 124 M\$ en 2017-2018 à 79 M\$ en 2018-2019 et sa part, de 14 % à 9 %. À l'opposé, la contribution provenant du Fonds du long métrage du Canada passe de 30 M\$ à 42 M\$ (+ 38 %) et la contribution de la SODEC passe de 25 M\$ à 32 M\$ (+ 29 %). Dans ces deux cas, il s'agit des contributions les plus élevées depuis 2010-2011.

Tableau 3.5

Financement de la production cinématographique et télévisuelle québécoise, Québec, 2014-2015 à 2018-2019

	2014-2015		2015-2016		2016-2017		2017-2018		2018-2019	
	M\$	%	M\$	%	M\$	%	M\$	%	M\$	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs ¹	259	32,8	301	36,4	288	34,5	294	32,9	291	33,2
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	2	0,3	7	0,9	5	0,6	7	0,8	1	0,1
Crédit d'impôt fédéral	69	8,8	76	9,2	75	9,0	78	8,7	77	8,8
Crédit d'impôt du Québec	139	17,6	131	15,9	130	15,5	132	14,7	135	15,4
Distributeurs canadiens	15	1,9	13	1,5	33	3,9	25	2,8	30	3,5
Financement de provenance étrangère ²	64	8,1	74	9,0	80	9,6	124	13,8	79	9,0
SODEC	25	3,2	24	2,9	29	3,4	25	2,7	32	3,6
Fonds des médias du Canada	102	12,9	100	12,1	97	11,7	99	11,0	95	10,9
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	27	3,4	32	3,9	32	3,8	30	3,4	42	4,8
Diffuseurs Web	..	..	..	..	..	..	..	..	7	0,8
Autre financement public ³	6	0,8	4	0,5	7	0,8	10	1,2	5	0,6
Autre financement privé ⁴	81	10,3	64	7,7	60	7,1	71	8,0	82	9,4
Diffuseurs Web	..	..	..	..	..	..	..	..	7	0,8
Total⁵	790	100,0	826	100,0	835	100,0	896	100,0	877	100,0

1. Inclut les télédiffuseurs francophones, anglophones et d'autres langues.

2. Inclut les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

3. Inclut le financement provenant de mini-traités, de l'Office national du film (ONF), de commandites publiques et d'autres apports publics.

4. Inclut le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

5. Il peut y avoir un écart entre ces données et le volume de production en raison du surfinancement, qui est généralement négligeable.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Des différences

Ces résultats d'ensemble masquent des différences importantes entre la production en français et celle en d'autres langues, de même qu'entre la production cinématographique et la production télévisuelle. Les chapitres 4 et 5 exposent ces différences. Mentionnons ici, par exemple, les différences observables pour le financement de provenance étrangère. Une faible part du financement de la production télévisuelle provient de sources étrangères (6 %, tableau 4.6). Cette source de fonds est plus importante pour les longs métrages de fiction, qu'ils soient réalisés en français (19 %) ou dans une autre langue que le français (30 %) (tableau 5.6).

À ce chapitre, on remarque également une différence entre les données présentées ici et celles publiées dans le *Profil* canadien. Ainsi, en 2018-2019 au Canada, les sources étrangères représentent 1 % du financement de la production télévisuelle en français et 11 % du financement de la production cinématographique en français¹. Quant à la production canadienne en anglais, la part que représente le financement de source étrangère est de 16 % pour la production télévisuelle et de 19 % pour la production cinématographique.

1. Source pour la part au Canada : Nordicité (2020), *Profil 2020. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, figures 3-17 et 4-7, [En ligne]. [cmpa.ca/wp-content/uploads/2020/04/CPMA_2019_FR_FINAL.pdf] (Consulté le 2 avril 2020).

Production par région administrative

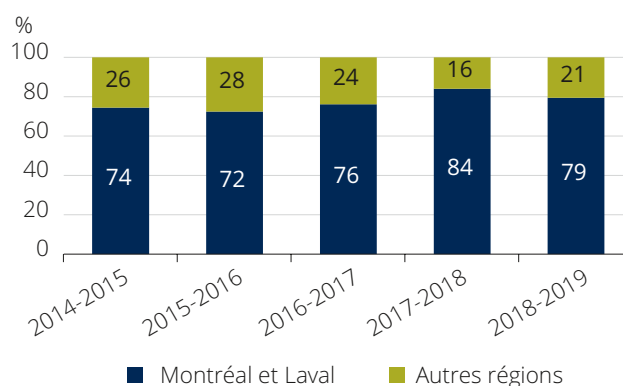
Répartition régionale

La production cinématographique et télévisuelle se concentre dans la métropole. La part des régions de Montréal et de Laval est passée de 84 % en 2017-2018 à 79 % en 2018-2019.

Au cours des trois³ dernières années, les régions de la Montérégie (7 % de la valeur totale de la production québécoise indépendante), des Laurentides (6 %) et de la Capitale-Nationale (4 %) affichent aussi des valeurs de production appréciables.

Figure 3.3

Répartition de la valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante¹ selon la région, Québec, 2014-2015 à 2018-2019



1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). Elle exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

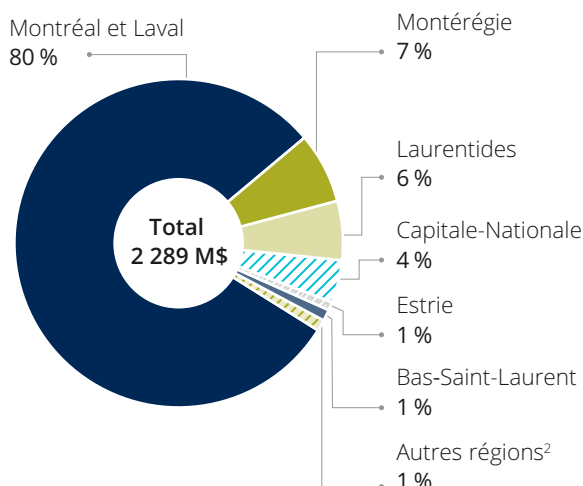
Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

3. Étant donné la petite quantité d'œuvres produites hors Montréal, il s'avère nécessaire de regrouper celles-ci sur une période de trois ans pour protéger la confidentialité des budgets de production.

Figure 3.4

Répartition de la valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante¹ selon la région administrative, Québec, 2016-2017 à 2018-2019



1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). Elle exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.
2. Centre-du-Québec, Chaudière-Appalaches, Mauricie, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Côte-Nord, Nord-du-Québec, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Lanaudière.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Bonification régionale

Certaines productions peuvent bénéficier d'une bonification⁴ du CIRQ en région. L'admissibilité à la bonification régionale se base sur des critères qui font que dans une même région, par exemple la Montérégie, une production peut obtenir ou non cette bonification. L'admissibilité à d'autres bonifications, comme celles pour les productions de langue française, pour les « effets spéciaux » ou pour le format géant, fait varier la part de la bonification régionale du CIRQ.

Au cours des trois dernières années, la valeur des productions ayant reçu la bonification régionale s'élève à 147 M\$, ce qui correspond à 6 % de la valeur totale de la production québécoise. La valeur des productions à bonification est en baisse de 24 % par rapport à la période de trois ans précédente (2013-2014 à 2015-2016). Parmi les productions ayant bénéficié de la bonification, celles provenant de la Capitale-Nationale comptent pour 46 % en nombre et pour 62 % en valeur. Au cours de la période de 2016-2017 à 2018-2019, les productions de la Capitale-Nationale ont reçu 73 % du montant de la bonification versée pour l'ensemble du Québec.

4. Aux fins de la bonification régionale, la région de Montréal inclut « la partie du territoire du Québec située à moins de 25 kilomètres, par le plus court chemin carrossable normalement utilisé d'un point quelconque d'un cercle ayant un rayon de 25 kilomètres dont le centre est la station de métro Papineau. » SODEC (2020), *Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. Mesure fiscale*, [En ligne]. [sodec.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/lignes-credit-impot-prod-cinema-tele.pdf] (Consulté le 11 juin 2020).

Tableau 3.6

Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante¹, 2013-2014 à 2018-2019

	2013-2014 à 2015-2016		2016-2017 à 2018-2019		Variation entre les deux périodes de 3 ans
	M\$	%	M\$	%	%
Production sans bonification régionale	1 916	90,8	2 142	93,6	11,8
Production avec bonification régionale	193	9,2	147	6,4	-24,0
Capitale-Nationale					
Fiction et animation	43	34,9	32	35,2	-24,2
Documentaires	10	8,3	10	10,5	-5,4
Magazines et variétés	69	56,8	50	54,3	-28,2
Total	122	100,0	92	100,0	-24,9
Autres régions					
Fiction et animation	32	45,0	24	46,1	-26,5
Documentaires	35	49,2	27	53,2	-22,5
Magazines et variétés	4	5,7	5	0,7	11,8
Total	71	100,0	55	100,0	-22,4
Ensemble de la production	2 109	...	2 289	...	8,5

1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). Elle exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 3.7

Nombre de productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes¹ selon l'obtention d'une bonification régionale du crédit d'impôt, 2013-2014 à 2018-2019

	2013-2014 à 2015-2016		2016-2017 à 2018-2019		Variation entre les deux périodes de 3 ans
	n	%	n	%	%
Production sans bonification régionale	1 343	86,6	1 491	86,6	11,0
Production avec bonification régionale	208	13,4	231	13,4	11,1
Capitale-Nationale	104	6,7	106	6,2	1,9
Autres régions	104	6,7	125	7,3	20,2
Ensemble des productions	1 551	100,0	1 722	100,0	11,0

1. Il s'agit des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 3.8

Montant de la bonification régionale du crédit d'impôt accordée aux productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes¹, 2013-2014 à 2018-2019

	2013-2014 à 2015-2016		2016-2017 à 2018-2019		Variation entre les deux périodes de 3 ans
	k\$	%	k\$	%	%
Capitale-Nationale	7 757	100,0	6 614	100,0	- 14,7
Fiction et animation	1 884	24,3	2 374	35,9	26,0
Documentaires	630	8,1	624	9,4	- 0,9
Magazines et variétés	5 243	67,6	3 616	54,7	- 31,0
Autres régions	4 463	100,0	2 466	100,0	- 44,7
Fiction et animation	1 909	42,8	646	26,2	- 66,2
Documentaires	2 295	51,4	1 477	59,9	- 35,6
Magazines et variétés	258	5,8	343	13,9	32,7
Total des productions avec bonification régionale	12 220	...	9 080	...	- 25,7

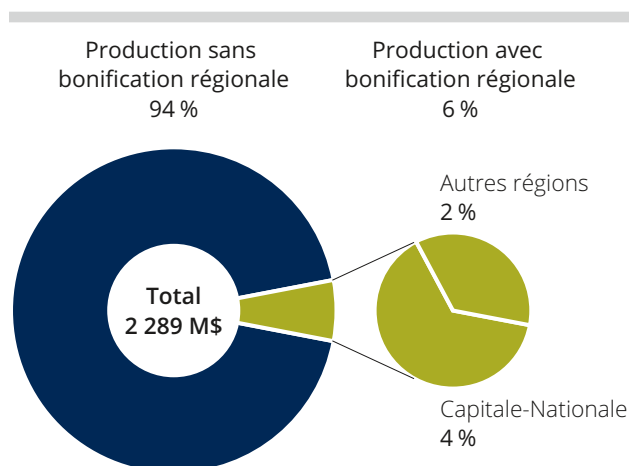
1. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.5

Répartition de la valeur¹ de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante selon l'obtention de la bonification régionale, 2016-2017 à 2018-2019



1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). Elle exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

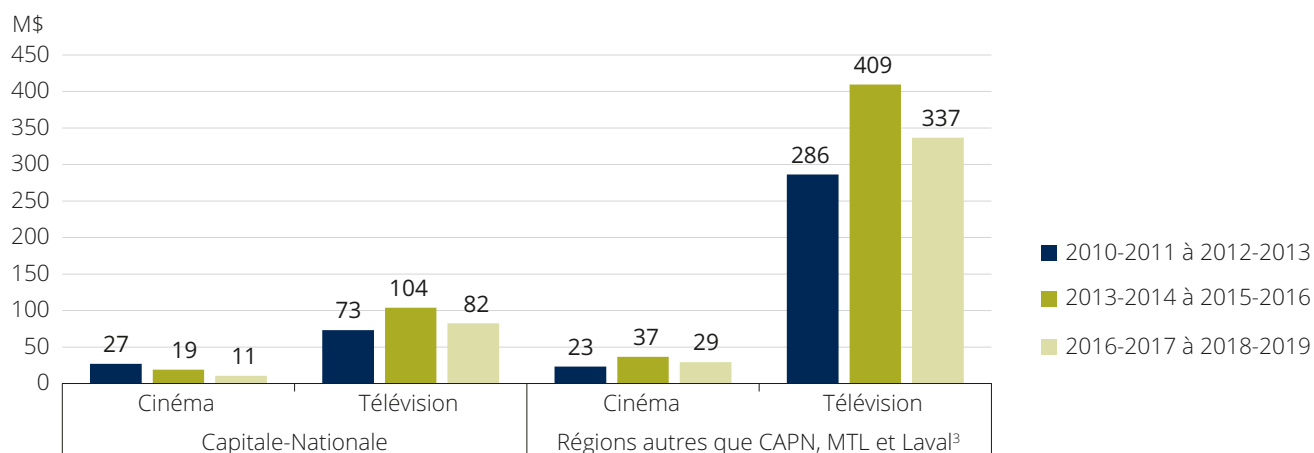
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Les marchés de la télévision et des salles

Au sein des régions autres que Montréal et Laval, on constate des changements quant à la répartition entre les types de productions. Par exemple, en termes de valeur, la part de la production cinématographique est plus élevée dans la Capitale-Nationale que dans les régions autres que Montréal et Laval. Cependant, cette part a diminué de moitié entre la période de 2010-2011 à 2012-2013 (26 %) et la période de 2016-2017 à 2018-2019 (12 %) en raison d'une réduction de la valeur de la production cinématographique. Dans les autres régions (sauf Montréal et Laval), le poids de cette production est de 7 % et de 8 % pour ces deux périodes.

Figure 3.6

Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante¹ selon le marché², région de la Capitale-Nationale et régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval, 2010-2011 à 2018-2019



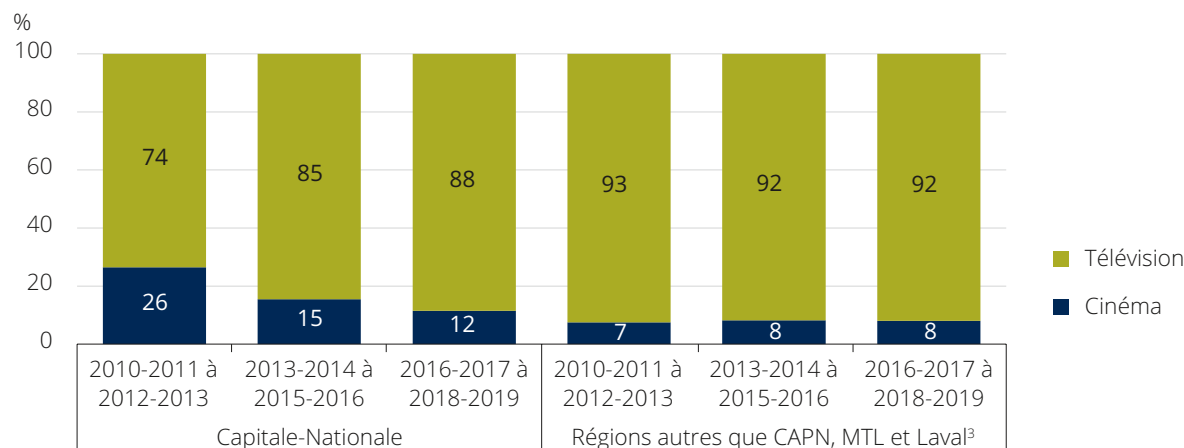
1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). Elle exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.
2. Dans cette figure, la valeur des productions d'animation est répartie par marché. Dans les figures basées sur les coûts de production, notamment celles des chapitres 1, 4 et 5, les productions d'animation sont incluses dans la production télévisuelle.
3. CAPN : Capitale-Nationale ; MTL : Montréal.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.7

Répartition de la valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante¹ selon le marché², région de la Capitale-Nationale et régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval, 2010-2011 à 2018-2019



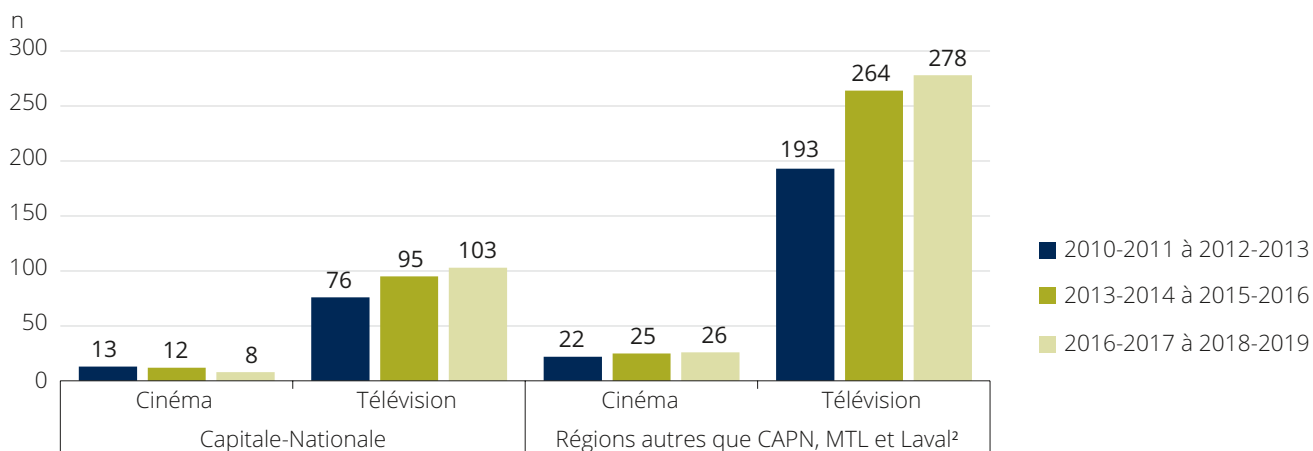
1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). Elle exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.
2. Dans cette figure, la valeur des productions d'animation est répartie par marché. Dans les figures basées sur les coûts de production, notamment celles des chapitres 1, 4 et 5, les productions d'animation sont incluses dans la production télévisuelle.
3. CAPN : Capitale-Nationale ; MTL : Montréal.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.8

Nombre de productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes selon le marché¹, région de la Capitale-Nationale et régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval, 2010-2011 à 2018-2019



1. Dans cette figure, les productions d'animation sont réparties par marché. Dans les figures basées sur les coûts de production, notamment celles des chapitres 1, 4 et 5, les productions d'animation sont incluses dans la production télévisuelle.

2. CAPN : Capitale-Nationale ; MTL : Montréal.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

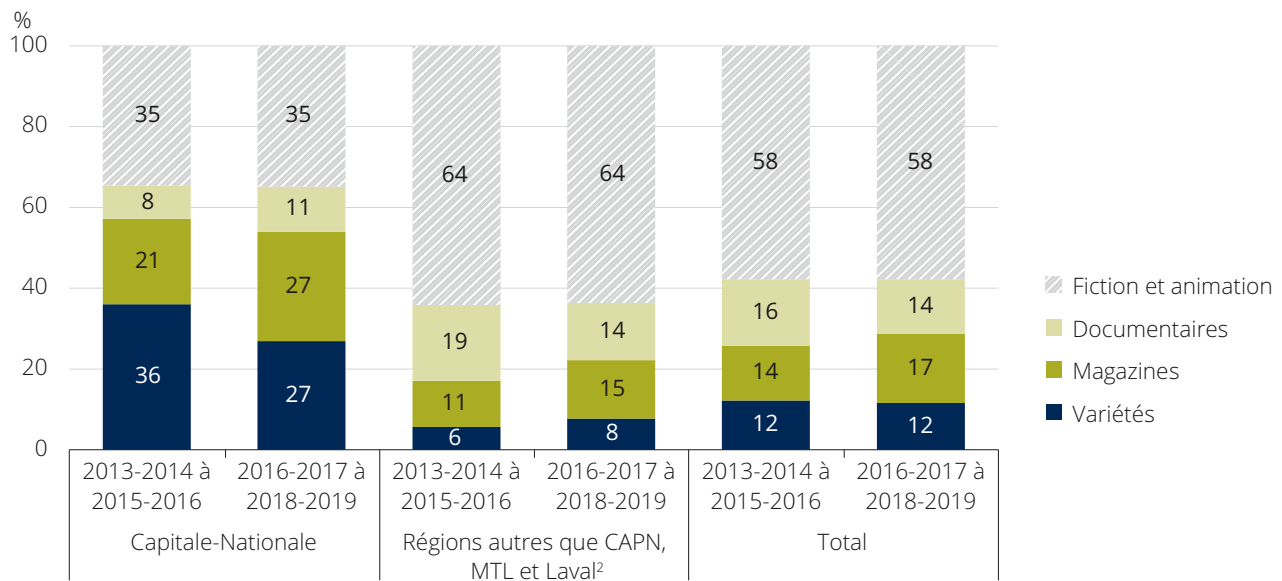
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Genres de productions

On observe aussi des différences régionales quant aux genres de productions cinématographiques et télévisuelles. Dans la Capitale-Nationale, environ le tiers de la valeur totale de la production des trois dernières années provient d'œuvres de fiction et d'animation. Cette part est un peu plus élevée que celle des variétés (27 %) et celle des magazines (27 %). Dans les autres régions (sauf à Montréal et Laval), les œuvres de fiction et d'animation dominent largement avec 64 % de l'ensemble de la production.

Figure 3.9

Répartition de la valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante¹ selon le genre, région de la Capitale-Nationale et régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval, 2013-2014 à 2018-2019



1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). Elle exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

2. CAPN : Capitale-Nationale ; MTL : Montréal.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Des renseignements sur la production cinématographique et télévisuelle dans la région de la Capitale-Nationale, sont présentés à l'annexe 3 à la fin de la publication.

La production télévisuelle québécoise

Faits saillants de 2018-2019

Selon les données du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ)

- ▶ Par rapport à 2017-2018, baisse de 5 % du nombre total de projets télévisuels indépendants et de 9 % de la valeur de la production (tableau 4.1 et figure 4.1).
- ▶ Les œuvres en français comptent pour 92 % des productions télévisuelles de fiction, de variétés et de magazines et représentent 89 % de la valeur globale de ces productions (tableau 4.2).
- ▶ Hausse de 4 % de la valeur des productions de fiction, de variétés et de magazines en français, mais baisse de 10 % du nombre de productions (tableau 4.2).
- ▶ Chute de la valeur des productions de fiction, de variétés et de magazines dans une autre langue que le français. De 149 M\$ en 2017-2018, elle passe à 57 M\$ en 2018-2019 (– 62 %) (tableau 4.2).
- ▶ Baisse du financement de provenance étrangère pour les productions dans une autre langue que le français (– 53 M\$), mais hausse pour les productions en français (+ 6 M\$) (tableaux 4.8 et 4.9).
- ▶ La part du financement provenant des distributeurs canadiens pour les productions en d'autres langues que le français atteint 22 % en 2018-2019, comparativement à 8 % en 2017-2018 (tableau 4.9).

Fonds des médias du Canada

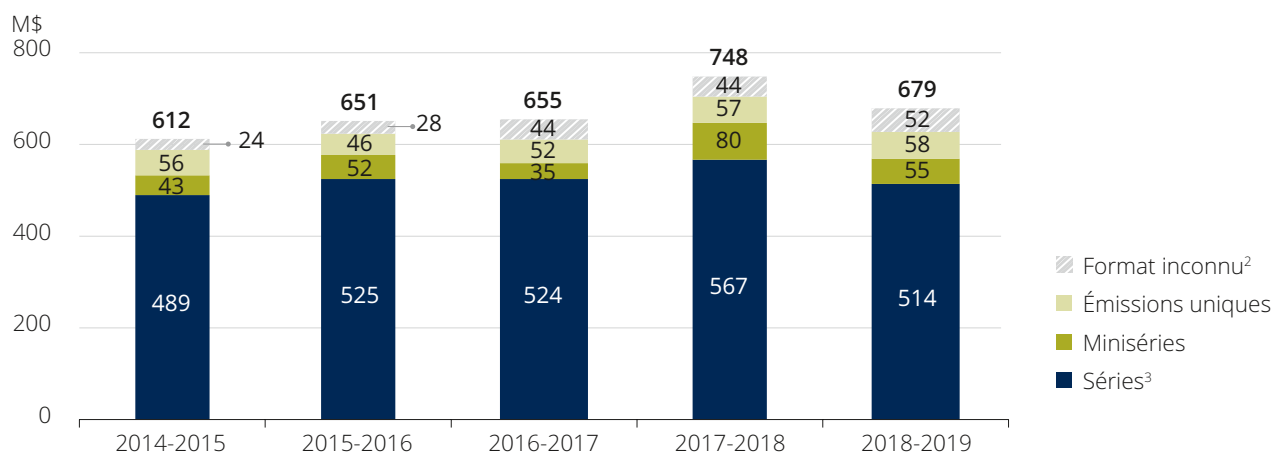
- ▶ Augmentation du nombre de projets québécois soutenus par le Fonds des médias du Canada (FMC) (+ 5 %), de ses contributions (+ 7 %) (tableau 4.10 et figure 4.8).

Après quatre années de croissance soutenue, la production télévisuelle indépendante diminue en 2018-2019. Sa valeur s'établit à 679 M\$, soit 9 % de moins qu'en 2017-2018, mais elle demeure plus élevée qu'en 2016-2017 (655 M\$). Cette baisse se manifeste surtout pour les séries et les miniséries, pour les œuvres de fiction et de

magazines et pour les productions en d'autres langues que le français. La production d'œuvres de fiction diminue le plus (– 79 M\$), mais sa valeur en 2018-2019 demeure supérieure à celle d'il y a deux ans.

Figure 4.1

Valeur de la production télévisuelle québécoise¹ selon le format, Québec, 2014-2015 à 2018-2019



1. Inclut les productions télévisuelles de fiction, les magazines et les variétés ainsi que l'ensemble des œuvres d'animation, des courts et moyens métrages de fiction et des documentaires, à l'exception des longs métrages documentaires. Il s'agit de la production indépendante.
2. Comprend l'ensemble des œuvres d'animation et les courts et moyens métrages de fiction.
3. Sept épisodes et plus.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Format

Les séries apportent l'essentiel de la valeur de la production télévisuelle, soit 76 % en 2018-2019. La valeur globale des œuvres de cette catégorie diminue de 9 % par rapport à l'année précédente, avec 24 séries de moins. La production de miniséries diminue aussi. La valeur en

est réduite de 32 % et il y a trois projets de moins qu'en 2017-2018. Étant donné que la réduction est plus importante pour la valeur que pour le nombre, on constate une baisse du budget moyen par minisérie, lequel passe de 1,6 M\$ en 2017-2018 à 1,1 M\$ en 2018-2019. À l'opposé, le nombre d'émissions uniques augmente (+ 6) et leur valeur est stable.

Tableau 4.1

Nombre d'œuvres télévisuelles québécoises selon le format, Québec, 2014-2015 à 2017-2018

	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Variation 2018-2019/ 2017-2018
	n					%
Séries et miniséries ¹	336	339	340	358	331	-7,5
Séries ¹	290	291	304	307	283	-7,8
Miniséries ¹	46	48	36	51	48	-5,9
Émissions uniques ¹	124	118	133	116	122	5,2
Format inconnu ²	25	27	21	42	36	-14,3
Total	485	484	494	516	489	-5,2

1. Inclut les productions télévisuelles de fiction, les magazines et les variétés ainsi que les documentaires, à l'exception des longs métrages et des moyens métrages documentaires.
2. Comprend l'ensemble des œuvres d'animation et les courts et moyens métrages de fiction.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4.2

Production télévisuelle québécoise selon la langue, Québec, 2014-2015 à 2018-2019

	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
M\$					
Productions télévisuelles de fiction, de variétés et de magazines	472	496	479	576	501
Français	423	449	438	427	444
Autres langues	49	47	41	149	57
Documentaires ¹	116	128	131	129	127
Français	..	..	..	..	..
Autres langues	..	..	..	..	..
Autres émissions ² , toutes les langues	24	28	44	44	52
Total	612	651	655	748	679
n					
Productions télévisuelles de fiction, de variétés et de magazines	274	267	263	282	257
Français	255	252	251	261	236
Autres langues	19	15	12	21	21
Documentaires ¹	186	190	210	192	196
Français	..	.. ¹	..	164	171
Autres langues	..	.. ¹	..	28	25
Autres émissions ² , toutes les langues	25	27	21	42	36
Total	485	484	494	516	489

1. Inclut les séries, les miniséries, les émissions uniques et les pilotes. Inclut aussi 10 productions dont le premier marché est la diffusion en ligne.

2. Inclut les œuvres d'animation, les courts métrages de fiction et les moyens métrages de fiction.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

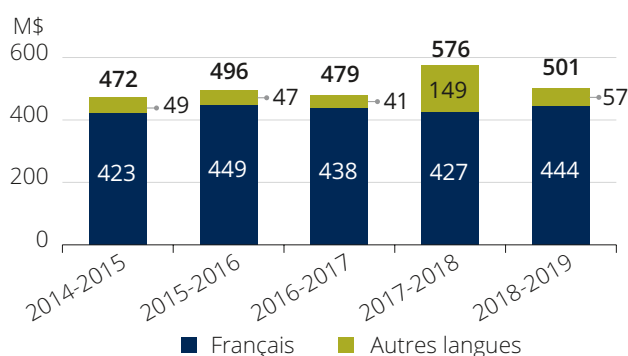
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Langue

En 2018-2019, la valeur de la production télévisuelle de fiction, de variétés et de magazines est en baisse de 13 % et s'établit à 501 M\$. Ce recul s'explique par le fait que ce type de productions dans une autre langue que le français revient à une valeur plus proche de celles du passé. Entre 2014-2015 et 2016-2017, elle est passée de 49 M\$ à 41 M\$. En 2018-2019, la valeur s'établit à 57 M\$, soit 62 % de moins qu'en 2017-2018, une année atypique où la valeur s'élevait à 149 M\$. Pourtant, le nombre de projets dans une autre langue que le français est identique pour les deux années, soit 21.

Figure 4.2

Valeur de la production télévisuelle québécoise de fiction, de magazines et de variétés selon la langue, Québec, 2014-2015 à 2018-2019

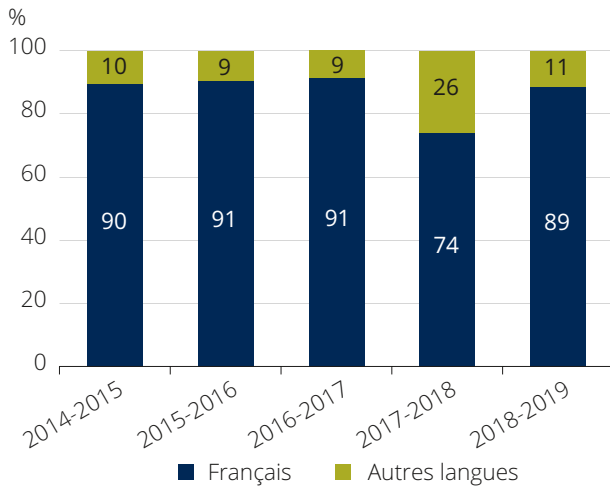


Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4.3

Répartition de la valeur de la production télévisuelle québécoise de fiction, de magazines et de variétés selon la langue, Québec, 2014-2015 à 2018-2019



Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

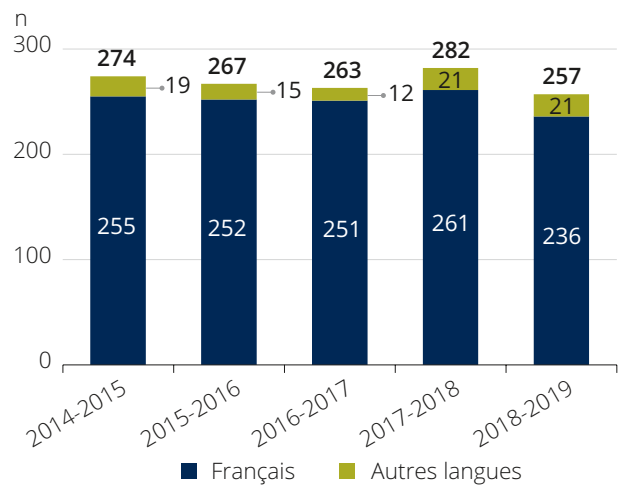
En 2018-2019, la valeur de la production télévisuelle de fiction, de variétés et de magazines en français augmente à 444 M\$, comparativement à 427 M\$ en 2017-2018 (+ 4 %), et le nombre passe de 261 en 2017-2018 à 236 en 2018-2019 (– 10 %). Ainsi, le devis moyen de ces productions augmente. En fait, il est à son plus haut niveau en cinq ans, soit 1,9 M\$. À l'opposé, le devis moyen des productions en d'autres langues rapetisse en raison de la baisse importante de la valeur totale de ces productions. Celui-ci passe de 7,1 M\$ en 2017-2018 à 2,7 M\$ en 2018-2019, mais il demeure plus élevé que celui des productions en français.

Genres

En 2018-2019, la valeur des émissions de fiction diminue de 23 %, pour s'établir à 267 M\$. C'est aussi le cas des magazines (– 17 %) et des documentaires (– 2 %). Par contre, il y a une hausse pour les émissions de type variétés (+ 18 %) et pour les autres genres (+ 18 %).

Figure 4.4

Nombre de productions télévisuelles québécoises de fiction, de magazines et de variétés selon la langue, Québec, 2014-2015 à 2018-2019



Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4.3

Coût moyen par projet des productions télévisuelles québécoises de fiction, de magazines et de variétés selon la langue, Québec, 2014-2015 à 2018-2019

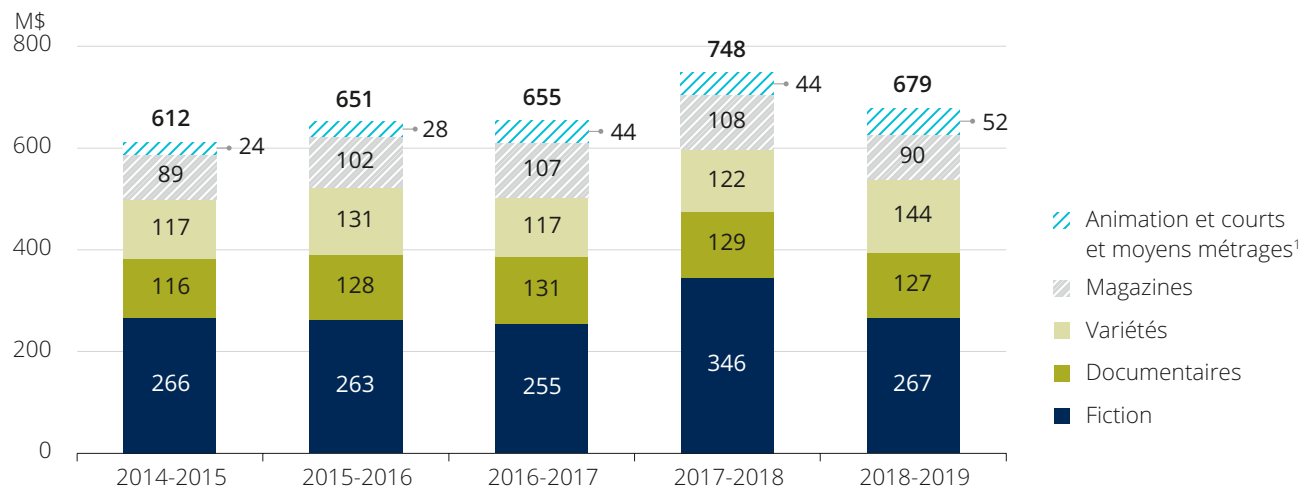
	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
	M\$				
Français	1,7	1,8	1,7	1,6	1,9
Autres langues	2,6	3,1	3,4	7,1	2,7
Total	1,7	1,9	1,8	2,0	1,9

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4.5

Valeur de la production télévisuelle québécoise selon le genre, Québec, 2014-2015 à 2018-2019



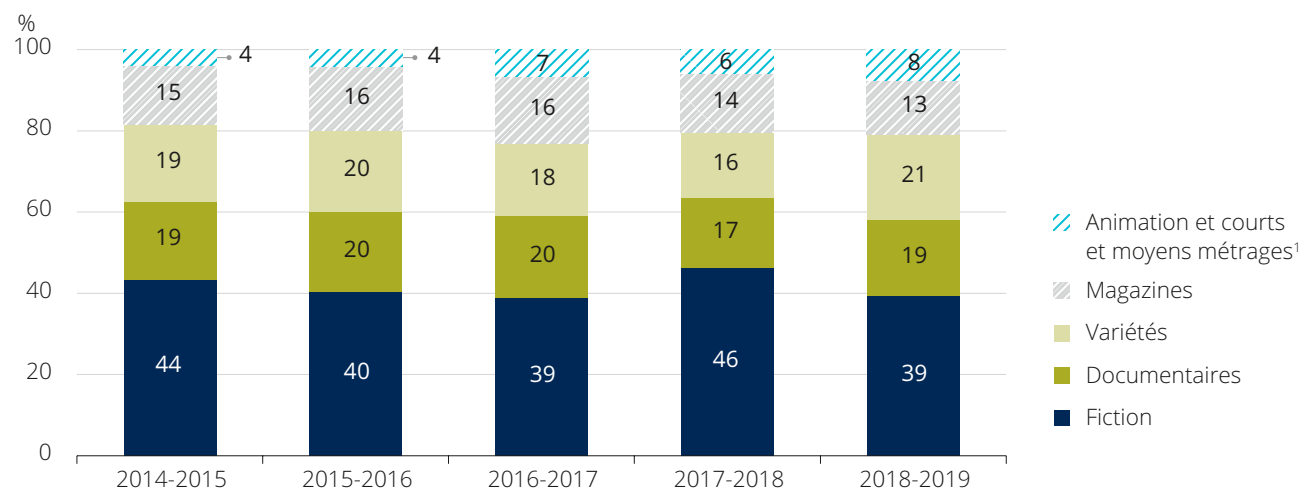
1. Inclut les courts et moyens métrages de fiction.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4.6

Répartition de la valeur de la production télévisuelle québécoise selon le genre, Québec, 2014-2015 à 2018-2019



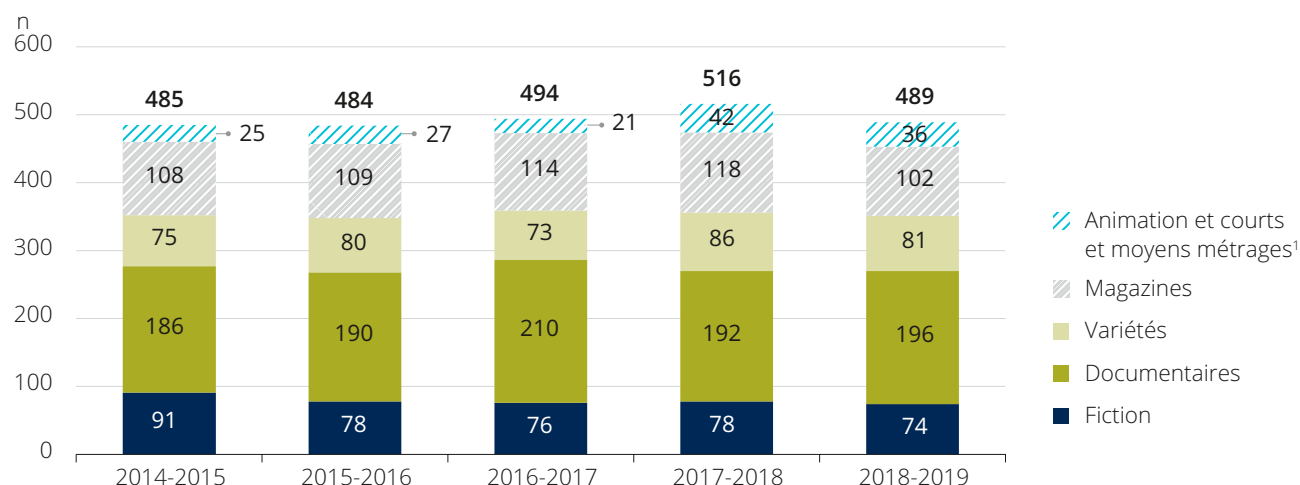
1. Inclut les courts et moyens métrages de fiction.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4.7

Nombre de productions télévisuelles québécoises selon le genre, Québec, 2014-2015 à 2018-2019



1. Inclut les courts et moyens métrages de fiction.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

En nombre, les documentaires occupent la première place, avec 40 % des projets en 2018-2019. Il s'agit de la seule catégorie où le nombre de productions augmente cette année, passant de 192 à 196 (+ 2 %). Tous les autres genres d'émissions affichent une baisse, que ce soit les œuvres de fiction (- 5 %), les variétés (- 6 %), les magazines (- 14 %) ou les œuvres d'animation et les courts et moyens métrages (- 14 %).

Les variations importantes de la valeur et du nombre des œuvres de fiction causent un repli de la valeur moyenne du budget pour ce type de productions. Le budget moyen des projets en fiction passe en effet de 4,4 M\$ en 2017-2018 à 3,6 M\$ en 2018-2019. Quant à la valeur moyenne des émissions de variétés, elle augmente de 1,4 M\$ à 1,8 M\$, un sommet pour les cinq dernières années, alors que celle des documentaires et celle des magazines sont stables.

Tableau 4.4

Coût moyen par projet des productions télévisuelles québécoises selon le genre, Québec, 2014-2015 à 2018-2019

	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
	M\$				
Fiction	2,9	3,4	3,4	4,4	3,6
Documentaires	0,6	0,7	0,6	0,7	0,6
Variétés	1,6	1,6	1,6	1,4	1,8
Magazines	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9
Animation et courts et moyens métrages¹	1,0	1,0	2,1	1,0	1,4
Total	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4

1. Inclut les courts et moyens métrages de fiction.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Comparaison Québec-Canada

La baisse de la valeur des productions télévisuelles de fiction au Québec est contraire à la variation observée dans la production de ce genre pour l'ensemble du Canada, où la valeur augmente de 10 %¹. Selon les données du *Profil* canadien, la valeur de la production télévisuelle de fiction en français augmente de 34 % à l'échelle canadienne. Par ailleurs, toujours selon cette source, la part des œuvres de fiction dans la valeur de la production télévisuelle en 2018-2019 dans l'ensemble du Canada (49 %) est plus élevée que celle au Québec (39 %). Ici, les documentaires et les variétés occupent des parts de la valeur de production qui sont plus grandes que dans l'ensemble du Canada.

1. Nordicité (2020), *Profil 2019. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, figure 3-5, [En ligne]. [cmpa.ca/wp-content/uploads/2020/04/CMPA_2019_FR_FINAL.pdf] (Consulté le 2 avril 2020).

Les documentaires

Les données sur les documentaires regroupent à la fois les productions pour les salles, pour la télévision et pour la diffusion en ligne. Dans les cinq dernières années, plus de 90 % de la valeur de la production de documentaires est pour la production télévisuelle. En 2018-2019, la valeur de la production des documentaires dans l'ensemble est stable à 144 M\$, mais il y a de légers changements selon la catégorie de production. Par exemple, il y a pour 3 M\$ de plus de production en français et pour 3 M\$ de moins de production en d'autres langues. Il y a aussi pour 3 M\$ de plus de longs métrages, mais pour 3 M\$ de moins d'émissions uniques et de miniséries. Notons que les données selon la langue des documentaires sont disponibles uniquement pour l'ensemble des documentaires et non par type de documentaire.

Tableau 4.5

Valeur de production des documentaires québécois selon la langue et le format, Québec, 2014-2015 à 2018-2019

	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
	M\$				
Langue	122	134	142	144	144
Français	99	104	117	102	105
Autres langues	24	30	26	42	39
Format	122	134	142	144	144
Émissions uniques	28	22	26	24	23
Longs métrages ¹	6	6	11	15	18
Miniséries	31	25	17	22	21
Séries	56	81	89	82	82

1. Inclut les moyens métrages.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Financement

La plus importante source de financement pour la production télévisuelle indépendante québécoise est celle des télédiffuseurs québécois. Ceux-ci investissent 284 M\$ en 2018-2019 (42 % du financement total), soit 10 M\$ de moins qu'en 2017-2018 (– 3 %). Le financement provenant des télédiffuseurs hors Québec, pour sa part, passe de 7 M\$ en 2017-2018 à seulement 1 M\$ en 2018-2019 (– 87 %), son plus bas niveau des 10 dernières années. Il est à noter que l'essentiel de la contribution des télédiffuseurs hors Québec en 2017-2018 servait à soutenir des séries et des miniséries documentaires.

Comparativement à ce qui prévaut dans l'ensemble du Canada, le financement par les distributeurs et le financement de provenance étrangère sont, au Québec, nettement plus faibles. Les distributeurs canadiens apportent seulement 3 % du financement de la production télévisuelle au Québec, alors qu'ils contribuent à 14 % de l'ensemble des productions télévisuelles canadiennes, selon Nordicité¹. De leur côté, les sources étrangères fournissent 6 % du financement de la production télévisuelle au Québec comparativement à 12 % de celui de la production télévisuelle de l'ensemble du Canada.

Tableau 4.6

Financement de la production télévisuelle québécoise, Québec, 2014-2015 à 2018-2019

	2014-2015		2015-2016		2016-2017		2017-2018		2018-2019	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs ¹	257 744	41,8	299 015	45,7	286 526	43,6	293 698	39,1	283 552	41,6
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	2 276	0,4	7 064	1,1	4 830	0,7	7 276	1,0	965	0,1
Crédit d'impôt fédéral	63 060	10,2	70 986	10,8	68 313	10,4	73 110	9,7	70 281	10,3
Crédit d'impôt du Québec	111 030	18,0	108 225	16,5	105 302	16,0	111 516	14,9	106 440	15,6
Distributeurs canadiens	7 931	1,3	4 441	0,7	8 926	1,4	15 190	2,0	21 178	3,1
Financement de provenance étrangère ²	14 537	2,4	13 577	2,1	35 866	5,5	85 800	11,4	41 088	6,0
SODEC	4 577	0,7	1 871	0,3	3 587	0,5	4 888	0,7	3 390	0,5
Fonds des médias du Canada	101 452	16,5	100 975	15,4	97 216	14,8	98 538	13,1	89 925	13,2
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	1 450	0,2	117	—	1 773	0,3	3 515	0,5	2 225	0,3
Diffuseurs Web	..	..	..	..	..	..	..	..	3 036	0,4
Autre financement public ³	5 402	0,9	3 006	0,5	4 709	0,7	6 815	0,9	3 007	0,4
Autre financement privé ⁴	46 806	7,6	45 281	6,9	39 768	6,1	49 990	6,7	55 844	8,2
Total	616 265	100,0	654 557	100,0	656 814	100,0	750 336	100,0	680 931	100,0

1. Inclut les télédiffuseurs francophones, anglophones et d'autres langues.

2. Inclut les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

3. Inclut le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

4. Inclut le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

1. Nordicité (2020), *Profil 2019. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, figure 3-17 [En ligne]. [\[cmpa.ca/wp-content/uploads/2020/04/CMPA_2019_FR_FINAL.pdf\]](https://cmpa.ca/wp-content/uploads/2020/04/CMPA_2019_FR_FINAL.pdf) (Consulté le 2 avril 2020).

L'importance relative des différentes sources de financement varie selon le genre d'émission. En 2018-2019, le financement provenant des droits de diffusion payés

par les télédiffuseurs est plus élevé pour les émissions de variétés (59 % de leur financement) et les magazines (54 %) que pour les documentaires (35 %) et les œuvres

Tableau 4.7

Financement de la production télévisuelle québécoise selon le genre, Québec, 2018-2019

	Fiction	Variétés	Magazines	Documentaires	Animation	Courts et moyens métrages	Total
	k\$						
Droits de diffusion des télédiffuseurs ¹	100 069	85 548	48 393	44 137	5 383	23	283 552
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	–	965	–	–	–	–	965
Crédit d'impôt fédéral	27 904	16 582	10 752	12 101	2 887	55	70 281
Crédit d'impôt du Québec	42 967	20 968	15 327	19 391	7 161	626	106 440
Distributeurs canadiens	14 664	44	477	4 838	1 155	–	21 178
Financement de provenance étrangère ²	15 311	2 904	–	9 816	13 058	–	41 088
SODEC	–	–	–	472	1 498	1 420	3 390
Fonds des médias du Canada	50 113	7 253	3 099	25 163	4 299	–	89 925
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	–	–	–	225	2 000	–	2 225
Diffuseurs Web	2 112	11	15	872	26	–	3 036
Autre financement public ³	346	917	288	164	223	1 069	3 007
Autre financement privé ⁴	13 962	9 299	11 999	9 876	9 291	1 417	55 844
Total	267 449	144 489	90 349	127 053	46 982	4 609	680 931
	%						
Droits de diffusion des télédiffuseurs ¹	37,4	59,2	53,6	34,7	11,5	0,5	41,6
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	–	0,7	–	–	–	–	0,1
Crédit d'impôt fédéral	10,4	11,5	11,9	9,5	6,1	1,2	10,3
Crédit d'impôt du Québec	16,1	14,5	17,0	15,3	15,2	13,6	15,6
Distributeurs canadiens	5,5	—	0,5	3,8	2,5	–	3,1
Financement de provenance étrangère ²	5,7	2,0	–	7,7	27,8	–	6,0
SODEC	–	–	–	0,4	3,2	30,8	0,5
Fonds des médias du Canada	18,7	5,0	3,4	19,8	9,1	–	13,2
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	–	–	–	0,2	4,3	–	0,3
Diffuseurs Web	0,8	—	—	0,7	0,1	–	0,4
Autre financement public ³	0,1	0,6	0,3	0,1	0,5	23,2	0,4
Autre financement privé ⁴	5,2	6,4	13,3	7,8	19,8	30,7	8,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Inclut les télédiffuseurs francophones, anglophones et d'autres langues.

2. Inclut les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

3. Inclut le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

4. Inclut le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

de fiction (37 %). Quant aux œuvres d'animation, la part la plus importante de leur financement en 2018-2019 provient de sources étrangères (28 %). Dans l'ensemble, le CIRQ constitue la deuxième source de financement en importance (16 % du total).

Les données sur les productions télévisuelles de fiction, de magazines et de variétés révèlent que la baisse de 61 % du financement des œuvres produites dans une autre langue que le français s'explique principalement par le repli de la contribution étrangère, qui passe de 61 M\$ en 2017-2018 à 8 M\$ en 2018-2019. De plus, le financement de la plupart des autres sources diminue lui aussi. Ce phénomène souligne l'effet d'entraînement que peut avoir l'apport des coproducteurs. En ce qui concerne les productions en français, le financement de toutes les sources augmente, sauf celui du FMC qui diminue de

8 %. Par ailleurs, le seul financement qui augmente en 2018-2019, peu importe la langue, provient de préventes aux distributeurs canadiens. Ce type de financement augmente de 34 % pour les productions en français et de 8 % pour les productions en d'autres langues.

La comparaison en fonction de la langue permet aussi de mesurer l'importance des droits de diffusion payés par les télédiffuseurs pour les productions francophones. En 2018-2019, la moitié du financement des émissions de fiction, de magazines et de variétés en français provient ainsi des télédiffuseurs, alors que pour les productions en d'autres langues, c'est 24 %. De plus, les productions en d'autres langues obtiennent une plus grande part de leur financement auprès des distributeurs canadiens (22 %) que les œuvres en français (1 %) et elles obtiennent aussi une plus grande part auprès de sources étrangères

Tableau 4.8

Financement de la production télévisuelle de fiction, de magazines et de variétés de langue française, Québec, 2014-2015 à 2018-2019

	2014-2015		2015-2016		2016-2017		2017-2018		2018-2019	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs ¹	204 046	48,0	228 979	50,8	220 815	50,3	217 432	50,8	220 109	49,5
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Crédit d'impôt fédéral	44 753	10,5	49 703	11,0	48 796	11,1	47 688	11,1	50 324	11,3
Crédit d'impôt du Québec	76 564	18,0	74 844	16,6	73 432	16,7	69 999	16,3	70 870	15,9
Distributeurs canadiens	1 099	0,3	785	0,2	4 005	0,9	1 836	0,4	2 460	0,6
Financement de provenance étrangère ²	3 326	0,8	5 203	1,2	1 777	0,4	4 553	1,1	10 147	2,3
SODEC	150	—	75	—	225	0,1	75	0,0	–	–
Fonds des médias du Canada	72 830	17,1	69 815	15,5	64 783	14,8	61 719	14,4	57 019	12,8
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	–	–	–	–	453	0,1	190	0,0	–	–
Diffuseurs Web									2 138	0,5
Autre financement public ³	416	0,1	1 188	0,3	3 514	0,8	3 832	0,9	1 467	0,3
Autre financement privé ⁴	21 960	5,2	20 154	4,5	21 257	4,8	21 021	4,9	30 053	6,8
Total	425 143	100,0	450 746	100,0	439 058	100,0	428 346	100,0	444 587	100,0

1. Inclut les télédiffuseurs francophones, anglophones et d'autres langues.

2. Inclut les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

3. Inclut le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

4. Inclut le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4.9

Financement de la production télévisuelle de fiction, de magazines et de variétés en d'autres langues que le français, Québec, 2014-2015 à 2018-2019

	2014-2015		2015-2016		2016-2017		2017-2018		2018-2019	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs ¹	15 915	31,7	16 344	34,8	10 023	24,1	22 855	15,3	13 900	24,1
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	–	–	–	–	–	–	546	0,4	965	1,7
Crédit d'impôt fédéral	5 314	10,6	5 205	11,1	3 753	9,0	9 056	6,1	4 914	8,5
Crédit d'impôt du Québec	9 051	18,0	7 530	16,0	6 447	15,5	14 944	10,0	8 391	14,5
Distributeurs canadiens	2 736	5,4	1 768	3,8	2 054	4,9	11 809	7,9	12 725	22,1
Financement de provenance étrangère ²	2 000	4,0	–	–	3 830	9,2	61 112	40,9	8 068	14,0
SODEC	75	0,1	–	–	–	–	1 875	1,3	–	–
Fonds des médias du Canada	2 741	5,5	7 471	15,9	7 332	17,6	10 598	7,1	3 445	6,0
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	–	–	–	–	–	–	2 600	1,7	–	–
Diffuseurs Web	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
Autre financement public ³	5	—	–	–	–	–	747	0,5	84	0,1
Autre financement privé ⁴	12 440	24,7	8 714	18,5	8 119	19,5	13 126	8,8	5 208	9,0
Total	50 277	100,0	47 032	100,0	41 559	100,0	149 268	100,0	57 700	100,0

1. Inclut les télédiffuseurs francophones, anglophones et d'autres langues.

2. Inclut les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

3. Inclut le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

4. Inclut le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

(14 % par rapport à 2 % pour les œuvres en français). En contrepartie, une plus faible part de leur financement provient du FMC (6 % par rapport à 13 % pour les œuvres en français).

Productions soutenues par le Fonds des médias du Canada

Le Fonds des médias du Canada (FMC) soutient un grand nombre d'œuvres télévisuelles. D'après les données fournies, en 2018-2019, le FMC consacre 7 M\$ de plus aux productions télévisuelles du Québec que l'année précédente, soit 93 M\$ (+ 8 %)². Le nombre de projets soutenus

et le nombre d'heures de programmation augmentent également. Le FMC a soutenu un total de 236 projets au Québec en 2017-2018 et en soutient 247 en 2018-2019 (+ 5 %). Le nombre d'heures de programmation, pour sa part, progresse de 1 %.

En 2018-2019, sur les 93 M\$ de contribution du FMC versés aux entreprises de production québécoises, 73 M\$ vont à des productions en français. La part du soutien allant à des productions en français est passée de 78 % en 2016-2017 à 83 % en 2017-2018, pour ensuite redescendre à 78 % en 2018-2019. En nombre, la part des projets en français est stable à 87 % en 2018-2019, comparativement à 88 % en 2017-2018.

2. Ce constat diffère de ce qui est observé dans les données provenant du programme québécois de crédit d'impôt. L'explication se trouve sans doute dans la différence entre l'année dans laquelle les différents projets sont soutenus par le FMC et l'année de la décision préalable du crédit d'impôt.

Tableau 4.10

Contribution du FMC au financement de la production télévisuelle¹ selon la langue, Québec, 2014-2015 à 2018-2019

	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
	M\$				
Français	83,4	83,6	82,5	72,0	72,8
Autres langues	15,8	19,9	22,9	14,7	20,5
Total	99,2	103,4	105,4	86,7	93,3

1. Projets soutenus dans le cadre du volet convergent. N'inclut pas les projets de la plateforme médias numériques.

Source : Fonds des médias du Canada, *Base de données de projets financés*, [En ligne]. [\[www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances\]](http://www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances) (Consulté le 25 mars 2020).

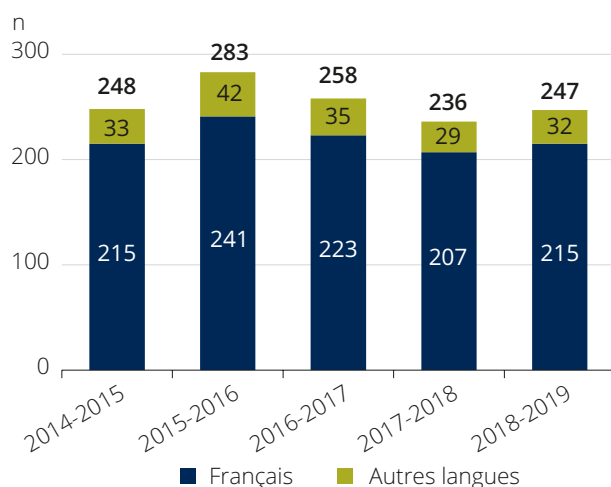
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Le nombre d'heures de programmation des émissions pour enfants et jeunes diminue pour une quatrième année de suite (– 79 heures ; baisse de 21 % entre 2017-2018 et 2018-2019). Globalement, cette baisse est compensée par une hausse du nombre d'heures pour les documentaires (+ 74 heures ; hausse de 16 %) et pour les dramatiques (+ 27 heures hausse de 6 %).

Toujours en 2018-2019, plus de la moitié de la contribution du FMC est investie dans des œuvres dramatiques (57 %). Parallèlement, ces dernières représentent un peu plus de la moitié de la valeur de la production soutenue (54 %).

Figure 4.8

Nombre de productions télévisuelles¹ soutenues par le FMC selon la langue, Québec, 2014-2015 à 2018-2019



1. Projets soutenus dans le cadre du volet convergent. N'inclut pas les projets de la plateforme médias numériques.

Sources : Fonds des médias du Canada.

Fonds des médias du Canada, *Base de données des projets financés par le Fonds des médias du Canada*, [En ligne]. [\[www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances\]](http://www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances) (Consulté le 25 mars 2020).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4.11

Contribution du FMC au financement de la production télévisuelle¹ selon le genre, Québec, 2014-2015 à 2018-2019

	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
	M\$				
Dramatiques (fiction)	52,6	56,5	60,2	48,6	53,0
Enfants et jeunes	18,9	17,8	16,6	13,5	11,2
Documentaires	21,2	21,9	20,6	18,0	24,0
Variétés et arts de la scène	6,6	7,3	7,9	6,6	5,1
Total	99,2	103,4	105,4	86,7	93,3

1. Projets soutenus dans le cadre du volet convergent. N'inclut pas les projets de la plateforme médias numériques.

Sources : Fonds des médias du Canada pour les données 2018-2019.

Fonds des médias du Canada, *Base de données de projets financés*, [En ligne]. [\[www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances\]](http://www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances) (Consulté le 1^{er} mars 2019).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4.12

Heures de programmation québécoise soutenues par le FMC selon le genre, Québec, 2009-2010 à 2018-2019

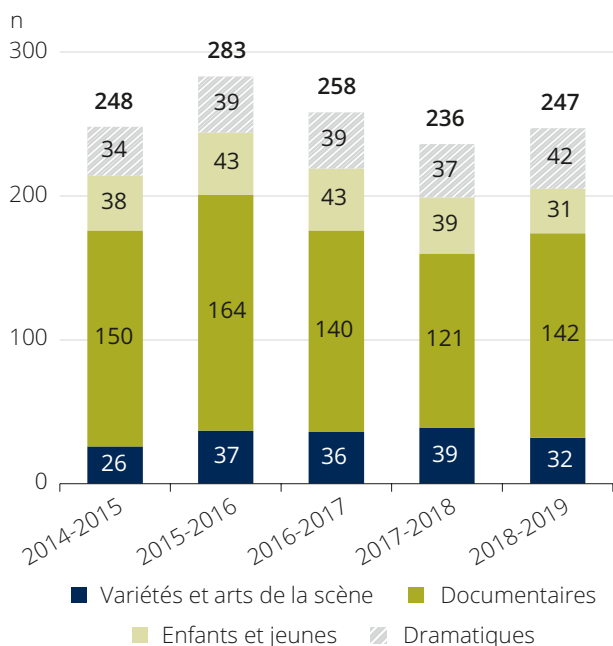
	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
	n									
Dramatiques (fiction)	311	377	296	355	390	396	444	435	426	453
Enfants et jeunes	340	385	483	449	381	495	460	411	374	295
Documentaires	383	379	426	438	425	473	553	572	454	528
Variétés et arts de la scène	248	328	424	277	234	263	316	327	328	328
Total	1 282	1 468	1 627	1 519	1 430	1 626	1 773	1 743	1 582	1 604

Source : Fonds des médias du Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4.9

Nombre de productions télévisuelles¹ soutenues par le FMC selon le genre, Québec, 2014-2015 à 2018-2019



1. Projets soutenus dans le cadre du volet convergent. N'inclut pas les projets de la plateforme médias numériques.

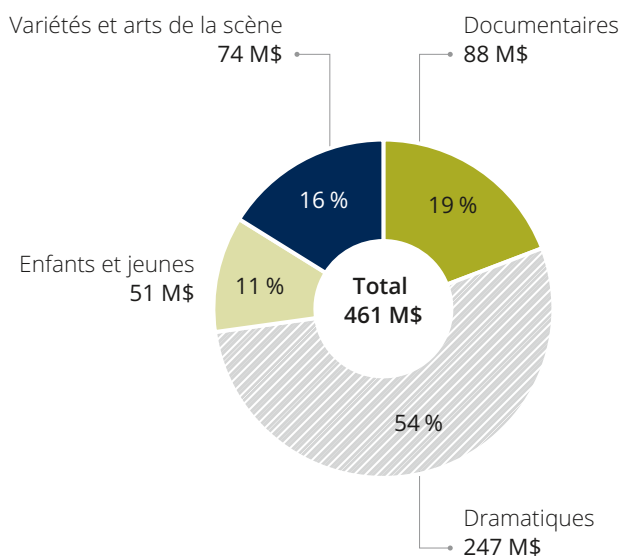
Sources : Fonds des médias du Canada pour les données de 2016-2017 à 2018-2019.

Pour les données 2014-2015 et 2015-2016 : Fonds des médias du Canada, *Base de données des projets financés par le Fonds des médias du Canada*, [En ligne]. www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances (Consulté le 26 avril 2017).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4.10

Répartition de la valeur de la production télévisuelle¹ soutenue par le FMC selon le genre, Québec, 2018-2019



1. Projets soutenus dans le cadre du volet convergent. N'inclut pas les projets de la plateforme médias numériques.

Source : Fonds des médias du Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La production cinématographique québécoise

Faits saillants de 2018-2019

Données du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ)

- ▶ La valeur de la production cinématographique est de 173 M\$, en hausse de 19 % par rapport à 2017-2018 (tableau 5.1).
- ▶ Hausse, pour une cinquième année, de la valeur de la production cinématographique documentaire (tableau 5.1).
- ▶ Hausse de la valeur des longs métrages de fiction en français (+ 17 M\$) et en d'autres langues que le français (+ 8 M\$) (tableau 5.3).
- ▶ Au total, 79 % des longs métrages de fiction produits sont en français (30), et ces œuvres constituent 74 % de la valeur totale des productions financées de ce type (115 M\$) en 2018-2019 (tableau 5.3 et figure 5.4).
- ▶ Hausse de la valeur du devis moyen des longs métrages de fiction en français (de 3,6 M\$ en 2017-2018 à 3,8 M\$ en 2018-2019) et en d'autres langues (de 4,6 M\$ à 5,0 M\$) (tableau 5.4).

Téléfilm Canada

- ▶ Baisse de 3 % du financement en provenance du Fonds du long métrage du Canada (figure 5.6).

La valeur de la production cinématographique augmente en 2018-2019 (+ 19 %), pour s'établir à 173 M\$, et le nombre de longs métrages produits augmente aussi, passant de 57 en 2017-2018 à 77 en 2018-2019. Cette croissance profite aux longs métrages de fiction en français et en d'autres langues ainsi qu'aux œuvres documentaires.

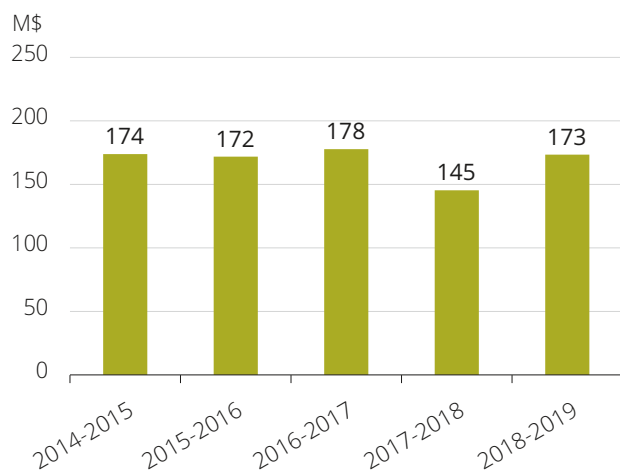
Genre

En 2018-2019, 38 des 77 longs métrages produits (49 % du nombre total) sont des œuvres de fiction, et leur valeur s'élève à 156 M\$ (90 % de la valeur totale). Le devis moyen des longs métrages de fiction passe de 3,8 M\$ en 2017-2018 à 4,1 M\$ en 2018-2019. Celui des documentaires diminue légèrement, passant de 0,7 M\$ en 2017-2018 à 0,5 M\$ en 2018-2019, soit la même valeur qu'en 2015-2016 et en 2016-2017¹.

1. Pour une analyse plus détaillée des documentaires, vous pouvez consulter l'encadré à ce sujet dans le chapitre 4.

Figure 5.1

Valeur de la production cinématographique¹ québécoise, Québec, 2014-2015 à 2018-2019



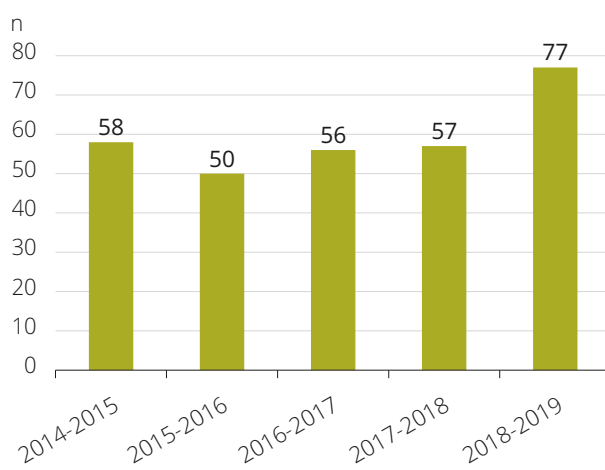
1. Inclut les longs métrages de fiction et les longs métrages documentaires.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5.2

Nombre de longs métrages¹ québécois, Québec, 2014-2015 à 2018-2019



1. Inclut les longs métrages de fiction et les longs métrages documentaires.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.1

Production de longs métrages québécois selon le genre, Québec, 2014-2015 à 2018-2019

	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
M\$					
Fiction	168	166	167	130	156
Documentaires	6	6	11	15	18
Total	174	172	178	145	173
n					
Fiction	44	37	36	34	38
Documentaires	14	13	20	23	39
Total	58	50	56	57	77

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

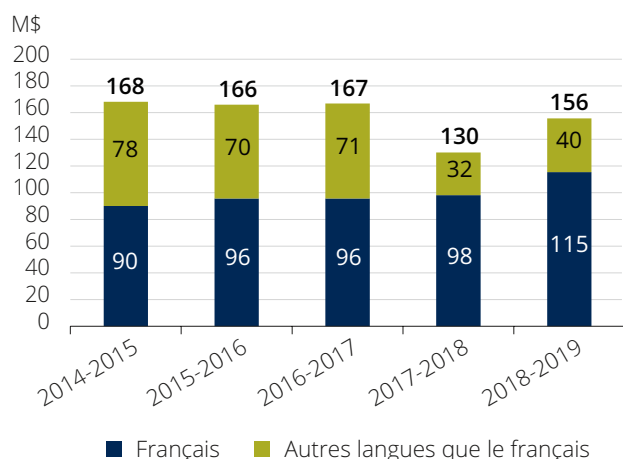
Langue des longs métrages de fiction

La valeur des longs métrages de fiction augmente à la fois pour les œuvres en français (+ 18 %) et pour les œuvres en d'autres langues que le français (+ 26 %). Il y a aussi quatre longs métrages de plus, dont trois en français. Le

devis moyen des longs métrages de fiction en français augmente de 6 % en 2018-2019, pour atteindre 3,8 M\$. Les longs métrages en d'autres langues présentent un devis moyen en hausse de 10 %, qui atteint 5,0 M\$, mais qui reste sous la valeur moyenne des cinq dernières années (7,1 M\$).

Figure 5.3

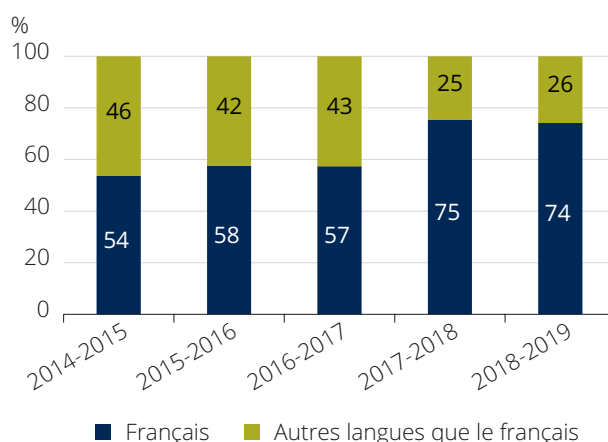
Valeur de production des longs métrages de fiction québécois selon la langue, Québec, 2014-2015 à 2018-2019



Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.
Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5.4

Répartition de la valeur de production des longs métrages de fiction québécois selon la langue, Québec, 2014-2015 à 2018-2019



Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.2

Devis moyen des longs métrages de fiction québécois selon le genre, Québec, 2014-2015 à 2018-2019

	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
	M\$				
Fiction	3,8	4,5	4,6	3,8	4,1
Documentaires	0,4	0,5	0,5	0,7	0,5
Total	3,0	3,4	3,2	2,6	2,3

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.3

Production de longs métrages de fiction québécois selon la langue, Québec, 2014-2015 à 2018-2019

	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
	M\$				
Français	90	96	96	98	115
Autres langues que le français	78	70	71	32	40
Ensemble des films	168	166	167	130	156
	n				
Français	31	28	30	27	30
Autres langues que le français	13	9	6	7	8
Ensemble des films	44	37	36	34	38

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.4

Devis moyen des longs métrages de fiction québécois selon la langue, Québec, 2014-2015 à 2018-2019

	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
	M\$				
Français	2,9	3,4	3,2	3,6	3,8
Autres langues que le français	6,0	7,8	11,9	4,6	5,0
Ensemble des films	3,8	4,5	4,6	3,8	4,1

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.5

Financement de la production de longs métrages de fiction et de longs métrages documentaires québécois, Québec, 2014-2015 à 2018-2019

	2014-2015		2015-2016		2016-2017		2017-2018		2018-2019	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs ¹	1 190	0,7	1 606	0,9	1 188	0,7	640	0,4	2 628	1,5
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	27	—	—	—	94	0,1	84	0,1	—	—
Crédit d'impôt fédéral	6 355	3,7	5 065	2,9	6 935	3,9	4 811	3,3	5 223	3,0
Crédit d'impôt du Québec	28 134	16,2	23 226	13,5	24 303	13,6	20 397	14,0	26 174	15,0
Distributeurs canadiens	7 017	4,0	8 258	4,8	23 716	13,3	10 192	7,0	9 197	5,3
Financement de provenance étrangère ²	49 335	28,4	60 424	35,2	44 474	25,0	37 981	26,1	37 579	21,6
SODEC	20 745	11,9	22 476	13,1	25 035	14,0	19 623	13,5	28 317	16,3
Fonds des médias du Canada	311	0,2	- 956 ³	- 0,6 ³	227	0,1	55	0,0	1 398	0,8
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	25 427	14,6	31 835	18,5	30 372	17,0	26 925	18,5	39 801	22,9
Diffuseurs Web	..	..	..	..	..	..	..	..	—	—
Autre financement public ⁴	965	0,6	1 405	0,8	2 045	1,1	3 517	2,4	1 965	1,1
Autre financement privé ⁵	34 336	19,8	18 513	10,8	19 823	11,1	21 347	14,7	21 659	12,5
Total	173 843	100,0	171 852	100,0	178 214	100,0	145 572	100,0	173 941	100,0

1. Inclut les télédiffuseurs francophones, anglophones et d'autres langues.

2. Inclut les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

3. Les valeurs négatives du tableau sont dues à des révisions de dossiers postérieures à la décision préalable initiale. Ces révisions sont inscrites dans l'exercice financier en cours plutôt que dans l'exercice financier de la décision initiale. L'écart du montant du financement entre la décision initiale et la décision subséquente est comptabilisé dans l'année financière de la révision. Toutefois, le projet n'est pas dénombré une deuxième fois.

4. Inclut le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

5. Inclut le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Financement

En 2018-2019, les données de la SODEC révèlent que le financement étranger n'est plus la principale source de financement de la production cinématographique. De 2011-2012 à 2017-2018, les sources étrangères apportaient minimalement 25 % du financement. En 2018-2019, la valeur de ce financement diminue de 1 % et ne représente plus que 22 % du financement total. Cette plus faible part s'explique par une hausse du financement public, dont 13 M\$ de plus provenant du Fonds du long métrage du Canada (FLMC) et 9 M\$ de plus provenant de la SODEC. Ainsi, la part du FLMC passe de 18 % en 2017-2018 à 23 % en 2018-2019 et la part de la SODEC, de 13 % à 16 %.

En fait, le financement étranger demeure la source la plus importante pour les longs métrages de fiction en d'autres langues que le français. Malgré que cette part soit nettement plus faible que dans le passé, ayant oscillé entre 44 % et 55 % jusqu'en 2016-2017, elle passe de 27 %

en 2017-2018 à 30 % en 2018-2019 (de 9 M\$ à 12 M\$). La part du FLMC s'élève à 26 %, en hausse par rapport à 2017-2018 (21 %); cela est attribuable à une hausse de 55 % du financement venant de cette source.

Pour les longs métrages de fiction en français, le FLMC constitue la source de financement la plus importante. La contribution du FLMC est en hausse de 42 % (+ 8 M\$) et sa part atteint 24 % du financement de ces films par rapport à 20 % en 2017-2018. Par ailleurs, pour les longs métrages de fiction en d'autres langues, on constate que le taux de croissance le plus notable concerne les distributeurs canadiens, qui versent 2 M\$ en 2018-2019 par rapport à 0,6 M\$ en 2017-2018, soit une hausse de 259 %. Le financement par les distributeurs canadiens augmente aussi pour les longs métrages de fiction en français (+ 78 %), pour s'établir à 6 M\$ en 2018-2019. À l'opposé, il y a une baisse de la contribution des distributeurs canadiens pour les documentaires : celle-ci diminue de 83 % et sa part dans le financement de ces films s'établit à 6 % comparativement à 40 % en 2018-2019.

Tableau 5.6

Financement de la production de longs métrages de fiction québécois selon la langue, Québec, 2014-2015 à 2018-2019

	2014-2015		2015-2016		2016-2017		2017-2018		2018-2019	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Français										
Droits de diffusion des télédiffuseurs ¹	575	0,6	1 078	1,1	599	0,6	408	0,4	900	0,8
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Crédit d'impôt fédéral	3 258	3,6	2 348	2,5	2 780	2,9	2 097	2,1	3 118	2,7
Crédit d'impôt du Québec	18 266	20,3	15 597	16,3	16 822	17,6	13 253	13,5	18 403	15,9
Distributeurs canadiens	5 502	6,1	5 437	5,7	7 345	7,7	3 444	3,5	6 128	5,3
Financement de provenance étrangère ²	9 324	10,4	20 033	20,9	11 023	11,5	28 999	29,5	21 996	19,1
SODEC	17 626	19,6	19 370	20,2	21 773	22,7	16 090	16,4	23 370	20,2
Fonds des médias du Canada	306	0,3	155	0,2	–	–	–	–	–	–
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	19 407	21,5	22 164	23,1	23 978	25,1	19 887	20,2	28 174	24,4
Diffuseurs Web	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
Autre financement public ³	106	0,1	1 142	1,2	442	0,5	2 330	2,4	591	0,5
Autre financement privé ⁴	15 699	17,4	8 434	8,8	10 948	11,4	11 826	12,0	12 775	11,1
Total	90 069	100,0	95 758	100,0	95 710	100,0	98 331	100,0	115 454	100,0
Autres langues que le français										
Droits de diffusion des télédiffuseurs ¹	303	0,4	70	0,1	50	0,1	116	0,4	1 152	2,8
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Crédit d'impôt fédéral	2 840	3,6	2 430	3,5	3 297	4,6	1 478	4,6	1 158	2,8
Crédit d'impôt du Québec	8 704	11,2	6 873	9,8	5 417	7,6	3 808	11,9	4 842	11,9
Distributeurs canadiens	1 260	1,6	2 381	3,4	16 187	22,8	565	1,8	2 028	5,0
Financement de provenance étrangère ²	39 551	50,7	38 247	54,6	32 410	45,6	8 624	27,0	12 325	30,3
SODEC	2 050	2,6	2 622	3,7	2 235	3,1	2 250	7,0	3 323	8,2
Fonds des médias du Canada	–	–	– 1 260 ⁵	– 1,8 ⁵	–	–	–	–	851	2,1
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	5 683	7,3	9 447	13,5	6 035	8,5	6 865	21,5	10 662	26,2
Diffuseurs Web	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
Autre financement public ³	92	0,1	–	–	–	–	40	–	–	–
Autre financement privé ⁴	17 550	22,5	9 286	13,2	5 472	7,7	8 205	25,7	4 378	10,8
Total	78 032	100,0	70 094	100,0	71 103	100,0	31 951	100,0	40 719	100,0

1. Inclut les télédiffuseurs francophones, anglophones et d'autres langues.

2. Inclut les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

3. Inclut le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

4. Inclut le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

5. Les valeurs négatives du tableau sont dues à des révisions de dossiers postérieures à la décision préalable initiale. Ces révisions sont inscrites dans l'exercice financier en cours plutôt que dans l'exercice financier de la décision initiale. L'écart du montant du financement entre la décision initiale et la décision subséquente est comptabilisé dans l'année financière de la révision. Toutefois, le projet n'est pas dénombré une deuxième fois.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.7

Financement de la production de longs métrages documentaires québécois, Québec, 2014-2015 à 2018-2019

	2014-2015		2015-2016		2016-2017		2017-2018		2018-2019	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs ¹	312	5,4	458	7,6	540	4,7	116	0,8	576	3,2
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	27	0,5	–	–	94	0,8	84	0,5	–	–
Crédit d'impôt fédéral	258	4,5	286	4,8	858	7,5	1 237	8,1	947	5,3
Crédit d'impôt du Québec	1 165	20,3	756	12,6	2 065	18,1	3 336	21,8	2 929	16,5
Distributeurs canadiens	254	4,4	440	7,3	184	1,6	6 184	40,4	1 041	5,9
Financement de provenance étrangère ²	461	8,0	2 143	35,7	1 041	9,1	358	2,3	3 258	18,3
SODEC	1 069	18,6	485	8,1	1 027	9,0	1 283	8,4	1 624	9,1
Fonds des médias du Canada	5	0,1	149	2,5	227	2,0	55	0,4	547	3,1
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	337	5,9	225	3,8	360	3,2	174	1,1	965	5,4
Diffuseurs Web	..	..	..	..	..	..	..	..	–	–
Autre financement public ³	768	13,4	263	4,4	1 603	14,1	1 147	7,5	1 374	7,7
Autre financement privé ⁴	1 087	18,9	794	13,2	3 402	29,8	1 317	8,6	4 505	25,4
Total	5 742	100,0	6 000	100,0	11 401	100,0	15 290	100,0	17 766	100,0

1. Inclut les télédiffuseurs francophones, anglophones et d'autres langues.

2. Inclut les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

3. Inclut le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

4. Inclut le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Longs métrages soutenus par le Fonds du long métrage du Canada

Téléfilm Canada soutient 37 longs métrages au Québec en 2018-2019 dans le cadre du Programme d'aide à la production du FLMC, soit un long métrage de moins qu'en 2017-2018. Ces 10 dernières années, Téléfilm Canada a soutenu 32 films par année en moyenne.

La valeur des longs métrages québécois et des longs métrages francophones soutenus par le FLMC augmente en 2018-2019 et atteint 131 M\$ (+ 23 %). Le nombre de films soutenus étant pratiquement le même en 2017-2018 et en 2018-2019, on constate que le devis moyen

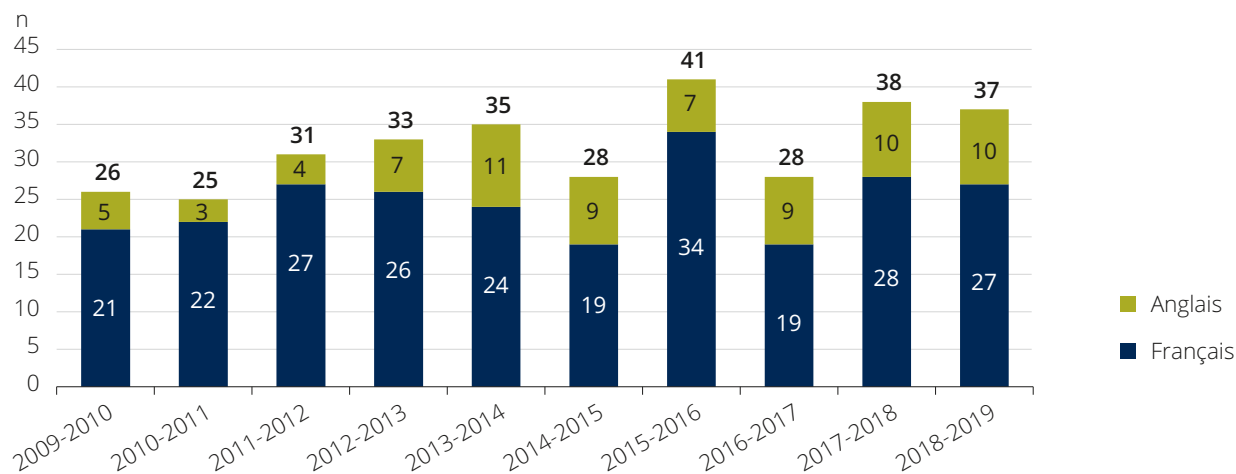
des œuvres est en hausse, passant de 2,8 M\$ à 3,5 M\$ en 2018-2019, soit une valeur légèrement supérieure au devis moyen pour les cinq dernières années (3,3 M\$).

Le 31 M\$ (– 3 %)² de financement obtenu de Téléfilm Canada en 2018-2019 correspond à 24 % du financement global des longs métrages québécois et des longs métrages francophones soutenus dans le cadre du FLMC. Cette part est plus faible qu'en 2017-2018 (30 %). Cela est lié au fait que la contribution des autres sources de financement augmente de 34 %.

2. La baisse du financement constaté diffère de ce qui est observé dans les données provenant du programme québécois de crédit d'impôt. L'explication se trouve au moins en partie dans la différence entre l'année dans laquelle les différents projets sont soutenus par le FLMC et l'année de la décision préalable du crédit d'impôt, et ainsi dans l'année où les données sont compilées dans chacune de ces deux sources.

Figure 5.5

Nombre de longs métrages québécois ou francophones soutenus par le Programme d'aide à la production du Fonds du long métrage du Canada¹ selon la langue, Québec, 2009-2010 à 2018-2019



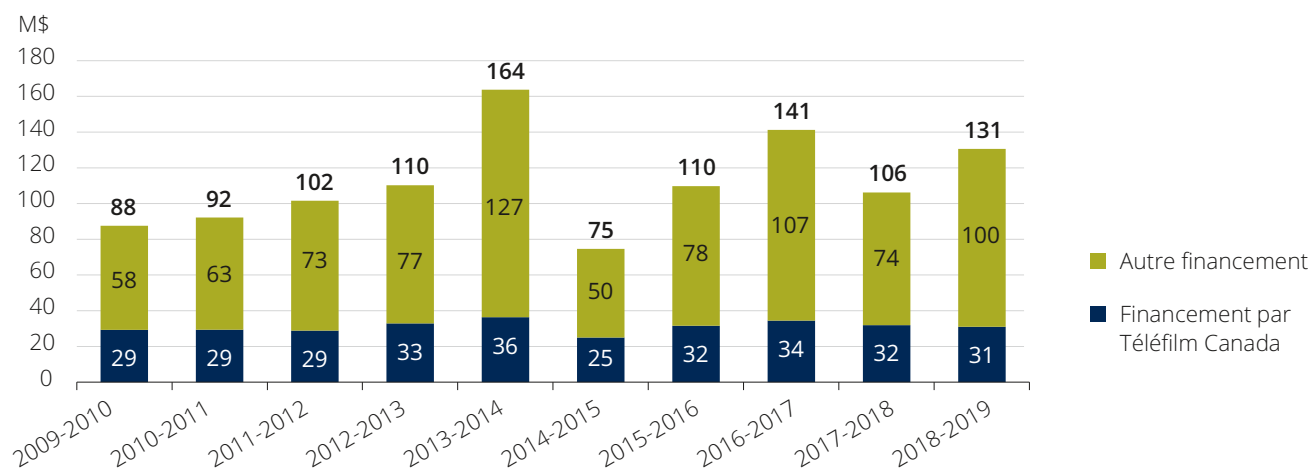
1. Comprend les demandes traitées au bureau de Montréal, soit celles concernant les projets québécois et les projets francophones d'ailleurs au Canada. En 2017-2018, un seul long métrage francophone n'est pas québécois. Exclut le programme pour le long métrage documentaire.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5.6

Valeur¹ de la production cinématographique québécoise ou francophone² soutenue par le Programme d'aide à la production du Fonds du long métrage du Canada, Québec, 2009-2010 à 2018-2019



1. Le financement total exclut la part étrangère des coproductions dans lesquelles le Canada est un partenaire minoritaire.

2. Comprend les demandes traitées au bureau de Montréal, soit celles concernant les projets québécois et les projets francophones d'ailleurs au Canada. Exclut le programme pour le long métrage documentaire.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.8

Longs métrages québécois ou francophones soutenus par le Programme d'aide à la production du Fonds du long métrage du Canada¹, Québec, 2014-2015 à 2018-2019

	Unité	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2014-2015 à 2018-2019
Financement total ²	M\$	75	110	141	106	131	726
Nombre de longs métrages	n	28	41	28	38	37	207
Devis moyen	M\$	2,7	2,7	5,0	2,8	3,5	3,5

1. Comprend les demandes traitées au bureau de Montréal, soit celles concernant les projets québécois et les projets francophones d'ailleurs au Canada. En 2017-2018, un seul long métrage francophone n'est pas québécois. Exclut le programme pour le long métrage documentaire.

2. Le financement total exclut la part étrangère des coproductions dans lesquelles le Canada est un partenaire minoritaire.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Les coproductions audiovisuelles

Faits saillants de 2018-2019

Coproductions régies par des traités (données de Téléfilm Canada)

- ▶ Le nombre de coproductions régies par des traités pour le Québec passe de 30 en 2017-2018 à 25 en 2018-2019, et leur valeur globale, de 132 M\$ à 127 M\$ (tableau 6.1).
- ▶ Baisse de 22 % de la valeur globale des coproductions régies par des traités en français (55 M\$ à 43 M\$), et hausse de 10 % de la valeur des coproductions en anglais (77 M\$ à 84 M\$) (tableau 6.1).
- ▶ La valeur des coproductions cinématographiques s'établit à 98 M\$ en 2018-2019, par rapport à 63 M\$ en 2017-2018 (tableau 6.6).
- ▶ La part des coproductions québécoises dans la valeur des coproductions cinématographiques canadiennes diminue, passant de 57 % en 2017-2018 à 47 % en 2018-2019 (tableau 6.9).
- ▶ La part des coproductions québécoises dans la valeur des coproductions télévisuelles canadiennes augmente ; elle passe de 15 % en 2017-2018 à 19 % en 2018-2019 (tableau 6.9).

Coproductions internationales et interprovinciales dans les données du CIRQ

- ▶ Baisse de 37 % de la valeur des coproductions ayant bénéficié du financement du CIRQ (figure 6.5).
- ▶ La participation québécoise au financement des coproductions ayant bénéficié du CIRQ s'établit à 39 %, une proportion comparable à celle de 2017-2018 (40 %) (figure 6.5).
- ▶ La valeur des coproductions autres que les longs métrages de fiction passe de 145 M\$ en 2017-2018 à 79 M\$ en 2018-2019 (- 67 %) (figure 6.9).

Sources des données sur la coproduction

Dans ce chapitre, il sera d'abord question des données de Téléfilm Canada sur les coproductions québécoises régies par des traités. Ces coproductions jouissent d'un statut national, ce qui leur permet à la fois d'être admissibles aux programmes de financement fédéraux et provinciaux et d'être considérées comme du contenu canadien aux fins de diffusion. Dans la seconde partie, l'analyse des coproductions québécoises se fera à partir des données du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique du Québec (CIRQ). À noter que pour ces dernières, les coproductions interprovinciales sont incluses.

Coproductions régies par des traités

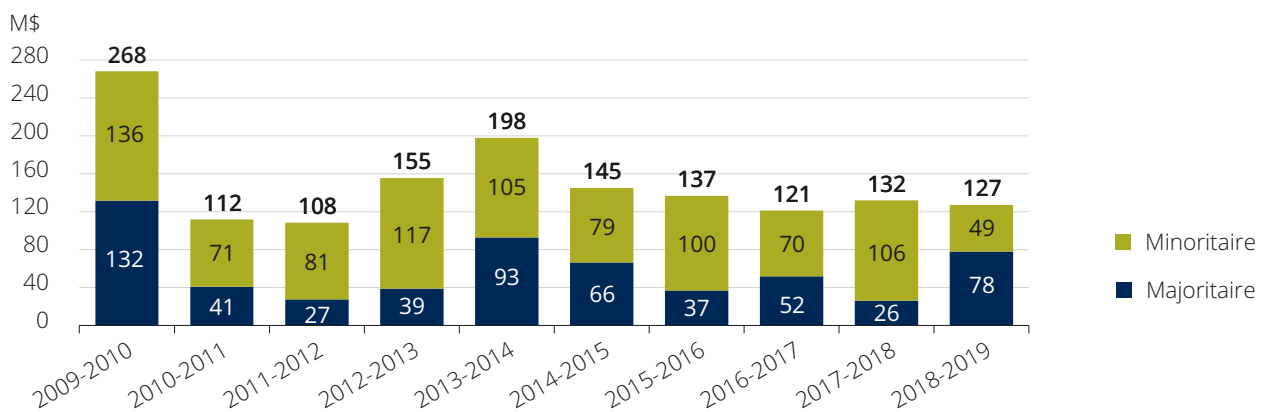
En 2018-2019, on compte 25 coproductions régies par des traités, soit 5 de moins que l'année précédente. La valeur de ces coproductions diminue, passant de 132 M\$ en 2017-2018 à 127 M\$ en 2018-2019 (- 17 %).

Participation au financement

Parmi les coproductions régies par des traités, celles avec une participation canadienne minoritaire sont généralement plus nombreuses et elles ont généralement un budget global plus élevé que celles dont la participation canadienne est majoritaire. Cependant, en 2018-2019, le

Figure 6.1

Budget global des coproductions audiovisuelles régies par des traités selon le type de participation canadienne¹, Québec, 2009-2010 à 2018-2019



1. Note d'interprétation : Par exemple, le budget total de toutes les coproductions régies par des traités à participation majoritairement canadienne au Québec s'élève à 78 M\$ en 2018-2019.

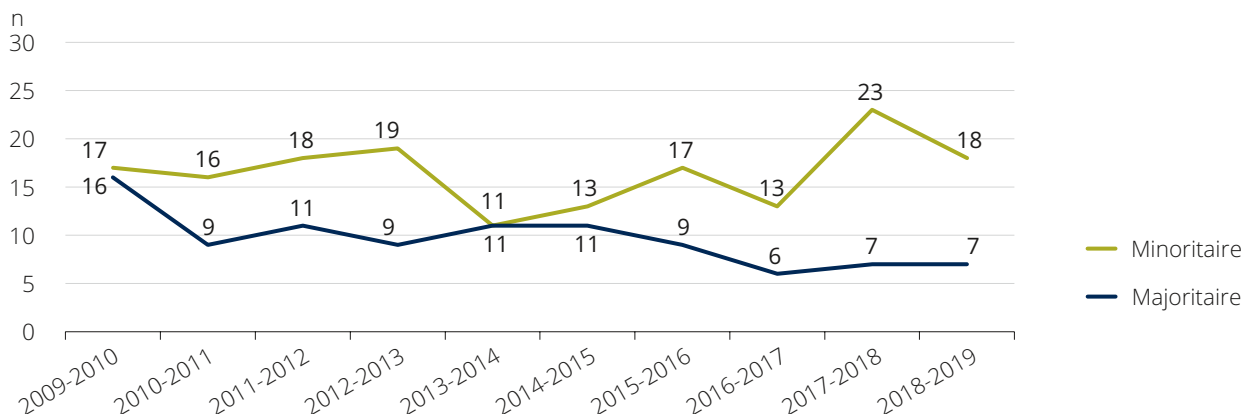
Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.2

Nombre de coproductions audiovisuelles régies par des traités selon le type de participation canadienne, Québec, 2009-2010 à 2018-2019



Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.1

Coproductions audiovisuelles régies par des traités selon la langue, Québec, 2009-2010 à 2018-2019

	Unité	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Langue française											
Participation canadienne	M\$	32	21	17	31	9	21	33	11	13	10
Participation étrangère	M\$	37	20	30	65	17	20	47	43	42	33
Financement total	M\$	68	41	47	96	26	41	80	54	55	43
Œuvres	n	19	10	15	17	7	14	17	10	21	11
Langue anglaise											
Participation canadienne	M\$	94	25	27	17	90	43	25	41	29	60
Participation étrangère	M\$	106	46	35	42	82	61	32	26	47	25
Financement total	M\$	200	71	62	60	172	104	57	67	77	84
Œuvres	n	14	15	14	11	15	10	9	9	9	14
Toutes les langues											
Participation canadienne	M\$	126	45	44	48	98	63	58	52	42	70
Participation étrangère	M\$	142	66	65	108	100	82	79	69	90	57
Financement total	M\$	268	112	108	155	198	145	137	121	132	127
Œuvres	n	33	25	29	28	22	24	26	19	30	25

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

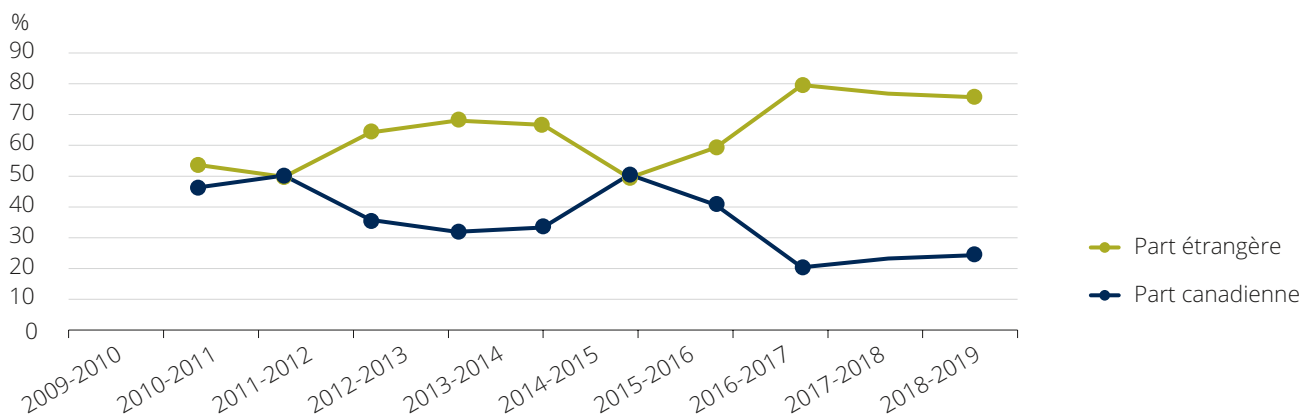
budget global des coproductions avec une participation canadienne minoritaire est plus faible que celles dont la participation canadienne est majoritaire.

La participation canadienne au financement de l'ensemble des coproductions régies par des traités s'élève à 70 M\$ en 2018-2019, soit 55 %. Ainsi, l'ampleur de la participation canadienne est plus élevée que la part moyenne des 10 dernières années (43 %).

En 2018-2019, la part de la participation canadienne est plus élevée pour les coproductions en anglais (71 %) que pour les coproductions en français (24 %), comme cela a été le cas pour 7 des 10 dernières années. En fait, en 10 ans, la part de la participation canadienne dans les coproductions en anglais n'a jamais été aussi élevée qu'en 2018-2019.

Figure 6.3

Part de la participation canadienne et de la participation étrangère dans les coproductions audiovisuelles de langue française régies par des traités, Québec, 2009-2010 à 2018-2019

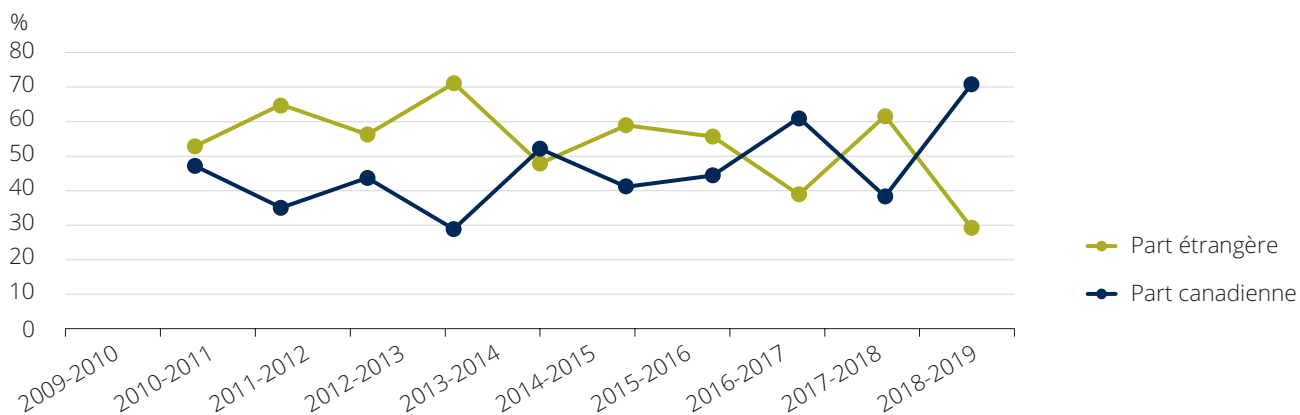


Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.4

Part de la participation canadienne et de la participation étrangère dans les coproductions audiovisuelles de langue anglaise régies par des traités, Québec, 2009-2010 à 2018-2019



Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Pays partenaires

La France est le principal partenaire du Québec pour les coproductions régies par des traités. Elle est le partenaire unique pour 79 des 145 coproductions télévisuelles officielles et 52 des 118 coproductions cinématographiques officielles réalisées entre 2009-2010 et 2018-2019. La valeur des œuvres télévisuelles coproduites avec la France (250 M\$) constitue 48 % de la valeur totale des coproductions télévisuelles, alors que ces œuvres

comptent pour 54 % du nombre total de coproductions télévisuelles. Quant aux coproductions cinématographiques avec la France (610 M\$), elles représentent 62 % de la valeur globale des coproductions de ce type, mais comptent pour 44 % du nombre total des coproductions. La participation du Canada dans les coproductions avec la France sur 10 ans s'élève à 48 % pour les œuvres cinématographiques et à 33 % pour les œuvres télévisuelles.

Tableau 6.2

Pays partenaires des coproductions audiovisuelles régies par des traités, Québec, 2009-2010 à 2018-2019

	Volume global		Participation canadienne	
	n	M\$	M\$	%
France	131	860	363	42
Royaume-Uni	34	151	x	x
Israël	12	11	5	47
Allemagne	11	124	x	x
Belgique	9	72	43	59
Irlande	7	36	19	53
Suisse	6	14	6	43
Afrique du Sud	4	26	7	26
Brésil	4	13	5	38
Australie	3	6	4	56
Autres productions bipartites	26	89	47	53
Coproductions multipartites	16	101	30	30
Total	263	1 504	647	43

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Le Royaume-Uni, quant à lui, se trouve en deuxième position des pays partenaires pour les coproductions télévisuelles. Entre 2009-2010 et 2018-2019, la part des œuvres coproduites avec ce pays se situe à 20 % en termes de nombre et à 19 % en termes de valeur des budgets. La participation canadienne à ces œuvres s'élève à 39 % ; elle est plus élevée que la contribution canadienne moyenne aux coproductions avec l'ensemble des autres pays. Le Royaume-Uni est beaucoup moins présent dans la production cinématographique québécoise que dans la production télévisuelle québécoise.

La Belgique, de son côté, se hisse au deuxième rang pour les coproductions cinématographiques, mais les 9 œuvres bipartites qu'elle a coproduites sur les 10 dernières années représentent seulement 7 % de la valeur totale des coproductions cinématographiques faites avec le Québec.

Coproductions télévisuelles

La valeur des coproductions télévisuelles régies par des traités est en baisse au Québec en 2018-2019. Elle passe de 69 M\$ en 2017-2018 à 29 M\$ en 2018-2019. Cette diminution importante s'explique en partie parce

Tableau 6.3

Coproductions télévisuelles régies par des traités, selon la langue, Québec, 2009-2010 à 2018-2019

	Unité	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Langue française											
Participation canadienne	M\$	14	2	3	6	x	5	2	7	x	x
Participation étrangère	M\$	16	2	4	11	x	7	3	19	x	x
Total	M\$	30	5	7	18	7	12	4	25	18	x
Œuvres	n	14	4	8	10	3	7	4	8	16	5
Langue anglaise											
Participation canadienne	M\$	29	9	11	10	x	14	6	7	x	x
Participation étrangère	M\$	79	17	21	13	x	44	8	13	x	x
Total	M\$	107	26	31	23	39	58	14	19	51	x
Œuvres	n	7	7	8	9	7	7	6	6	6	3
Toutes les langues											
Participation canadienne	M\$	43	11	14	16	14	19	8	13	21	13
Participation étrangère	M\$	94	19	24	25	32	51	11	32	48	16
Total	M\$	137	31	38	41	47	70	19	45	69	29
Œuvres	n	21	11	16	19	10	14	10	14	22	8

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

que 2017-2018 était une année exceptionnelle, avec 22 coproductions télévisuelles, plus que dans les huit années précédentes. De plus, la valeur de la participation étrangère, qui passe de 49 M\$ à 16 M\$ (– 67 %) entraîne un recul de la valeur de ce type de coproductions.

En 2018-2019, presque la moitié (45 %) du financement des coproductions télévisuelles provient de la participation canadienne. Il s'agit d'un sommet pour les 10 dernières années. Toutefois, cette part demeure plus faible que pour les films coproduits (58 %).

La plupart des œuvres télévisuelles coproduites sont des documentaires. Or, les budgets des documentaires sont beaucoup moins élevés que ceux des dramatiques et des œuvres pour la jeunesse. Ainsi, entre 2014-2015 et 2018-2019, les documentaires comptent pour 84 % des coproductions télévisuelles, mais pour seulement 35 % de la valeur globale de ces coproductions. Sur la même période, les œuvres dramatiques constituent 6 % du nombre de coproductions télévisuelles, mais 40 % de la valeur totale.

Tableau 6.4

Coproductions télévisuelles régies par des traités selon le genre, Québec, 2009-2010 à 2018-2019

	2009-2010 à 2013-2014	2014-2015 à 2018-2019	Total	2009-2010 à 2013-2014	2014-2015 à 2018-2019	Total
	M\$			%		
Volume global						
Dramatiques (fiction)	135	92	228	46,3	39,9	43,5
Documentaires	82	80	162	28,0	34,7	31,0
Enfants et jeunes	75	59	134	25,6	25,4	25,6
Tous les genres	291	232	523	100,0	100,0	100,0
	n			%		
Œuvres						
Dramatiques (fiction)	9	4	13	12,0	5,9	9,1
Documentaires	52	57	109	69,3	83,8	76,2
Enfants et jeunes	14	7	21	18,7	10,3	14,7
Tous les genres	75	68	143	100,0	100,0	100,0
	M\$			%		
Budget moyen						
Dramatiques (fiction)	15,0	23,1	17,5	...	...	...
Documentaires	1,6	1,4	1,5	...	...	...
Enfants et jeunes	5,3	8,4	6,4	...	...	...
Tous les genres	3,9	3,4	3,7	...	...	...

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.5

Pays partenaires des coproductions télévisuelles régies par des traités, Québec, 2009-2010 à 2018-2019

	Volume global		Participation canadienne	
	n	M\$	M\$	%
France	79	250	81	32
Royaume-Uni	29	97	38	39
Israël	7	6	3	54
Allemagne	6	69	17	24
Brésil	4	13	5	38
Autres productions bipartites	12	52	18	36
Coproductions multipartites	8	38	10	28
Total	145	524	172	33

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Coproductions cinématographiques

Le nombre et la valeur des coproductions cinématographiques régies par des traités sont en hausse au Québec en 2018-2019. Cette hausse est due à l'augmentation des coproductions cinématographiques de langue anglaise. Le nombre de ces dernières passe de 3 en 2017-2018 à 11 en 2018-2019 et leur valeur, de 25 M\$ à 71 M\$. La valeur des coproductions cinématographiques en français diminue de 26 % par rapport à 2017-2018, malgré le fait qu'il y ait une production de plus.

La plupart des coproductions cinématographiques régies par des traités sont des dramatiques ou d'autres types d'œuvres de fiction. Au cours des cinq dernières années, les drames ont compté pour 46 % des coproductions cinématographiques et représenté 52 % de la valeur globale de la coproduction cinématographique. Quant aux documentaires, ils ont compté pour 21 % des coproductions et représenté 2 % de la valeur des coproductions cinématographiques sur la même période.

Tableau 6.6

Coproductions cinématographiques régies par des traités, selon la langue, Québec, 2009-2010 à 2018-2019

	Unité	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Langue française											
Participation canadienne	M\$	x	18	14	x	6	x	x	x	x	x
Participation étrangère	M\$	x	18	26	x	12	x	x	x	x	x
Total	M\$	39	36	40	x	19	29	x	x	37	28
Œuvres	n	5	6	7	7	4	7	13	2	5	6
Langue anglaise											
Participation canadienne	M\$	x	16	16	x	77	x	x	x	x	x
Participation étrangère	M\$	x	29	14	x	55	x	x	x	x	x
Total	M\$	93	45	30	x	133	46	x	x	25	71
Œuvres	n	7	8	6	2	8	3	3	3	3	11
Toutes les langues											
Participation canadienne	M\$	83	34	30	32	84	45	50	39	21	57
Participation étrangère	M\$	48	47	40	83	67	30	68	38	42	41
Total	M\$	131	81	70	115	151	75	118	76	63	98
Œuvres	n	12	14	13	9	12	10	16	5	8	17

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.7

Coproductions cinématographiques régies par des traités selon le genre, Québec, 2009-2010 à 2018-2019

	2009-2010 à 2013-2014	2014-2015 à 2018-2019	Total	2009-2010 à 2013-2014	2014-2015 à 2018-2019	Total
	M\$			%		
Volume global						
Drames et drames historiques	219	222	440	39,8	51,6	45,0
Comédies et comédies musicales	78	84	162	14,1	19,6	16,5
Documentaires	10	10	20	1,9	2,3	2,1
Autres	243	114	357	44,2	26,6	36,4
Tous les genres	549	430	979	100,0	100,0	100,0
	n			%		
Œuvres						
Drames et drames historiques	30	26	56	50,0	46,4	48,3
Comédies et comédies musicales	6	8	14	10,0	14,3	12,1
Documentaires	7	12	19	11,7	21,4	16,4
Autres	17	10	27	28,3	17,9	23,3
Tous les genres	60	56	116	100,0	100,0	100,0
	M\$			%		
Budget moyen						
Drames et drames historiques	7,3	8,5	7,9	...	...	...
Comédies et comédies musicales	12,9	10,5	11,6	...	...	...
Documentaires	1,5	0,8	1,1	...	...	...
Autres	14,3	11,4	13,2	...	...	...
Tous les genres	9,2	7,7	8,4	...	...	...

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.8

Pays partenaires des coproductions audiovisuelles de type cinématographique régies par des traités, Québec, 2009-2010 à 2018-2019

	Volume global		Participation canadienne	
	n	M\$	M\$	%
France	52	610	283	46
Belgique	9	72	43	59
Irlande	6	x	x	x
Allemagne	5	55	x	x
Suisse	5	x	x	x
Royaume-Uni	5	54	x	x
Israël	5	6	2	41
Autres productions bipartites	23	58	24	40
Coproductions multipartites	8	63	20	31
Total	118	979	475	48

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Part de la coproduction au Québec

Par rapport aux coproductions régies par des traités dans l'ensemble du Canada, le Québec contribue généralement dans une plus faible proportion à la production télévisuelle qu'à la production cinématographique. Selon le *Profil canadien*, au Canada la valeur totale des coproductions télévisuelles régies par des traités entre 2009-2010 et 2018-2019 s'élève à 2,7 G\$, et celle des coproductions cinématographiques régies par des traités, à 2,0 G\$. Sur les 10 dernières années, la part du Québec se chiffre à 19 % pour les coproductions télévisuelles et à 48 % pour les coproductions cinématographiques. En 2018-2019, 47 % de la valeur des coproductions cinématographiques régies par des traités est liée à des coproductions au Québec.

Tableau 6.9

Coproductions audiovisuelles régies par des traités selon le marché, Québec et Canada, 2017-2018 et 2018-2019

	Unité	2017-2018			2018-2019		
		Cinéma	Télévision	Total	Cinéma	Télévision	Total
Québec							
Nombre	n	8	22	30	17	8	25
Participation canadienne	M\$	21	21	42	57	13	70
Participation étrangère	M\$	42	48	90	41	16	57
Part canadienne	%	33,6	30,5	32,0	57,9	45,4	55,1
Total	M\$	63	69	132	98	29	127
Canada							
Nombre	n	20	37	57	34	23	57
Participation canadienne	M\$	50	97	146	107	80	187
Participation étrangère	M\$	66	206	271	101	75	177
Part canadienne	%	43,5	32,0	34,9	51,4	51,6	51,4
Total	M\$	115	303	418	208	155	364
Part du Québec							
Nombre	%	47,1	50,0	49,1	50,0	34,8	43,9
Financement total	%	56,9	15,3	26,6	47,2	18,6	34,9

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Téléfilm Canada.

Nordicité (2020). *Profil 2019. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.10

Coproductions audiovisuelles régies par des traités selon la langue, Québec et Canada, 2017-2018 et 2018-2019

	Unité	2017-2018			2018-2019		
		Français	Anglais	Total	Français	Anglais	Total
Québec							
Œuvres	n	21	9	30	11	14	25
Participation canadienne	M\$	13	29	42	10	60	70
Participation étrangère	M\$	42	47	90	33	25	57
Part canadienne	%	23,2	38,3	32,0	24,3	70,8	55,1
Total	M\$	55	77	132	43	84	127
Canada							
Œuvres	n	21	36	57	12	45	57
Participation canadienne	M\$	12	134	146	11	176	187
Participation étrangère	M\$	43	228	271	33	144	177
Part canadienne	%	21,4	37,0	34,9	25,0	55,0	51,4
Total	M\$	56	362	418	44	320	364
Part du Québec							
Œuvres	%	100,0	20,0	49,1	91,7	31,1	43,9
Financement total	%	99,7	12,3	26,6	97,6	26,3	34,9

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Téléfilm Canada.

Nordicité (2020). *Profil 2019. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Coproductions ayant bénéficié du CIRQ

Le nombre de coproductions ayant bénéficié du soutien du CIRQ est en hausse depuis trois ans, notamment les coproductions autres que les longs métrages de fiction. En 2018-2019, au sein des coproductions soutenues par le CIRQ, le nombre de longs métrages de fiction est de 6 tout comme en 2017-2018, alors que le nombre de productions d'autres types passe de 30 à 35. Néanmoins, la valeur globale des coproductions est en baisse pour les deux catégories. La valeur des coproductions de longs métrages de fiction passe de 60 M\$ en 2017-2018 à 50 M\$ en 2018-2019 (– 16 %) et la valeur des coproductions d'autres types diminue, passant de 145 M\$ à 79 M\$ (– 46 %) sur la même période.

Tableau 6.11

Principaux pays partenaires¹ de coproductions ayant bénéficié du CIRQ² au Québec, 2018-2019

	Nombre de coproductions
France	15
Canada	14
Autres pays ¹	16
Total de coproductions^{3,4}	41

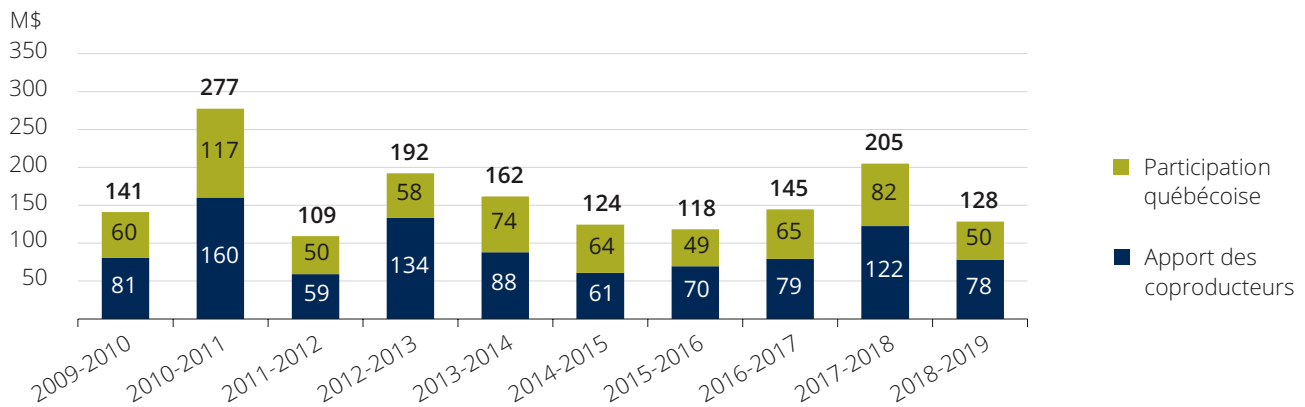
1. Onze pays autres que ceux qui figurent dans ce tableau ont été partenaires dans des coproductions.
2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.
3. Le nombre de coproductions indiqué dans ce tableau diffère du nombre indiqué dans les tableaux et figures basés sur les données de Téléfilm Canada parce que des coproductions peuvent ne pas être régies par des traités, comme certaines coproductions interprovinciales.
4. Le total n'est pas égal à la somme des parties. En effet, il correspond au nombre total de coproductions, sans égard au nombre de pays partenaires dans une même coproduction. Voir aussi la note 1.

Source : Société de développement des entreprises culturelles. *Productions cinématographiques et télévisuelles 2018-2019*, [En ligne]. donneesquebec.ca/recherche/fr/dataset/productions-cinematographiques-et-televisuelles-2018-2019 (Consulté le 12 mars 2020).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.5

Valeur des coproductions¹ cinématographiques et télévisuelles québécoises ayant bénéficié du CIRQ², Québec, 2009-2010 à 2018-2019



1. La participation québécoise et l'apport des coproducteurs correspondent à la valeur du financement des œuvres.

2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

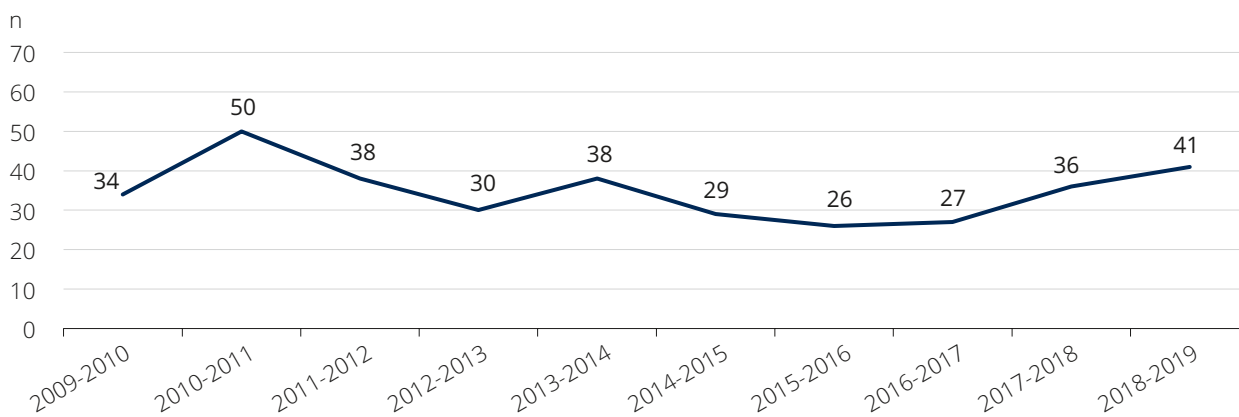
Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.6

Nombre de coproductions cinématographiques et télévisuelles québécoises ayant bénéficié du CIRQ¹, Québec, 2009-2010 à 2018-2019



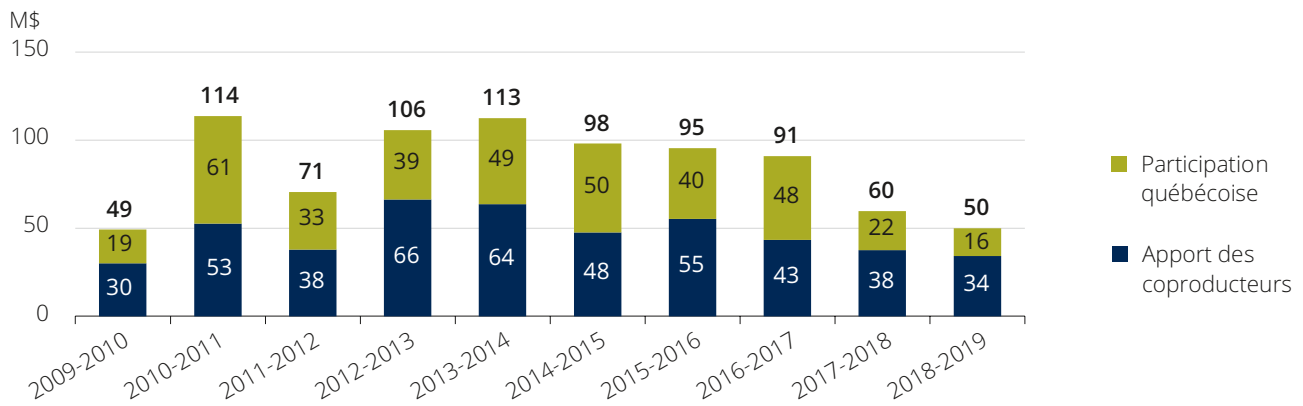
1. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.7

Valeur des coproductions¹ de longs métrages de fiction ayant bénéficié du CIRQ², Québec, 2009-2010 à 2018-2019



1. La participation québécoise et l'apport des coproducteurs correspondent à la valeur du financement des œuvres.

2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

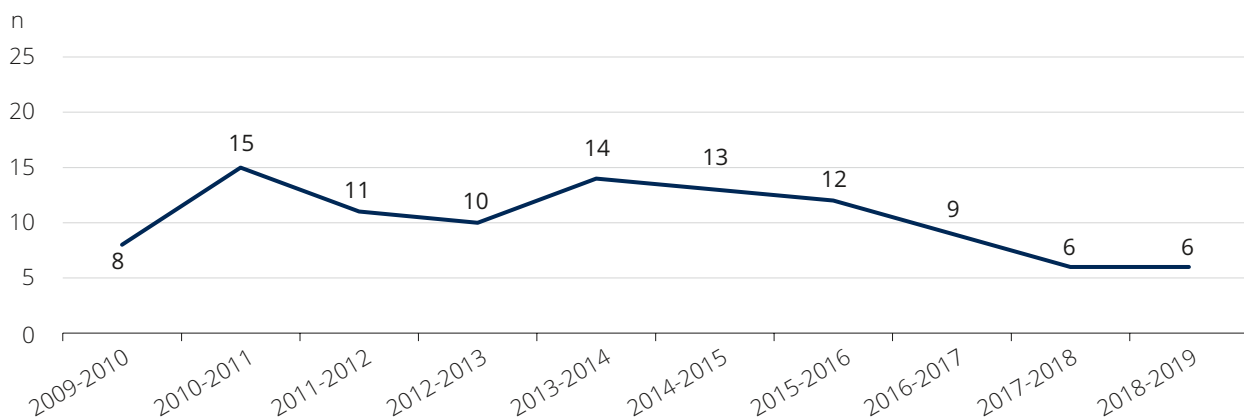
Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.8

Nombre de coproductions de longs métrages de fiction ayant bénéficié du CIRQ¹, Québec, 2009-2010 à 2018-2019



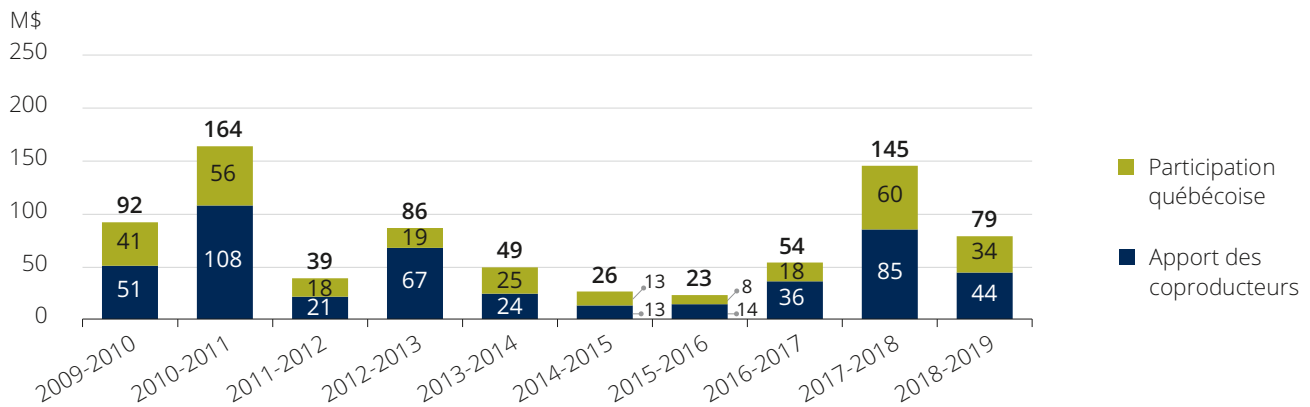
1. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.9

Valeur des coproductions¹ autres que des longs métrages de fiction ayant bénéficié du CIRQ², Québec, 2009-2010 à 2018-2019



1. La participation québécoise et l'apport des coproducteurs correspondent à la valeur du financement des œuvres.

2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

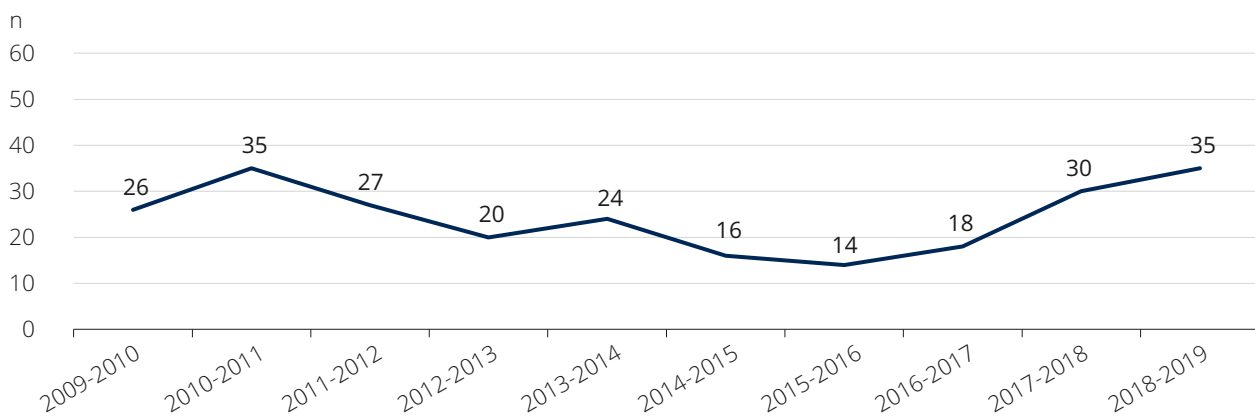
Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.10

Nombre de coproductions autres que des longs métrages de fiction ayant bénéficié du CIRQ¹, Québec, 2009-2010 à 2018-2019



1. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La production étrangère et les services de production

Faits saillants de 2018-2019

Données provenant du crédit d'impôt remboursable pour les services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ)

- ▶ Par rapport à 2017-2018, hausse de 18 % de la valeur de la production étrangère et des services de production certifiés, qui atteint un nouveau sommet de 839 M\$ (figure 7.1).
- ▶ On dénombre 102 projets certifiés, soit 20 projets de plus qu'en 2017-2018 (figure 7.2).
- ▶ Les productions d'origine états-unienne comptent pour 44 % des productions certifiées pour un tournage en 2018-2019 (tableau 7.1).
- ▶ Hausse du nombre productions d'animation de 14 à 17 (figure 7.9).

Le CIRSPQ

Les données présentées dans ce chapitre portent sur les productions certifiées par le Programme du crédit d'impôt remboursable pour les services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ). Ce crédit d'impôt bénéficie principalement aux tournages étrangers, mais les producteurs québécois et canadiens peuvent aussi s'en prévaloir.

Les données se présentent selon deux bases différentes, mais reliées : d'abord, selon l'année de certification des projets, ensuite, selon l'année de tournage des projets. L'intérêt pour les données selon l'année de tournage est plus grand. Cependant, elles sont souvent révisées (à la hausse) au fur et à mesure que les producteurs les livrent à la SODEC. Ces données administratives sur les tournages récents offrent un indicateur peu fiable des fluctuations à court terme, il vaut donc mieux les utiliser pour suivre les tendances à moyen et long terme.

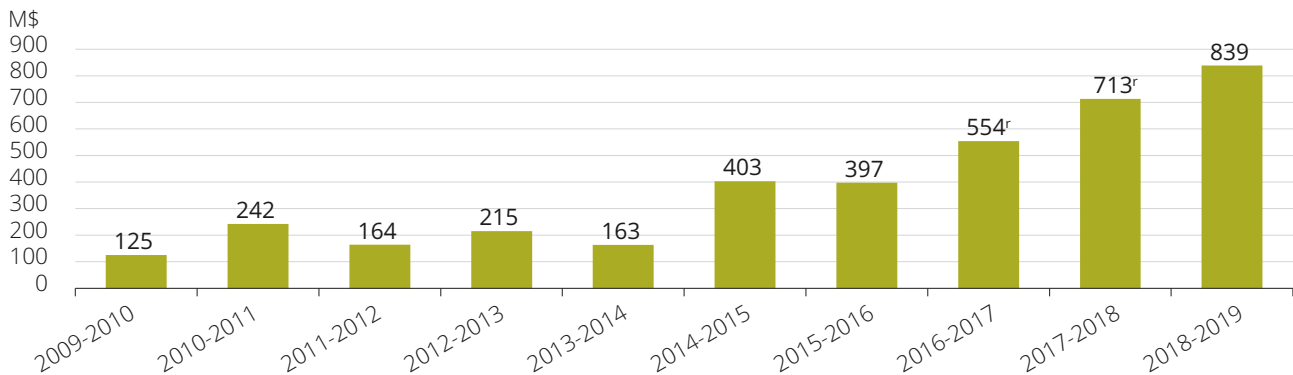
Les données selon l'année de certification pour le CIRSPQ offrent, quant à elles, un indicateur plus stable, mais elles ne mesurent pas forcément le volume de production de chaque année, pour les raisons suivantes : 1) la certification peut être obtenue dans une année différente de celle où ont lieu les activités de production et 2) il peut y avoir des fluctuations indépendantes du volume de production, comme lorsqu'il y a plus de ressources consacrées à l'étude des dossiers ou quand le gouvernement annonce des modifications en rapport avec les taux du crédit ou les conditions d'admissibilité. À noter qu'il n'est pas possible d'avoir de données du CIRSPQ par région administrative.

Pour une troisième année de suite, la valeur de la production étrangère et des services de production certifiés augmente, pour atteindre 839 M\$ (+ 18 %) en 2018-2019, soit un nouveau record à la fois pour la valeur et pour le nombre des productions (102, en hausse de 11 %). La

hausse de la production étrangère en 2018-2019 est attribuable à la hausse de la production cinématographique (+ 44 % en valeur).

Figure 7.1

Valeur de la production étrangère et des services de production¹ selon l'année de délivrance de la décision préalable favorable, Québec, 2009-2010 à 2018-2019



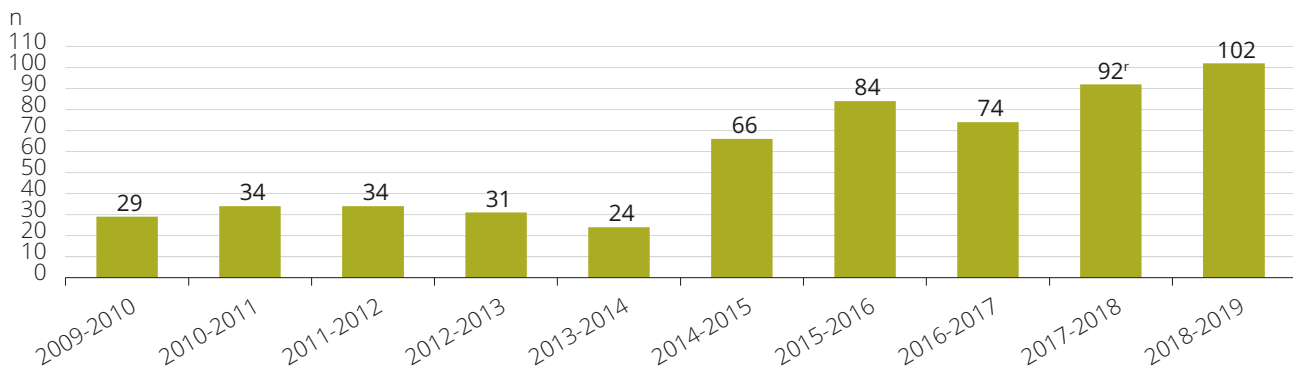
1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ), selon l'année de délivrance de la certification. Il faut noter que depuis 2010, certains producteurs québécois ont demandé ce crédit d'impôt au lieu du crédit d'impôt québécois (CIRQ).

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 7.2

Nombre de projets de production étrangère et de services de production¹ selon l'année de délivrance de la décision préalable favorable, Québec, 2009-2010 à 2018-2019



1. Il s'agit de projets ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ), selon l'année de délivrance de la certification. Il faut noter que depuis 2010, certains producteurs québécois ont demandé ce crédit d'impôt au lieu du crédit d'impôt québécois (CIRQ).

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

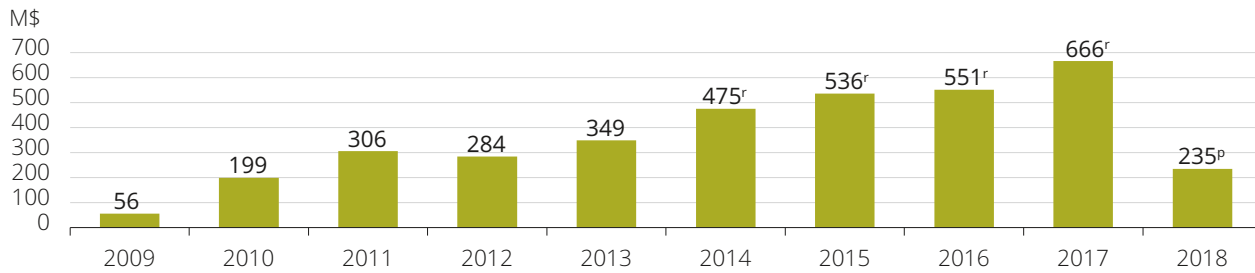
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Les données sur le volume de la production étrangère et des services de production selon l'année de tournage semblent indiquer une baisse de l'activité en 2018. Toutefois, il faut compter cinq ans après l'année de tournage pour avoir le portrait complet d'une année donnée¹.

Il est donc à prévoir que les années de tournage de 2015 à 2018 afficheront une croissance après l'intégration des résultats de l'année financière 2018-2019. Pour le moment, les résultats des dernières années montrent clairement une croissance soutenue depuis 10 ans.

Figure 7.3

Valeur de la production étrangère et des services de production¹ selon l'année de tournage, Québec, 2009 à 2018²



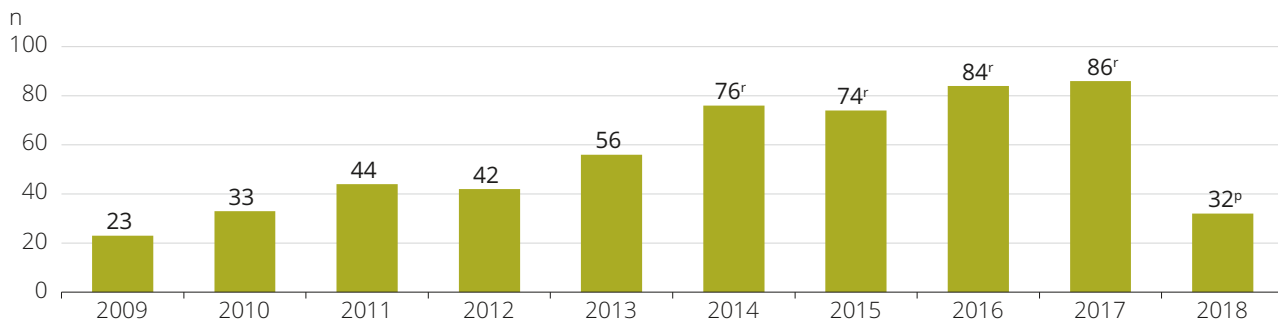
1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ). Il faut noter que depuis 2010, certains producteurs québécois ont demandé ce crédit d'impôt au lieu du crédit d'impôt québécois.
2. Comme indiqué dans l'encadré au début du chapitre, ces données sont souvent ajustées. En effet, les données de 2014 à 2017 ont été révisées.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 7.4

Nombre de projets de production étrangère et de services de production¹ selon l'année de tournage, Québec, 2009 à 2018²



1. Il s'agit de projets ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ). Il faut noter que depuis 2010, certains producteurs québécois ont demandé ce crédit d'impôt au lieu du crédit d'impôt québécois.
2. Comme indiqué dans l'encadré au début du chapitre, ces données sont souvent ajustées. En effet, les données pour les années 2014 à 2017 ont été révisées.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

1. Par exemple, la compilation en 2013 des productions de 2012 était basée sur 18 productions, d'une valeur totale de 101 M\$. La compilation en 2014 des activités de production porta le nombre de tournages en 2012 à 31 et la valeur à 164 M\$. La compilation en 2015 porta le nombre de tournages en 2012 à 41 et la valeur à 277 M\$. La compilation en 2016 porta le nombre de tournages en 2012 à 42 et la valeur diminua à 273 M\$, en raison d'une révision des devis de production. La compilation en 2017 maintient le nombre de tournages en 2012 à 42, mais porte la valeur à 284 M\$. La compilation en 2018 présenta des résultats identiques aux résultats compilés en 2017.

Au cours des 10 dernières années, la majorité des productions bénéficiant du CIRSPQ sont d'origine états-unienne (55 % entre 2009 et 2018). Il y a aussi un nombre significatif de productions canadiennes et québécoises (17 % des productions) et françaises (12 % des productions).

Parmi les productions étrangères, celles destinées au cinéma constituent la majorité (57 sur 101) de celles bénéficiant du soutien du CIRSPQ, et ces œuvres représentent 83 % de la valeur de la production étrangère en 2018-2019. La valeur des productions cinématographiques

passe de 445 M\$ en 2017-2018 à 640 M\$ en 2018-2019 (+ 22 %). Par ailleurs, leur part dans la valeur totale passe de 67 % à 83 %. À l'opposé, la valeur des productions télévisuelles étrangères diminue. Du sommet de 197 M\$ en 2017-2018, la valeur des séries diminue à 125 M\$ (- 37 %), malgré une hausse du nombre de productions, qui passe de 26 à 37 (+ 40 %). La valeur des autres types d'émissions diminue, passant de 23 M\$ à 6 M\$ (- 72 %).

Tableau 7.1

Nombre de projets de production étrangère et de services de production¹, selon le pays titulaire des droits d'auteur et l'année de tournage, Québec, 2009 à 2018

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total
	n										
États-Unis	14	15	26	22	22	46 ^r	42 ^r	46 ^r	54 ^r	14	301
France	3	5	2	7	4	9	10 ^r	12 ^r	9 ^r	5	66
Royaume-Uni	2	–	2	1	9	8	4	6 ^r	9 ^r	4	45
Allemagne	–	1	–	–	3	–	–	2 ^r	–	1	7
Québec	–	6	9	6	3	6	6	5 ^r	5	4	50
Canada ²	3	5	3	4	11	4	4	7	2 ^r	1	44
Autre ³	1	1	2	2	4	3	8	6 ^r	7 ^r	3	37
Total	23	33	44	42	56	76	74^r	84^r	86^r	32	550
	‰ ⁴										
États-Unis	61	45	59	52	39	61	57	55	63	44	55
France	13	15	5	17	7	12	14	14	10	16	12
Royaume-Uni	9	–	5	2	16	11	5	7	10	13	8
Allemagne	–	3	–	–	5	–	–	2	–	3	1
Québec	–	18	20	14	5	8	8	6	6	13	9
Canada ²	13	15	7	10	20	5	5	8	2	3	8
Autre ³	4	3	5	5	7	4	11	7	8	9	7
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

1. Il s'agit de projets ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ). Il faut noter que depuis 2010, certains producteurs québécois ont demandé ce crédit d'impôt au lieu du crédit d'impôt québécois.

2. Canada hors Québec.

3. Cette catégorie inclut les productions d'autres pays et les productions multipartites.

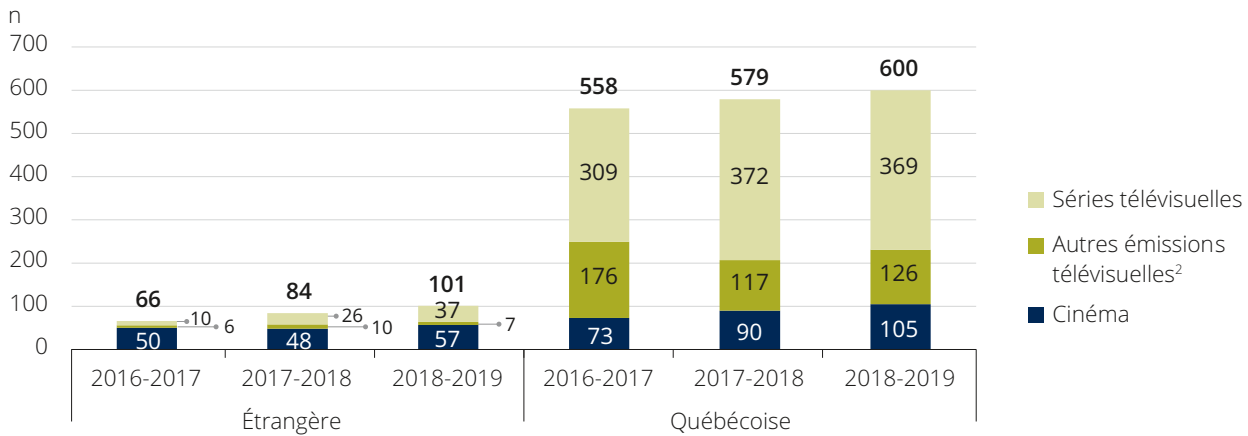
4. En ce qui concerne les années antérieures à 2018, les révisions apportées au nombre de productions dans la partie supérieure du tableau occasionnent des révisions pour toutes les données dans la partie inférieure du tableau.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Figure 7.5

Nombre de productions étrangères¹ et de productions québécoises selon le type de production, Québec, 2016-2017 à 2018-2019



1. Les données de cette figure sont différentes de celles des figures 7.1 à 7.4. Depuis 2010, certains producteurs québécois et canadiens ont demandé de recevoir le crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ) au lieu du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). En ce qui concerne la production étrangère représentée dans cette figure, les productions québécoises ou canadiennes visées ont été retirées du lot afin de conserver uniquement les productions pour lesquelles le titulaire du droit d'auteur réside dans un pays étranger.

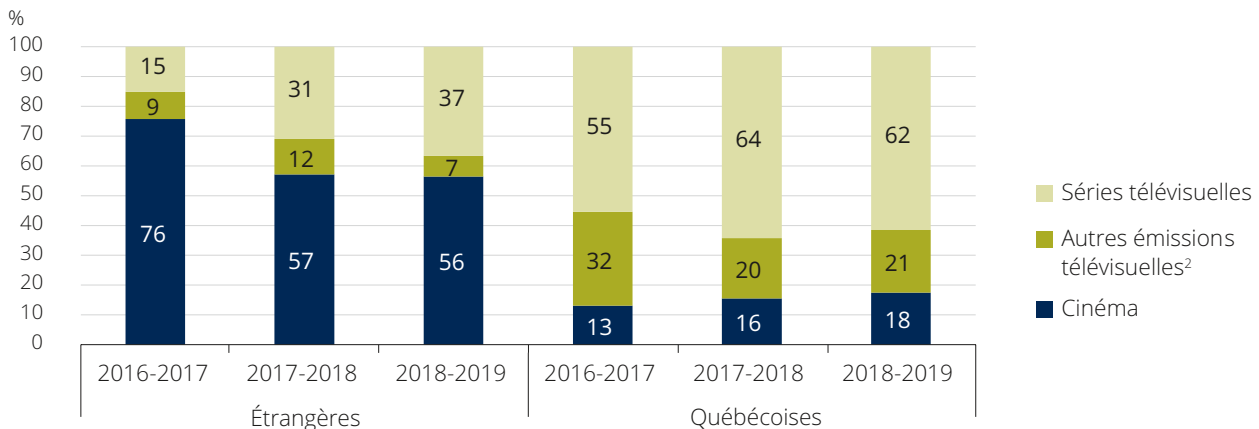
2. Cette catégorie inclut les téléfilms, les émissions uniques et les émissions pilotes. En 2016-2017, cette catégorie inclut aussi les miniséries.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 7.6

Répartition des productions étrangères¹ et des productions québécoises selon le type de production, Québec, 2016-2017 à 2018-2019



1. Les données de cette figure sont différentes de celles des figures 7.1 à 7.4. Depuis 2010, certains producteurs québécois et canadiens ont demandé de recevoir le crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ) au lieu du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). En ce qui concerne la production étrangère représentée dans cette figure, les productions québécoises ou canadiennes visées ont été retirées du lot afin de conserver uniquement les productions pour lesquelles le titulaire du droit d'auteur réside dans un pays étranger.

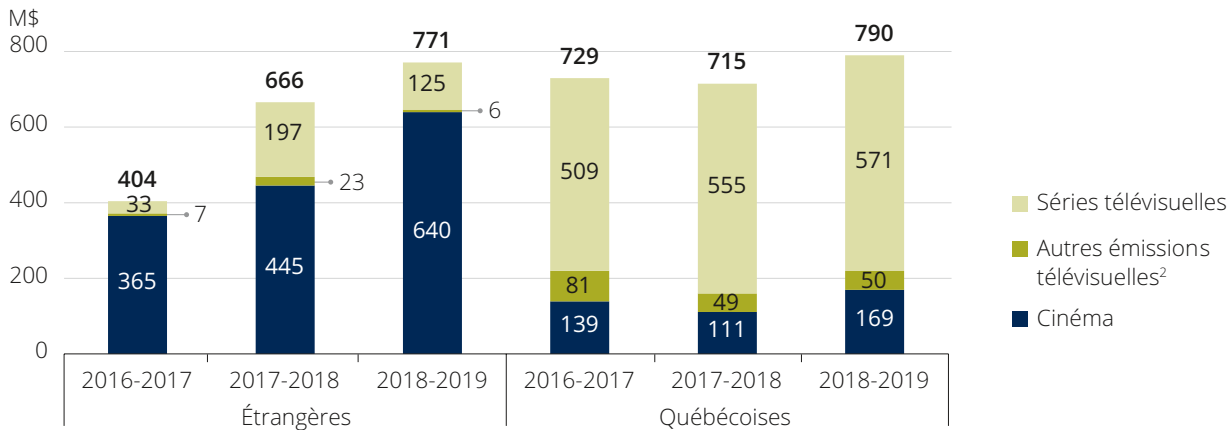
2. Cette catégorie inclut les téléfilms, les émissions uniques et les émissions pilotes. En 2016-2017, cette catégorie inclut aussi les miniséries.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 7.7

Valeur de la production étrangère¹ et de la production québécoise selon le type de production, Québec, 2016-2017 à 2018-2019



1. Les données de cette figure sont différentes de celles des figures 7.1 à 7.4. Depuis 2010, certains producteurs québécois et canadiens ont demandé de recevoir le crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ) au lieu du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). En ce qui concerne la production étrangère représentée dans cette figure, les productions québécoises ou canadiennes visées ont été retirées du lot afin de conserver uniquement les productions pour lesquelles le titulaire du droit d'auteur réside dans un pays étranger.

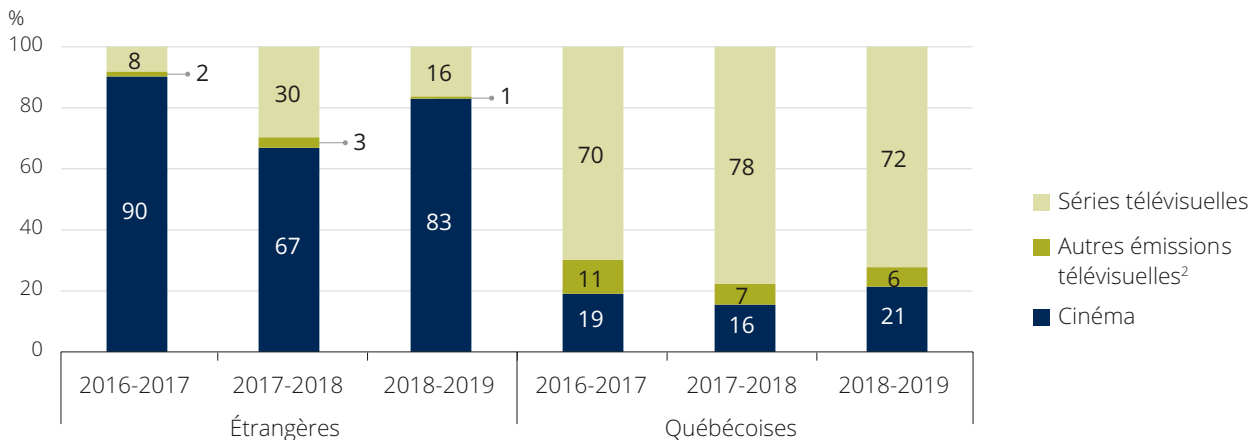
2. Cette catégorie inclut les téléfilms, les émissions uniques et les émissions pilotes. En 2016-2017, cette catégorie inclut aussi les miniséries.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 7.8

Répartition de la valeur de la production étrangère¹ et de la production québécoise selon le type de production, Québec, 2016-2017 à 2018-2019



1. Les données de cette figure sont différentes de celles des figures 7.1 à 7.4. Depuis 2010, certains producteurs québécois et canadiens ont demandé de recevoir le crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ) au lieu du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). En ce qui concerne la production étrangère représentée dans cette figure, les productions québécoises ou canadiennes visées ont été retirées du lot afin de conserver uniquement les productions pour lesquelles le titulaire du droit d'auteur réside dans un pays étranger.

2. Cette catégorie inclut les téléfilms, les émissions uniques et les émissions pilotes. En 2016-2017, cette catégorie inclut aussi les miniséries.

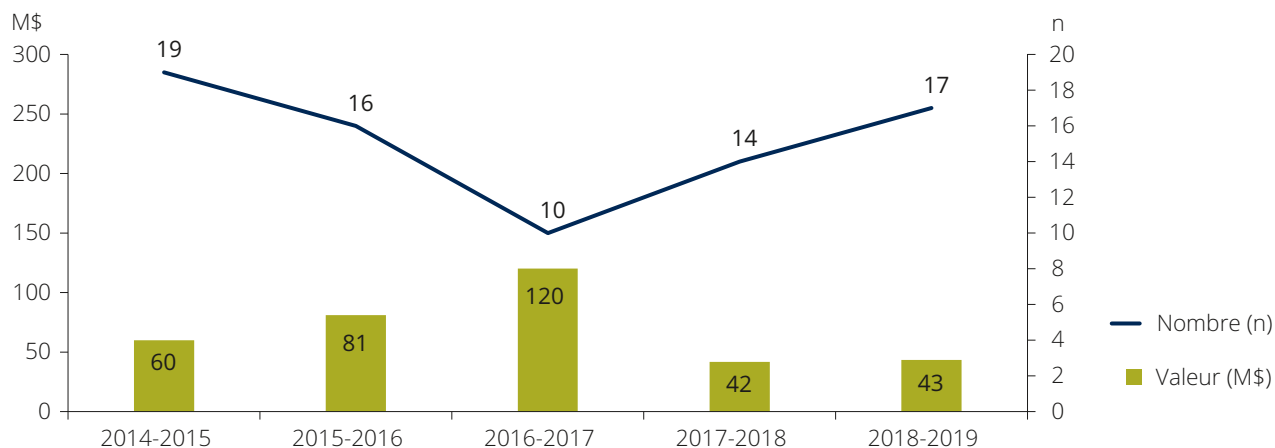
Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La valeur de la part québécoise du devis des productions d'animation ayant reçu du financement du CIRSPQ augmente légèrement en 2018-2019 (+ 4 %) alors qu'il y a 3 productions de plus.

Figure 7.9

Productions étrangères¹ et services de production d'animation, selon l'année de délivrance de la décision préalable favorable, Québec, 2014-2015 à 2018-2019²



1. Il s'agit de projets ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ), selon l'année de délivrance de la certification.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La production interne

Faits saillants de 2018¹

- ▶ Hausse de 9 % de la valeur de la production interne des télédiffuseurs par rapport à 2017, en raison d'une augmentation de la production de la Société Radio-Canada (SRC) (+ 35 %) et, dans une moindre mesure, de celle des télédiffuseurs généralistes privés (+ 3 %) (figure 8.3).
- ▶ Hausse de la valeur de la production des télédiffuseurs pour les émissions de nouvelles (+ 11 %) et les émissions de sports (+ 6 %) (figure 8.2).
- ▶ Baisse des dépenses de production interne des télédiffuseurs spécialisés francophones (– 4 %) (figure 8.3).

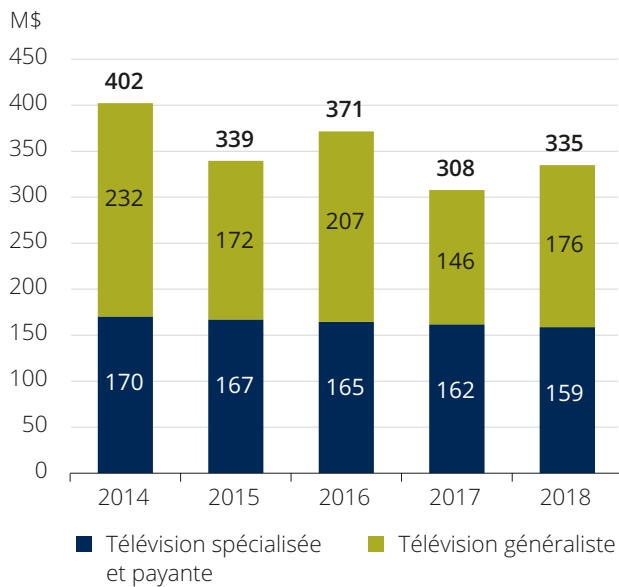
1. Il s'agit de l'année de radiodiffusion se terminant le 31 août.

La hausse de la production interne vient essentiellement d'une augmentation des dépenses de production locale et de production de réseau de la SRC pour les émissions de nouvelles (+ 15 M\$) et de sports (+ 17 M\$). Les dépenses des télédiffuseurs généralistes privés pour les émissions de nouvelles augmentent dans une moindre mesure (+ 2 M\$). Il est à noter, toutefois, que les années 2014, 2016 et 2018 étaient des années de

Jeux olympiques et que 2014 et 2018 étaient des années de la Coupe FIFA, ce qui peut expliquer la hausse de la valeur de la production interne en sports ces années-là, suivie d'une baisse en 2015 et 2017. L'augmentation de la valeur de la production interne en 2018 est insuffisante pour atteindre l'ampleur du passé. En fait, la valeur de la production en 2018 est inférieure à la valeur moyenne des 10 dernières années.

Figure 8.1

Production interne¹ des télédiffuseurs selon le type de télédiffusion, Québec, 2014 à 2018



1. La production interne pour les services S-P-VSD-TAC (services de télévision spécialisés, payants, vidéo sur demande et télévision à la carte) provient des dépenses de « Matériel d'intermède + production d'émission » pour les services facultatifs et sur demande en français. La production interne des télédiffuseurs généralistes est la somme des dépenses de production des stations locales et des dépenses de production du réseau, toutes catégories d'émissions confondues, pour les stations de télévision privées et la SRC/CBC.

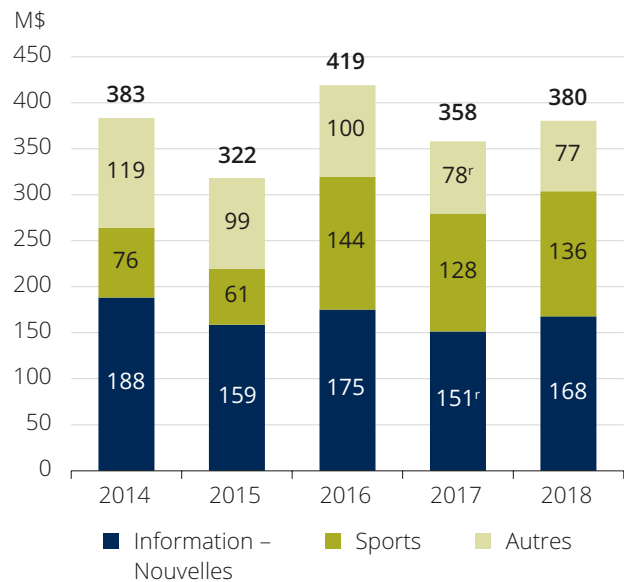
Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :
Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2014-2018.
Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2010-2014 à 2014-2018.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 8.2

Production interne¹ des télédiffuseurs² selon le genre, Québec, 2014 à 2018



1. La production interne est la somme des dépenses de production des stations locales et des dépenses de production réseau, toutes catégories d'émissions confondues.
2. Inclut les services de télévision spécialisée francophone, traditionnelle privée et ceux de la SRC/CBC. Les valeurs sont différentes de celles de la figure 8.1 parce que la méthode de calcul pour les services spécialisés est basée sur les dépenses de programmation détaillées au lieu des dépenses de « Matériel d'intermède + production d'émission » pour l'ensemble des services spécialisés, payants, sur demande et à la carte. Par ailleurs, les dépenses de programmation détaillées des services payants, à la carte et sur demande ne sont pas disponibles.

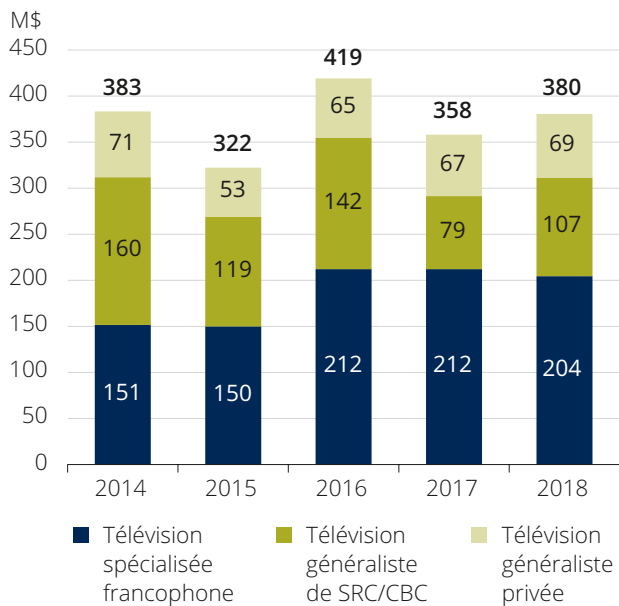
Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :
Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2010-2014 à 2014-2018.
Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2010-2014 à 2014-2018.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 8.3

Production interne¹ des télédiffuseurs² selon le type de télédiffuseur, Québec, 2014 à 2018



1. La production interne est la somme des dépenses de production des stations locales et des dépenses de production du réseau, toutes catégories d'émissions confondues.
2. Les valeurs sont différentes de celles de la figure 8.1 parce que la méthode de calcul pour les services spécialisés est basée sur les dépenses de programmation détaillées au lieu des dépenses de « Matériel d'intermède + production d'émission » pour l'ensemble des services spécialisés, payants, sur demande et à la carte. Par ailleurs, les dépenses de programmation détaillées des services payants, à la carte et sur demande ne sont pas disponibles.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :
Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2010-2014 à 2014-2018.
Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2010-2014 à 2014-2018.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La production pour médias numériques

Faits saillants de 2018-2019

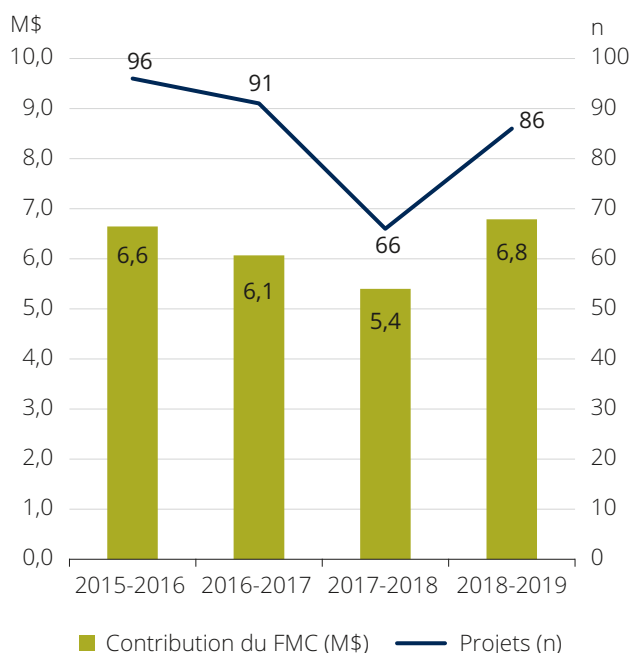
- ▶ Par rapport à 2017-2018, hausse de la contribution du Fonds des médias du Canada (FMC) pour des projets de médias numériques dans le cadre du volet convergent (+ 28 %) (figure 9.1).
- ▶ Hausse du nombre de projets pour médias numériques soutenus dans le cadre du volet convergent du FMC (86 projets, soit 20 de plus qu'en 2017-2018) (figure 9.1).
- ▶ Parmi les projets pour médias numériques soutenus par le FMC au Québec, 88 % sont en français (figure 9.2) et ces derniers obtiennent 91 % du financement distribué (figure 9.3).

Les productions pour médias numériques du volet convergent du FMC sont des projets associés à des émissions de télévision, mais destinés à des plateformes autres que la télévision.

Le FMC verse 6,8 M\$ aux projets soutenus en 2018-2019 comparativement à 5,5 M\$ en 2017-2018 (+ 28 %). De ce financement, 36 % est attribué à des productions documentaires, 27 % à des productions dramatiques et 31 % à des productions pour enfants et jeunes.

Figure 9.1

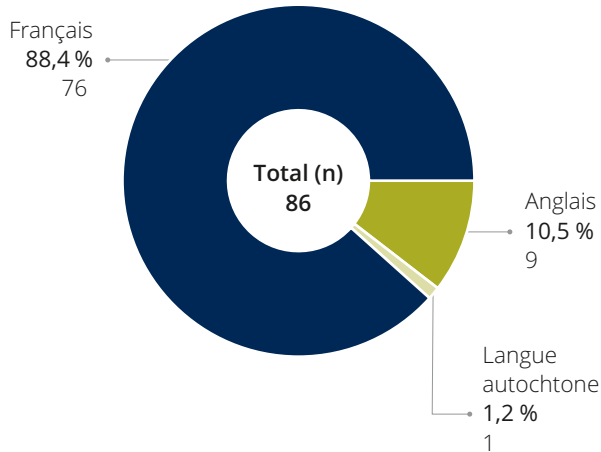
Projets de médias numériques convergents soutenus par le FMC, Québec, 2015-2016 à 2018-2019



Source : Fonds des médias du Canada

Figure 9.2

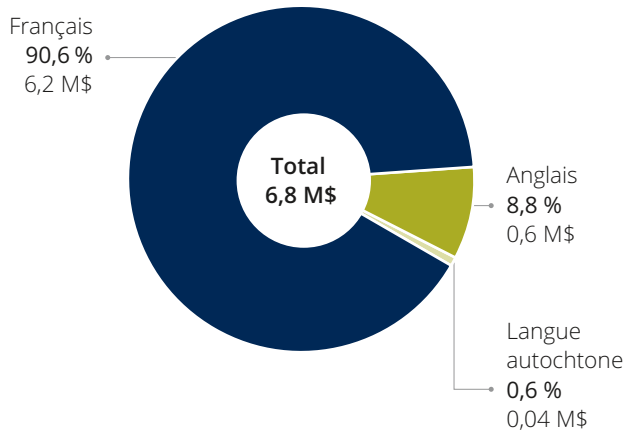
Répartition des projets de médias numériques convergents soutenus par le FMC selon la langue, Québec, 2018-2019



Source : Fonds des médias du Canada

Figure 9.3

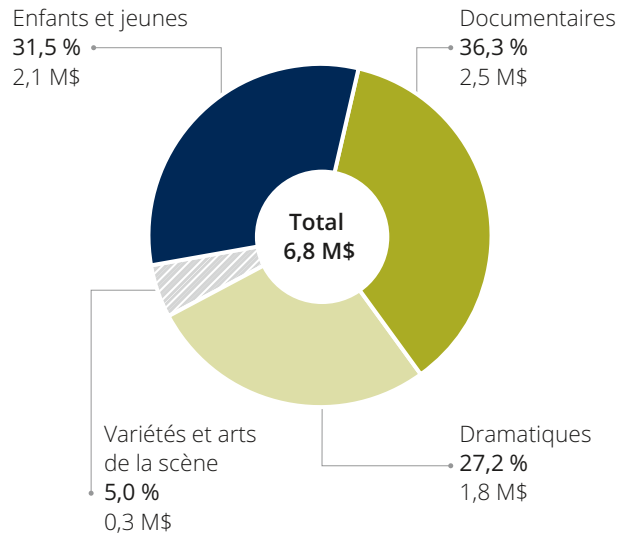
Répartition de la contribution du FMC au financement de la production de médias numériques convergents selon la langue, Québec, 2018-2019



Source : Fonds des médias du Canada

Figure 9.4

Répartition de la contribution du FMC au financement de la production de médias numériques convergents selon le genre d'émissions de télévision, Québec, 2018-2019



Sources : Fonds des médias du Canada.

Fonds des médias du Canada, *Base de données des projets financés*, [En ligne]. [www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances] (Consulté le 21 février 2019).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La distribution

Faits saillants de 2017

- Les revenus d'exploitation des distributeurs de productions cinématographiques et vidéo augmentent de 7 % entre 2015 et 2017 selon Statistique Canada (figure 10.1).
- Entre 2015 et 2017, hausse de 15 % de la participation des distributeurs dans le financement de la production cinématographique et télévisuelle québécoise (figure 10.3).

Selon les données de Statistique Canada, les revenus d'exploitation des distributeurs de productions cinématographiques et vidéo passent de 153 M\$ en 2015 à 164 M\$ en 2017 (+ 7 %). Ce constat semble à première vue en contradiction avec les données de la Régie du cinéma¹ et de la Direction du classement des films et des services aux entreprises du ministère de la Culture et des Communications (MCC), qui indiquent que les revenus bruts des titulaires de permis de distributeurs diminuent constamment depuis 2014². La différence entre les deux sources d'information s'explique peut-être par le fait que les marchés de référence ne sont pas les mêmes. Les données de la Régie du cinéma et du MCC couvrent le marché québécois des salles de cinéma, des commerces de matériel vidéo et d'autres marchés de diffusion publique comme les écoles. Les données de Statistique Canada incluent ces marchés et, en plus, la distribution pour la télévision et d'autres plateformes, ainsi que les exportations. Malheureusement, il n'existe pas de données québécoises sur ces éléments supplémentaires. Les données pour l'ensemble du Canada confirment une

baisse des revenus provenant de la distribution dans les salles de cinéma et elles révèlent une hausse des revenus provenant des marchés de la télévision³.

Les distributeurs jouent un rôle important dans la disponibilité des films et des œuvres sur un territoire. Ils peuvent contribuer au financement des œuvres et à leur mise en marché subséquente. En 2018-2019, la participation financière des distributeurs est plus importante pour les productions télévisuelles que pour les productions cinématographiques. En effet, 70 % de leur contribution est remise à des productions destinées à la télévision. À 31 M\$, le financement provenant des distributeurs en 2018-2019 est le deuxième en importance en cinq ans. En 2016-2017, le financement élevé (33 M\$) était lié au soutien important accordé à la catégorie « longs métrages de fiction dans une autre langue que le français » (16 M\$). En ce qui concerne 2018-2019, le financement élevé (31 M\$) s'explique plutôt par le fort soutien accordé à la production télévisuelle (21 M\$).

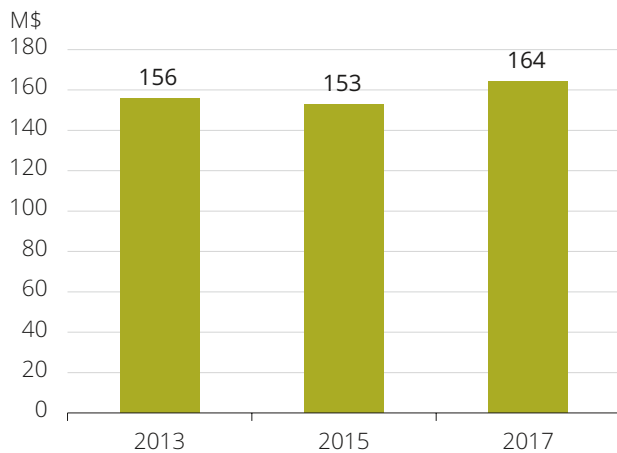
1. La Régie du cinéma a existé jusqu'en 2016. À partir de 2017, ses activités ont été prises en charge par la Direction du classement des films et des services aux entreprises du ministère de la Culture et des Communications.

2. Les données jusqu'en 2017 se retrouvent dans l'édition 2018 du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec*. Aucune nouvelle donnée n'est disponible pour 2018.

3. Les marchés de la télévision incluent la télévision généraliste, payante et spécialisée ainsi que la vidéo sur demande et la télévision à la carte.

Figure 10.1

Revenus d'exploitation des distributeurs, Québec¹, 2013 à 2017²



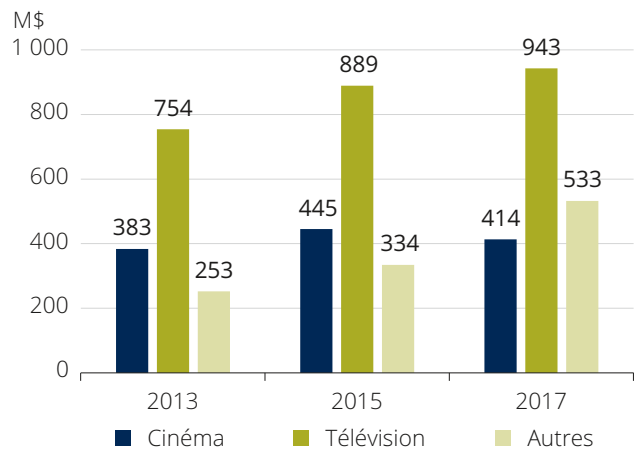
1. Les données ne tiennent compte que des établissements situés au Québec. Les activités d'entreprises actives au Québec mais établies ailleurs au Canada ne sont pas incluses.
2. Données non disponibles pour 2014 et 2016.

Source : Statistique Canada, *Tableau 21-10-0068-01. Distribution de films cinématographiques et vidéos, statistiques sommaires*, [En ligne]. [\[www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=2110006801\]](http://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=2110006801) (Consulté le 3 mars 2020).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 10.2

Revenus de distribution de films et de vidéos selon le marché, Canada, 2013 à 2017^{1,2}



1. Les données présentées dans cette figure représentent la portion enquêtée seulement. La portion enquêtée exclut les plus petites entreprises (en termes de revenus gagnés). Ces entreprises ne comptent que pour une petite part du total des revenus de l'industrie et ne sont pas comprises dans les estimations.
2. Données non disponibles pour 2014 et 2016.

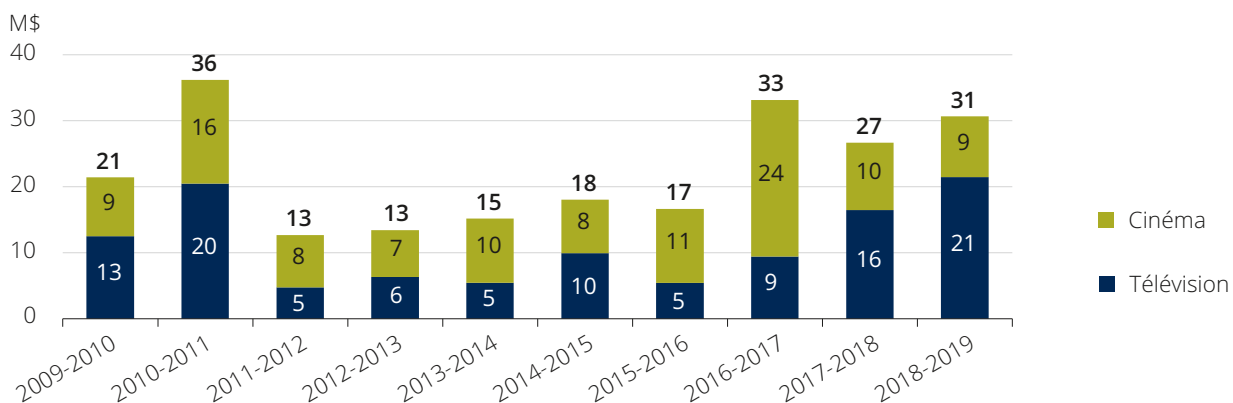
Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Statistique Canada, *Tableau 21-10-0074-01. Distribution de films cinématographiques et vidéos, revenus de distribution*, [En ligne]. [\[www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=2110007401\]](http://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=2110007401) (Consulté le 30 mars 2020).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 10.3

Financement provenant des distributeurs¹ dans la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon le marché, Québec, 2009-2010 à 2018-2019



1. Inclut les distributeurs canadiens et étrangers.

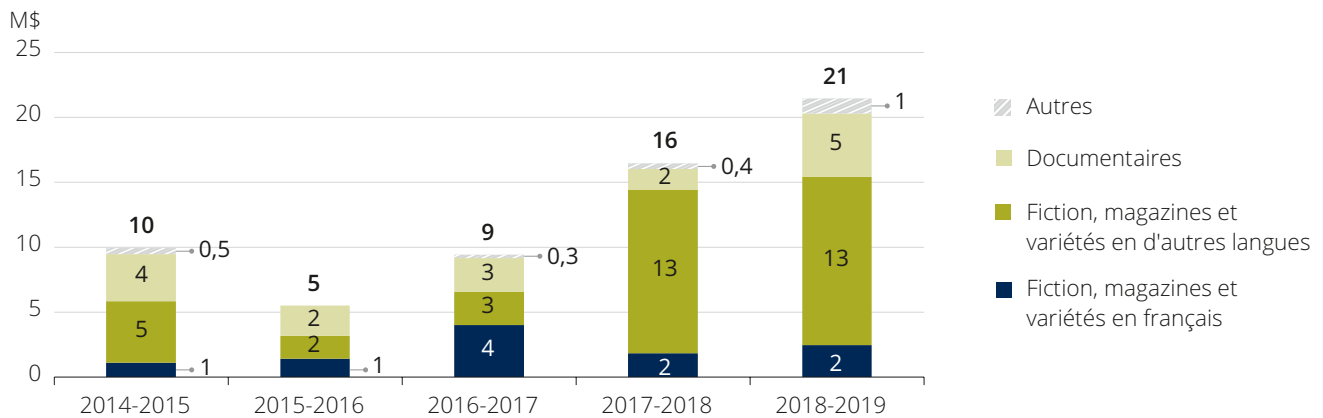
Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 10.4

Financement provenant des distributeurs¹ dans la production télévisuelle québécoise selon le genre et la langue, Québec, 2014-2015 à 2018-2019



1. Inclut les distributeurs canadiens et étrangers.

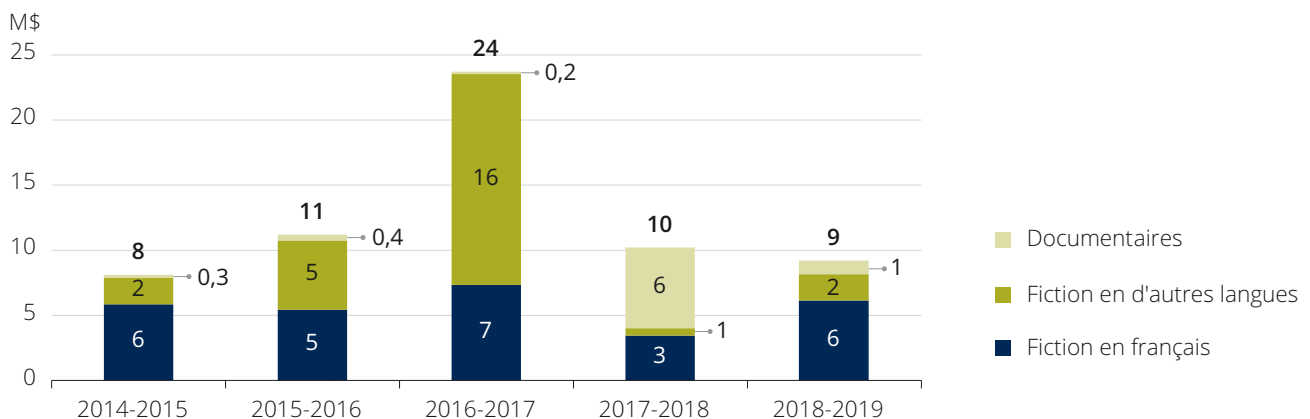
Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 10.5

Financement provenant des distributeurs¹ dans la production cinématographique québécoise selon le genre et la langue, Québec, 2014-2015 à 2018-2019



1. Inclut les distributeurs canadiens et étrangers.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La présentation en salle

Faits saillants de 2019

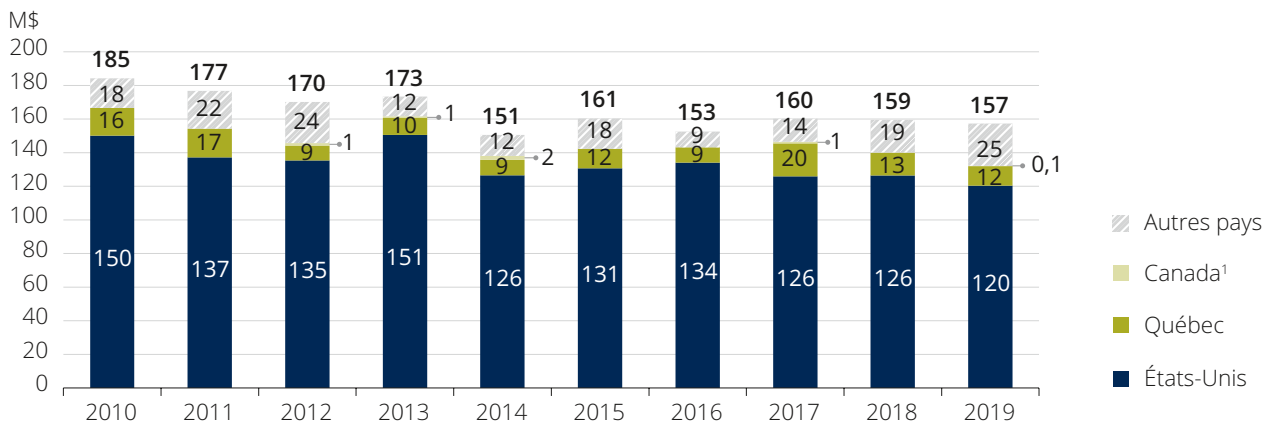
Données provenant de l'*Enquête sur les projections cinématographiques au Québec*

- ▶ L'assistance dans les salles de cinéma au Québec s'établit à 18,7 M d'entrées en 2019, en baisse de 2 % par rapport à 2018 (tableau 11.2).
- ▶ La part de marché des films québécois dans les entrées en salle est de 7,9 % (tableau 11.2).
- ▶ Les recettes au guichet de l'ensemble des cinémas au Québec se chiffrent à 157 M\$, une baisse de 1 % (figure 11.1).
- ▶ Diminution des recettes des films québécois (12 M\$ en 2019 comparativement à 13 M\$ en 2018) (figure 11.1) et de leur part dans les recettes totales (7,4 % en 2019 comparativement à 8,4 % en 2018) (figure 11.2).
- ▶ Le nombre de nouveaux films québécois à l'affiche (86 nouveautés) diminue par rapport à 2018 (93 nouveautés) (figure 11.3).
- ▶ Deux films québécois récoltent des recettes supérieures à 1 M\$ au Québec (tableau 11.3).

Les recettes de billetterie des cinémas du Québec diminuent de 1 % et l'assistance diminue de 2 % en 2019 par rapport à 2018. La part des recettes obtenue par les films québécois (7,4 %) est en baisse et se situe sous la moyenne des 10 dernières années. La part des recettes obtenue par les films états-uniens se rétrécit à 76 %, son plus bas niveau des 10 dernières années.

Figure 11.1

Recettes de guichet des établissements cinématographiques selon le pays d'origine des films, Québec, 2010 à 2019



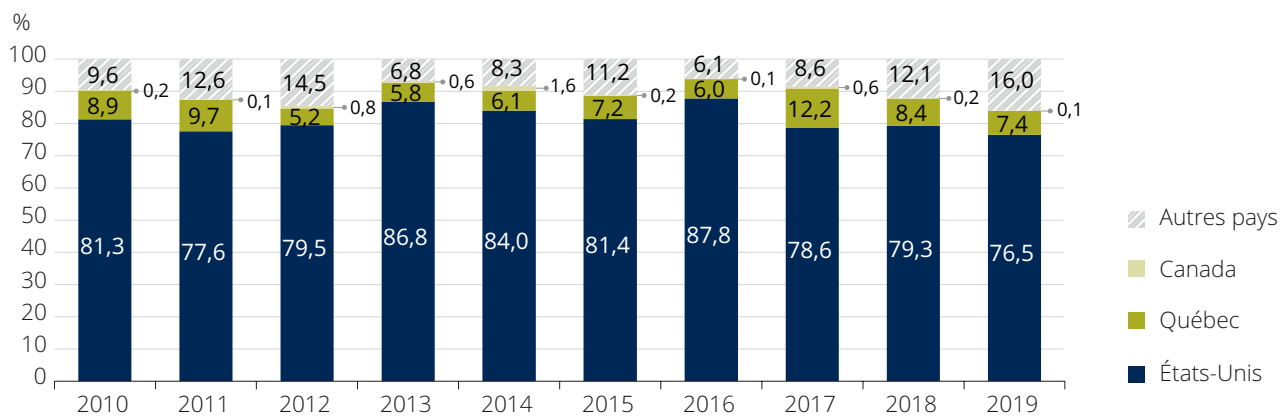
1. Les recettes de films canadiens en 2010, 2011, 2015, 2016, 2018 et 2019 sont inférieures à 0,5 M\$.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 11.2

Répartition des recettes de guichet des établissements cinématographiques selon le pays d'origine des films, Québec, 2010 à 2019

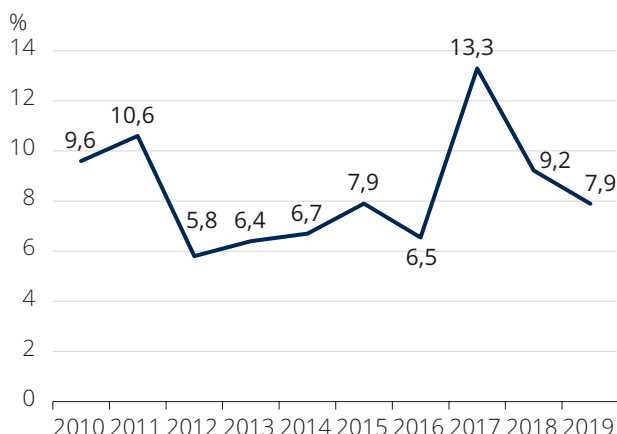


Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 11.3

Part de marché des films québécois dans les entrées en salle, Québec, 2010 à 2019

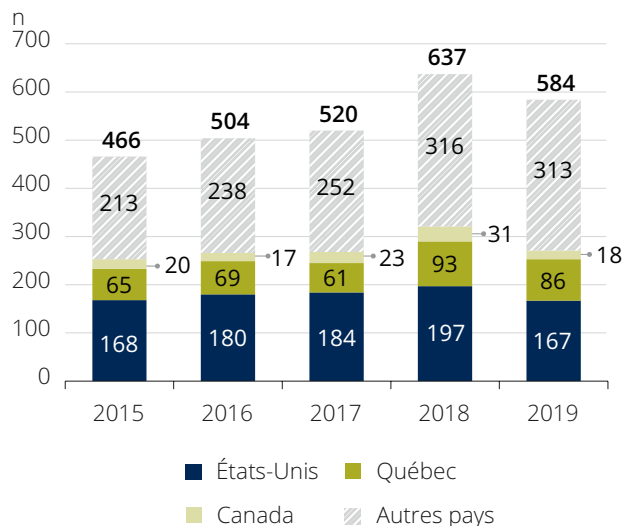


Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

En 2019, 584 nouveaux films sont présentés dans les salles du Québec, soit 53 de moins qu'en 2018. Parmi ces nouveautés, 86 sont des films québécois, 7 de moins que le nombre record (93) de nouveautés québécoises présentées en 2018. La réduction du nombre de nouveautés se remarque aussi pour les films états-uniens (- 30), canadiens (- 13) et d'autres origines (- 3).

Figure 11.4

Nombre de nouveaux films¹ présentés dans les établissements cinématographiques selon le pays d'origine des films, Québec, 2015 à 2019



1. Il s'agit du nombre de nouveautés

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Toujours en 2019, les recettes des projections en français diminuent de 15 % pour les films québécois, et fondent presque complètement (- 96 %) pour les films canadiens. Les recettes de l'ensemble des projections en d'autres langues diminuent très peu et demeurent supérieures aux recettes moyennes des 10 dernières années (53 M\$). Sur le marché des projections en français, la part des films québécois est de 11 % des recettes au guichet en 2019. Sur le marché des projections en d'autres langues, les films québécois obtiennent moins de 1 % des recettes. Il faut noter cependant que parmi les 678 films projetés en d'autres langues, on dénombre seulement 26 films québécois. Par ailleurs, en dépit du nombre moindre de nouveautés en 2019, le nombre total de films projetés atteint des niveaux records, avec 463 films projetés en français et 678 films projetés en d'autres langues.

Tableau 11.1

Recettes et part de marché des films¹ selon la langue de projection et le pays d'origine, Québec, 2010 à 2019

	Unité	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Langue française											
Recettes au guichet											
Films québécois	k\$	15 546	16 918	8 653	9 994	8 909	11 359	8 628	19 279	13 351	11 396
Films canadiens ²	k\$	235	9	947	712	1 882	157	65	624	106	4
Films d'autres origines	k\$	112 212	110 706	108 566	108 558	91 654	97 672	92 563	87 655	89 846	90 012
Total	k\$	127 992	127 633	118 166	119 264	102 445	109 187	101 256	107 558	103 302	101 412
Part des films québécois	%	12,1	13,3	7,3	8,4	8,7	10,4	8,5	17,9	12,9	11,2
Part des films canadiens ²	%	0,2	—	0,8	0,6	1,8	0,1	0,1	0,6	0,1	—
Nombre de films ³											
Québécois	n	71	67	82	79	94	92	93	76	111	123
Canadiens ²	n	6	2	10	6	7	7	8	10	8	3
Autres origines	n	328	283	344	318	296	262	283	305	324	337
Total	n	405	352	436	403	397	361	384	392	443	463
Nombre de films d'autres origines pour un film québécois ⁴	ratio	4,6	4,2	4,2	4,0	3,1	2,8	3,0	4,0	2,9	2,7
Autres langues que le français											
Recettes au guichet											
Films québécois	k\$	925	176	272	24	303	240	507	338	90	279
Films canadiens ²	k\$	172	109	486	355	478	235	120	297	164	101
Films d'autres origines	k\$	55 513	48 965	51 248	53 751	47 320	51 001	50 845	51 998	55 915	55 560
Total	k\$	56 610	49 250	52 006	54 129	48 101	51 476	51 473	52 633	56 168	55 939
Part des films québécois	%	1,6	0,4	0,5	—	0,6	0,5	1,0	0,6	0,2	0,5
Part des films canadiens ²	%	0,3	0,2	0,9	0,7	1,0	0,5	0,2	0,6	0,3	0,2
Nombre de films ³											
Québécois	n	13	15	23	4	16	16	15	21	31	26
Canadiens ²	n	22	12	20	28	27	20	19	28	33	21
Autres origines	n	405	395	523	429	430	427	468	541	607	631
Total	n	440	422	566	461	473	463	502	590	671	678
Nombre de films d'autres origines pour un film québécois ⁴	ratio	31,2	26,3	22,7	107,3	26,9	26,7	31,2	25,8	19,6	24,3

1. Les films de sexualité explicite sont exclus.

2. Exclut les films québécois.

3. Le nombre total de films projetés en salle, toutes langues confondues, n'est pas égal à la somme du nombre de films projetés en français et du nombre de films projetés en d'autres langues, car un film peut être projeté en français et en anglais.

4. Les films d'autres origines utilisés dans le numérateur excluent les films canadiens.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

L'assistance aux films québécois diminue en 2019 (– 16 %), et la part des entrées passe de 9,2 % en 2018 à 7,9 % en 2019. La part des films canadiens demeure sous la barre du 1 % pour une cinquième année consécutive.

Tableau 11.2

Assistance et part de marché des films¹ selon la langue de projection et le pays d'origine, Québec, 2010 à 2019

	Unité	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Langue française											
Assistance											
Films québécois	k	2 222	2 345	1 195	1 346	1 229	1 548	1 156	2 547	1 750	1 444
Films canadiens ²	k	33	1	97	90	225	22	9	92	15	1
Films d'autres origines	k	14 963	14 043	13 691	13 407	11 662	12 419	11 609	10 956	11 079	11 137
Total	k	17 218	16 389	14 982	14 842	13 117	13 989	12 774	13 595	12 843	12 582
Part des films québécois	%	12,9	14,3	8,0	9,1	9,4	11,1	9,1	18,7	13,6	11,5
Part des films canadiens ²	%	0,2	—	0,6	0,6	1,7	0,2	0,1	0,7	0,1	—
Autres langues que le français											
Assistance											
Films québécois	k	70	22	35	4	41	29	66	47	11	32
Films canadiens ²	k	23	12	56	40	58	29	16	40	23	13
Films d'autres origines	k	6 640	5 828	6 070	6 272	5 645	6 013	5 802	5 838	6 214	6 075
Total	k	6 733	5 862	6 160	6 316	5 744	6 071	5 884	5 926	6 247	6 120
Part des films québécois	%	1,0	0,4	0,6	0,1	0,7	0,5	1,1	0,8	0,2	0,5
Part des films canadiens ²	%	0,3	0,2	0,9	0,6	1,0	0,5	0,3	0,7	0,4	0,2
Total											
Assistance											
Films québécois	k	2 292	2 367	1 230	1 350	1 269	1 577	1 222	2 594	1 760	1 477
Films canadiens ²	k	57	13	152	130	284	51	26	133	38	13
Films d'autres origines	k	21 603	19 871	19 760	19 679	17 307	18 432	17 410	16 794	17 292	17 212
Total	k	23 951	22 251	21 143	21 158	18 860	20 059	18 658	19 520	19 090	18 702
Part des films québécois	%	9,6	10,6	5,8	6,4	6,7	7,9	6,5	13,3	9,2	7,9
Part des films canadiens ²	%	0,2	0,1	0,7	0,6	1,5	0,3	0,1	0,7	0,2	0,1

1. Les films de sexualité explicite sont exclus.

2. Exclut les films québécois.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Deux films québécois récoltent des recettes supérieures à 1 M\$ en 2019, essentiellement lors de projections en français. Les recettes de ces deux films représentent 55 % de l'ensemble des recettes obtenues pour les films québécois en 2019. Le film québécois ou canadien ayant

fait le plus de recettes au Québec sur le marché des projections en d'autres langues en 2019 a généré 85 k\$. Un film québécois figure sur la liste des 10 films les plus populaires sur le marché des projections en français, toutes origines confondues, soit *Menteur*.

Tableau 11.3

Films québécois et canadiens les plus populaires parmi les projections en langue française, Québec, 2019

Rang	Titre	Assistance n	Recettes k\$	Origine	Langue de la version originale
1	Menteur	604 786	4 779,5	Québec	Français
2	Il pleuvait des oiseaux	215 298	1 624,7	Québec	Français
3	La femme de mon frère	76 544	624,5	Québec	Français
4	Merci pour tout	71 968	582,9	Québec	Français
5	La course des tuques	64 388	452,3	Québec	Français
6	Matthias et Maxime	47 275	403,8	Québec	Français
7	Antigone	44 237	363,2	Québec	Français
8	Jeune Juliette	32 493	256,9	Québec	Français
9	Jouliks	23 297	173,9	Québec	Français
10	Les fleurs oubliées	18 026	133,9	Québec	Français

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 11.4

Films québécois et canadiens les plus populaires parmi les projections en d'autres langues que le français, Québec, 2019

Rang	Titre	Assistance n	Recettes k\$	Origine	Langue de la version originale
1	The Death and Life of John F. Donovan / Ma vie avec John F. Donovan	9 863	85,2	Québec	Anglais
2	Havana, from on High / Sur les toits Havane	7 872	65,5	Québec	Espagnol
3	The Hummingbird Project / Le projet Hummingbird	5 998	50,6	Québec	Anglais
4	The Song of Names / Le chant des noms	3 868	35,6	Canada	Anglais
5	Elliot the Littlest Reindeer / Elliot : le plus petit des rennes	2 359	5,9	Canada	Anglais
6	Dark Suns / Soleils noirs	2 044	18,4	Québec	Espagnol
7	The Grizzlies	1 821	17,7	Canada	Anglais
8	Avec un sourire, la révolution !	1 777	15,0	Québec	Catalan
9	Les routes en février	1 418	13,4	Québec	Espagnol
10	Stockholm	1 196	11,6	Canada	Anglais

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 11.5

Films les plus populaires parmi les projections de langue française, Québec, 2019

Rang	Titre	Assistance	Recettes	Origine
		n	k\$	
1	Le roi lion	698 705	5 874,7	États-Unis
2	Menteur	604 786	4 779,5	Québec
3	Avengers : Phase finale	541 239	5 134,3	États-Unis
4	La reine des neiges 2	460 978	3 662,8	États-Unis
5	Histoire de jouets 4	379 801	2 943,9	États-Unis
6	Joker	369 978	3 210,7	États-Unis
7	Jumanji : Le prochain niveau	300 144	2 473,3	États-Unis
8	Capitaine Marvel	300 045	2 686,3	États-Unis
9	Dragon : Le monde caché	278 325	2 139,3	États-Unis
10	Star Wars : L'ascension de Skywalker	275 656	2 747,3	États-Unis

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 11.6

Films les plus populaires parmi les projections en d'autres langues que le français, Québec, 2019

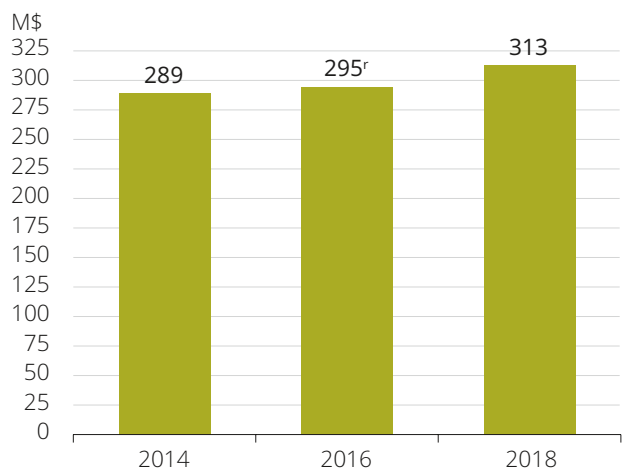
Rang	Titre	Assistance	Recettes	Origine
		n	k\$	
1	Avengers : Endgame / Avengers : Phase finale	484 812	5 202,3	États-Unis
2	Joker	352 856	3 508,9	États-Unis
3	The Lion King / Le roi lion	266 689	2 446,8	États-Unis
4	Captain Marvel / Capitaine Marvel	245 315	2 464,3	États-Unis
5	Spider-Man : Far From Home / Spider-Man : Loin des siens	220 682	2 105,1	États-Unis
6	Star Wars : The Rise of Skywalker / Star Wars : L'ascension de Skywalker	216 262	2 514,6	États-Unis
7	Aladdin	187 928	1 718,4	États-Unis
8	Frozen 2 / La reine des neiges 2	161 168	1 478,4	États-Unis
9	Once Upon a Time in Hollywood/ Il était une fois à Hollywood	147 016	1 347,9	Grande-Bretagne
10	Toy Story 4 / Histoire de jouets 4	128 203	1 084,5	États-Unis

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Selon Statistique Canada, les revenus d'exploitation des salles de cinéma au Québec s'élèvent à 313 M\$ en 2018, soit 6 % de plus qu'en 2016. En général, la plus grande part de ces revenus provient de la vente de billets¹.

Figure 11.5

Revenus d'exploitation des cinémas, Québec, 2014 à 2018¹



1. Aucune donnée n'est disponible pour 2015 et 2017

Source : Statistique Canada, *Tableau 21-10-0178-01. Cinémas, statistiques sommaires*, [En ligne]. [www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=2110017801] (Consulté le 23 janvier 2020).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

1. Dans l'ensemble du Canada en 2018, 57 % des revenus d'exploitation des cinémas proviennent de la vente de billets et 34 % proviennent des ventes d'aliments et de boissons. Les autres revenus d'exploitation (9 %) proviennent de la publicité, des jeux électroniques, de la location d'installations et de la vente d'autres biens ou services.

La télédiffusion

Faits saillants de 2018

- ▶ Les revenus de la télédiffusion s'élèvent à 1,5 G\$ en 2018, en baisse de 1 % par rapport à 2017 (figure 12.1).
- ▶ On note une hausse de 10 % des revenus de la Société de Radio-Canada (SRC/CBC) (figure 12.1).
- ▶ Comme par les années passées, les revenus des services payants, sur demande et à la carte (– 7 %) et ceux des télédiffuseurs généralistes privés (– 6 %) diminuent (figure 12.1).
- ▶ Il y a une baisse de 4 % des dépenses pour la production indépendante canadienne (figure 12.2).
- ▶ Les dépenses pour l'acquisition de productions de sociétés affiliées augmentent à 39 M\$ en 2018 (tableau 12.1).
- ▶ On relève une hausse de 27 % des dépenses des télédiffuseurs spécialisés francophones pour l'acquisition de productions de sociétés affiliées (figure 12.3).

Dans l'ensemble, les revenus des télédiffuseurs diminuent légèrement (– 1 %) entre 2017 et 2018¹. Cependant, derrière cette baisse globale se cachent des hausses ou des baisses sectorielles. En particulier, les revenus de la SRC/CBC augmentent (+ 10 %) sans toutefois atteindre les niveaux de 2014 à 2016. Les revenus des autres types de services diminuent de 5 % (télédiffuseurs spécialisés), de 6 % (télédiffuseurs généralistes privés) et de 7 % (télévision payante, vidéo sur demande et télévision à la carte).

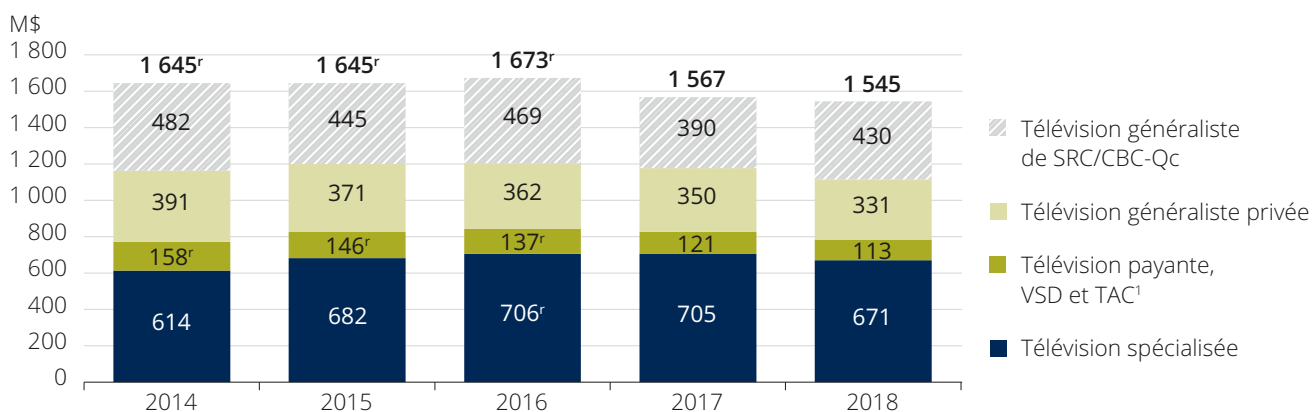
Les dépenses pour la production indépendante canadienne diminuent de 15 M\$ en 2018. Cette réduction de 15 M\$ est partagée entre les différentes catégories de télédiffuseurs, chaque catégorie affichant une baisse d'environ 3 à 4 M\$.

Les dépenses faites par l'ensemble des télédiffuseurs pour l'acquisition de productions de sociétés affiliées passent de 37 M\$ en 2017 à 39 M\$ en 2018 (+ 5 %). Dans le cas particulier des télédiffuseurs spécialisés francophones, ce type de dépenses augmente pour une deuxième année consécutive (+ 27 %). Mais dans le cas des télédiffuseurs généralistes privés, il diminue pour une troisième année (– 2 %).

1. Il s'agit des années de radiodiffusion se terminant le 31 août.

Figure 12.1

Revenus des services des télédiffuseurs, Québec, 2014 à 2018



1. Les services de télévision payante, vidéo sur demande (VSD) et télévision à la carte (TAC) incluent trois services en français et trois services bilingues.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

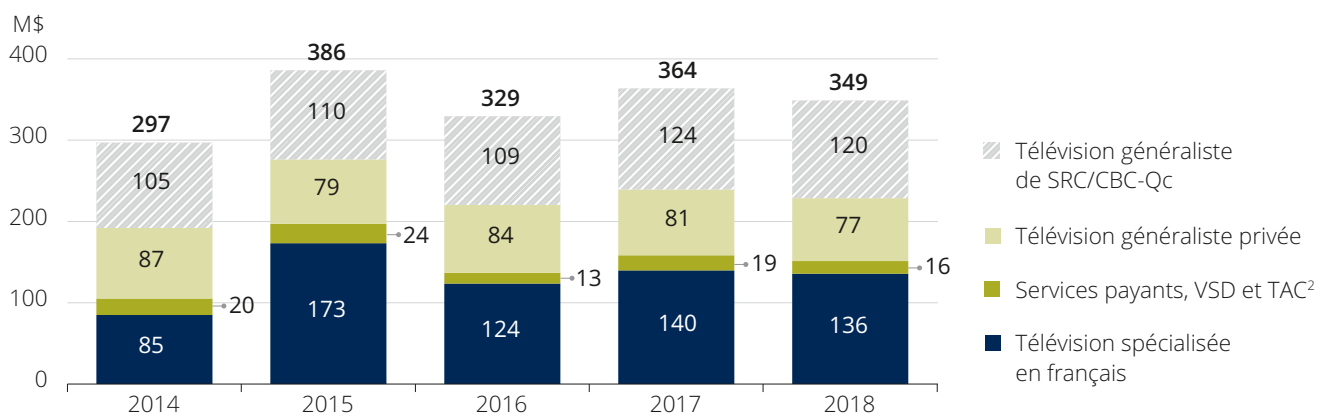
Relevés statistiques et financiers des services individuels facultatifs et sur demande, 2014-2018.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2014-2018.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 12.2

Acquisition¹ de productions indépendantes canadiennes par les télédiffuseurs, Québec, 2014 à 2018



1. Pour la télévision généraliste privée, la télévision spécialisée francophone et la SRC/CBC, il s'agit des dépenses pour émissions acquises de producteurs indépendants. Pour les services payants, la télévision à la carte (TAC) et la vidéo sur demande (VSD), il s'agit des dépenses pour acquisition de droits.

2. Les services de télévision payante, vidéo sur demande (VSD) et télévision à la carte (TAC) incluent trois services en français et deux services bilingues.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2010-2014 à 2014-2018.

Relevés statistiques et financiers des services individuels facultatifs et sur demande, 2014-2018.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2010-2014 à 2014-2018.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 12.1

Acquisition de productions de sociétés affiliées aux télédiffuseurs privés¹ selon le genre, Québec, 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
	M\$				
Information	8,3	20,9	4,1	14,5	14,6
Nouvelles	–	15,4	—	11,0	0,0
Documentaires de longue durée	0,8	0,3	—	0,2	0,7
Autres émissions d'information	7,5	5,2	4,0	3,3	13,8
Dramatiques	1,4	1,5	1,1	1,0	0,5
Sports	0,3	1,5	2,6	1,1	1,4
Intérêt général	19,5	18,2	15,4	4,4	7,1
Musique et variétés	7,4	1,7	0,3	0,1	0,3
Jeux-questionnaires	9,4	9,6	10,7	10,7	9,1
Autres ²	3,2	4,4	2,7	5,3	6,2
Total	49,5	57,9	36,9	37,1	39,2

1. Stations de télévision traditionnelle privées et services de télévision spécialisée francophone.

2. Inclut les émissions de type télé-réalité, les émissions de remise de prix, les infopublicités et les autres types d'émissions non spécifiés ailleurs.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

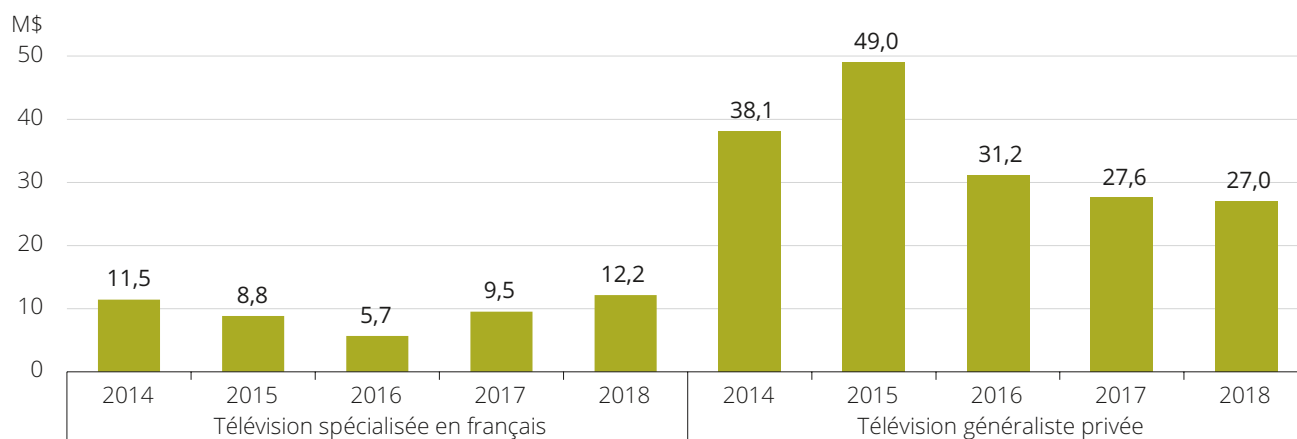
Relevés statistiques et financiers de la télévision traditionnelle, 2010-2014 à 2014-2018.

Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2010-2014 à 2014-2018.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 12.3

Acquisition de productions de sociétés affiliées aux télédiffuseurs privés selon le type de télédiffuseur, Québec, 2014 à 2018



Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2010-2014 à 2014-2018.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2010-2014 à 2014-2018.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Les entreprises de distribution de radiodiffusion

Faits saillants de 2018

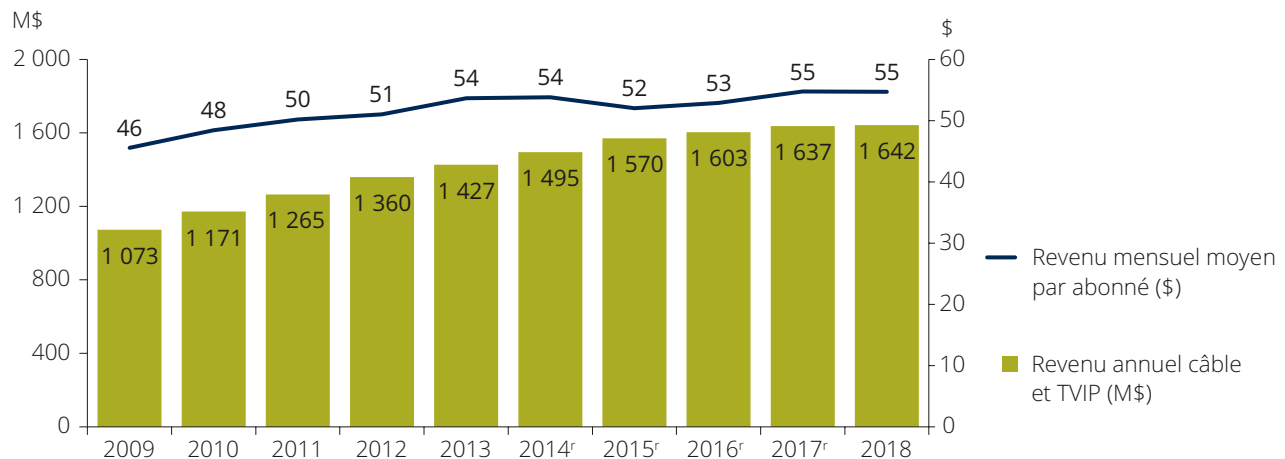
- Stabilité du revenu mensuel moyen par abonné des services de câblodistribution et de télévision sur protocole Internet (TVIP) (figure 13.1).
- Hausse de 2 % des contributions des entreprises québécoises de distribution de radiodiffusion (EDR) terrestre à la programmation télévisuelle canadienne (figure 13.2).

La croissance des revenus totaux des télédistributeurs terrestres (câble et TVIP) au Québec ralentit en 2018. Après une hausse de 5 % en 2015 et de 2 % en 2016 et 2017, les revenus progressent de moins de 1 % en 2018.

De plus, la croissance du revenu mensuel moyen par abonné des télédistributeurs par câble et TVIP s'estompe. À 55 \$ en 2018, ce dernier est le même qu'en 2017.

Figure 13.1

Revenus des services de câblodistribution et de télévision par protocole Internet, Québec, 2009 à 2018



Source : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers, Câblodistribution, systèmes de distribution multipoint (SDM) et satellite de radiodiffusion directe (SRD), 2007-2010.

Relevés statistiques et financiers, Câblodistribution, télévision par protocole Internet (IPTV) et satellite de radiodiffusion directe (SRD), 2011-2015 à 2014-2018.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

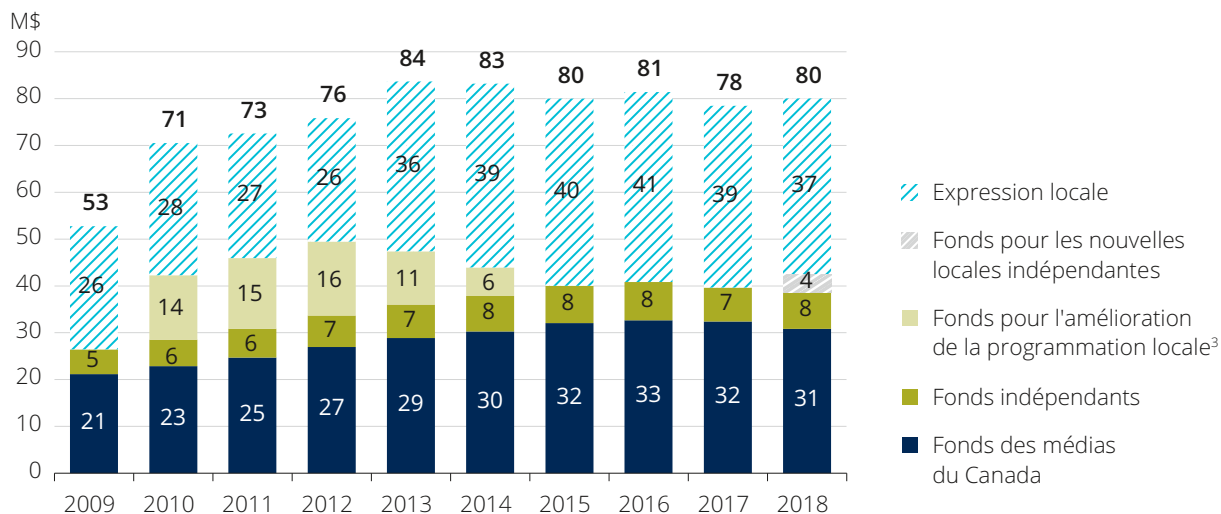
Les contributions des entreprises québécoises de distribution de radiodiffusion terrestre (câble et TVIP) à la programmation canadienne augmentent en 2018 en raison de 4 M\$ en nouvelles contributions au Fonds pour les nouvelles locales indépendantes (FNLI). L'ensemble des contributions s'établissent à 80 M\$ en 2018, comparativement à 79 M\$ en 2017 (+ 2 %). Les contributions à des fonds indépendants augmentent de 1 M\$, alors que celles aux Fonds des médias du Canada diminuent de 1 M\$ et celles pour l'expression locale de 2 M\$.

La dépense pour les services de télédistribution est de moins en moins importante dans le budget des ménages québécois et cède de plus en plus de place à des dépenses pour des services qui ne sont pas destinés spécifiquement à la consommation de produits

audiovisuels, mais qui peuvent néanmoins y servir. Les dépenses moyennes des ménages pour le câble passent de 573 \$ en 2016 à 548 \$ en 2017 (– 4 %). Sur la même période, les dépenses moyennes des ménages pour l'Internet augmentent de 87 \$, passant de 489 \$ en 2016 à 576 \$ en 2017 (+ 18 %). Quant aux dépenses moyennes pour les services de téléphonie cellulaire, elles augmentent de 112 \$, passant de 763 \$ à 865 \$ (+ 14 %). De plus, le poids respectif de ces diverses dépenses dans l'ensemble des dépenses pour la culture et les médias suit une tendance semblable : la part du câble diminue, passant de 21 % en 2014 à 17 % en 2017, pendant que celles de l'Internet (de 16 % à 18 %) et de la téléphonie cellulaire (de 25 % à 27 %) augmentent.

Figure 13.2

Contributions des EDR¹ terrestres à la programmation canadienne, Québec, 2009 à 2018²



1. EDR : Entreprises de distribution de radiodiffusion

2. Pour les données de chaque période, l'année de radiodiffusion se termine le 31 août.

3. Le Fonds pour l'amélioration de la programmation locale ayant atteint l'objectif fixé, le CRTC a décidé de l'éliminer au 31 août 2014.

Source : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

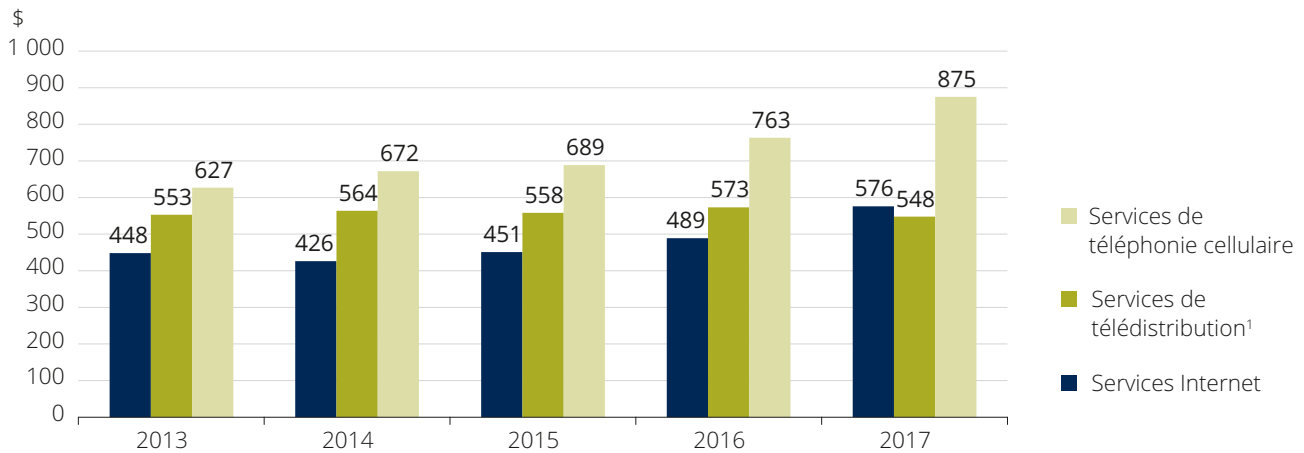
Relevés statistiques et financiers, Câblodistribution, systèmes de distribution multipoint (SDM) et satellite de radiodiffusion directe (SRD), 2007-2010.

Relevés statistiques et financiers, Câblodistribution, télévision par protocole Internet (IPTV) et satellite de radiodiffusion directe (SRD), 2011-2015 à 2014-2018.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 13.3

Dépenses moyennes des ménages pour les services de télédistribution, d'Internet et de téléphonie cellulaire, Québec, 2013 à 2017



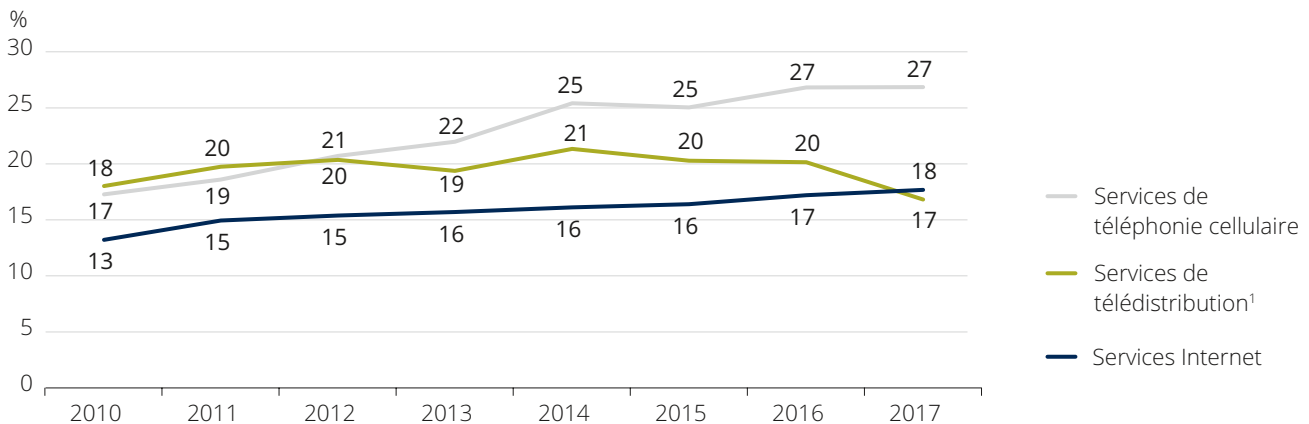
1. Inclut les services de télédistribution terrestres (câble) et les services par satellite.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses des ménages, fichiers maîtres*, 2010-2017. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sociodémographiques, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 13.4

Part des dépenses moyennes pour les services de télédistribution, d'Internet et de téléphonie cellulaire dans les dépenses moyennes des ménages pour la culture et les médias, Québec, 2010 à 2017



1. Inclut les services de télédistribution terrestres (câble) et les services par satellite.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses des ménages, fichiers maîtres*, 2010-2017. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

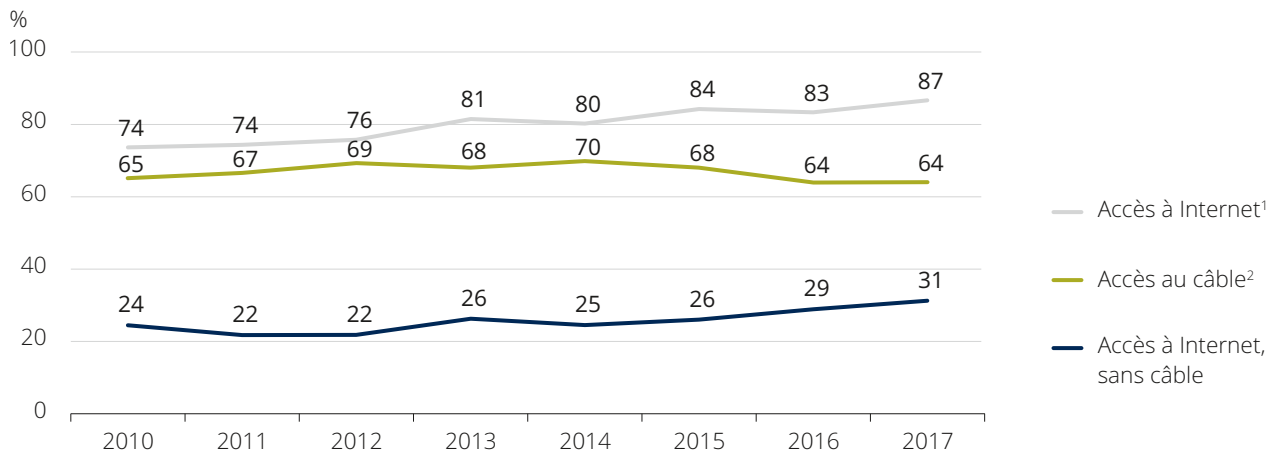
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sociodémographiques, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La proportion de ménages québécois avec accès au câble n'a pas forcément changé entre 2016 et 2017, mais la proportion avec accès à Internet a augmenté, passant de 83 % à 87 %. On constate aussi une croissance, depuis 2014, de la proportion des ménages qui ont accès à Internet, mais pas au câble. En 2014, le quart des ménages

avait accès à Internet, mais pas au câble. En 2017, cette proportion s'élève à 31 %. Certes, ces ménages peuvent avoir accès à un service de télédistribution autrement que par un câblodistributeur, notamment par satellite (SRD). Néanmoins, le nombre d'abonnés aux services SRD a diminué de 25 % au Canada entre 2014 et 2018.

Figure 13.5

Part des ménages qui ont accès à certains services, Québec, 2010 à 2017



1. Avec ou sans accès au câble.

2. Avec ou sans accès à l'Internet.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses des ménages, fichiers maîtres*, 2010-2017. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sociodémographiques, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Production cinématographique et télévisuelle au Québec selon les données du *Profil* canadien

Les figures de cette section (annexe 1) se basent sur les données de la production régionale publiées dans le *Profil 2019 : Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada* (appelé le *Profil* canadien ci-après). Comme en 2014-2015 et en 2017-2018, la valeur totale de la production cinématographique et télévisuelle en 2018-2019 dans le présent rapport est presque identique à celle publiée dans le *Profil* canadien. Toutefois, on constate des différences significatives selon le secteur entre les données présentées dans les tableaux et figures du présent rapport et celles du *Profil* canadien (tableau A1.1).

► Production cinématographique

Les différences sont significatives d'une année à l'autre. La valeur de la production pour 2018-2019 dans la présente publication est 16 % plus élevée que celle dans le *Profil* canadien, un écart plus élevé que le 9 % de l'an passé. Une partie des différences annuelles est peut-être due à l'attribution des productions à une période ou une autre dans la compilation. Les deux sources indiquent une hausse de la production 2018-2019.

► Production étrangère et services de production

Les données de ce *Profil* pour le Québec incluent des projets québécois et canadiens pour lesquels le crédit d'impôt pour les services de production (CRISPQ) est demandé au lieu du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). En effet, les données pour la production étrangère dans les figures 7.5 à 7.8 du présent rapport sont les mêmes données que celles du *Profil* canadien. Les deux sources indiquent une hausse de la production 2018-2019.

► Production interne

Les deux sources indiquent une hausse de la production 2018-2019. L'écart dans les données présentées dans ce rapport est moins élevé que ceux des quatre années précédentes. La valeur estimée dans le présent *Profil* correspond à 12 % de plus que celle fournie dans le *Profil* canadien, soit 39 M\$ de plus comparativement à un écart moyen de 57 M\$ pour les cinq dernières années. Les deux sources indiquent une hausse de la production 2018-2019. L'existence d'écarts réside dans les différentes façons d'évaluer la production interne, telles qu'elles sont mentionnées aux figures 8.2 et 8.3.

► Production télévisuelle

Les différences constatées sont significatives chaque année, à l'exception de 2017-2018. L'écart des valeurs en 2018-2019 correspond à 19 % de la valeur estimée dans le présent *Profil*, alors qu'il n'était que de 3 % en 2017-2018. Pour les cinq dernières années, les données du *Profil* québécois étaient inférieures à celles du *Profil* canadien de 123 M\$ en moyenne. De surcroît, les données du *Profil* québécois indiquent une baisse de la valeur de la production télévisuelle entre 2017-2018 et 2018-2019, alors que les données du *Profil* canadien indiquent une hausse. La variation de l'écart peut s'expliquer par différents facteurs, comme la source des données et les éléments pris en compte dans le calcul. Ainsi, le *Profil* canadien se base sur les données du Bureau de la certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) et sur une estimation de la production télévisuelle certifiée par le CRTC (non incluses dans les données du BCPAC), alors que les données contenues dans ce rapport se fondent sur le CIRQ, administré par la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC). Il n'y a pas d'estimation pour les productions télévisuelles québécoises non certifiées par la SODEC. Il est mentionné, dans les notes

du *Profil* canadien, que « les recherches effectuées par Nordicité et Patrimoine canadien en 2009 indiquent que ces œuvres équivalaient à quelque 13,5 % de l'ensemble de la production télévisuelle canadienne »¹. Ce taux est utilisé dans les estimations de Nordicité, mais on ignore comment il est établi et s'il est toujours aussi pertinent. Par ailleurs, d'après Nordicité, l'année des données du BCPAC est basée sur celle où débute les principaux

travaux de prise de vue². Ainsi, une partie des différences annuelles est aussi due à l'attribution des productions à une période ou à une autre dans la compilation.

La production des entreprises affiliées aux télédiffuseurs est aussi en cause, car elle semble être prise en compte dans l'estimation des œuvres certifiées par le CRTC. Les données de la SODEC excluent ces productions. Selon

Tableau A1.1

Comparaison des données pour le Québec du *Profil* québécois et du *Profil* canadien, 2014-2015 à 2018-2019

	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Moyenne cinq ans	Variation 2017-2018/ 2018-2019
	M\$						%
Production télévisuelle							
Profil québécois	612	651	655	748	701 ¹	673	- 6,3
Profil canadien	774	762 ^r	892 ^r	725 ^r	831	797	14,6
Écart	- 162	- 111	- 237	23	- 130	- 123	...
Production cinématographique							
Profil québécois	174	172	178	145	173	168	19,3
Profil canadien	203	107 ^r	155 ^r	133 ^r	145	149	9,0
Écart	- 29	65	23	12	28	20	...
Production étrangère et services de production							
Profil québécois	403 ^r	397	554 ^r	713 ^r	839	581	17,7
Profil canadien	275	282	404	666	771	480	15,8
Écart	128	115	150	47	68	102	...
Production interne							
Profil québécois	401	339	371	308	335	351	8,8
Profil canadien	331	279	307	258	296	294	14,7
Écart	70	60	64	50	39	57	...
Total							
Profil québécois	1 590	1 560	1 758	1 914	2 048	1 774	7,0
Profil canadien	1 582	1 429 ^r	1 757 ^r	1 781 ^r	2 044	1 719	14,8
Écart	8	131	1	133	4	56	...

1. Inclut 22 M\$ de production destinée à la diffusion en ligne.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2010-2014 à 2014-2018.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2010-2014 à 2014-2018.

Nordicité (2020). *Profil 2019. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, figures 3-11, 4-6, 6-4 et 7-3.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

1. Nordicité (2020), *Profil 2019. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, [En ligne], p. 92. [campa.ca/wp-content/uploads/2020/04/CPMA_2019_FR_FINAL.pdf] (Consulté le 2 avril 2020).

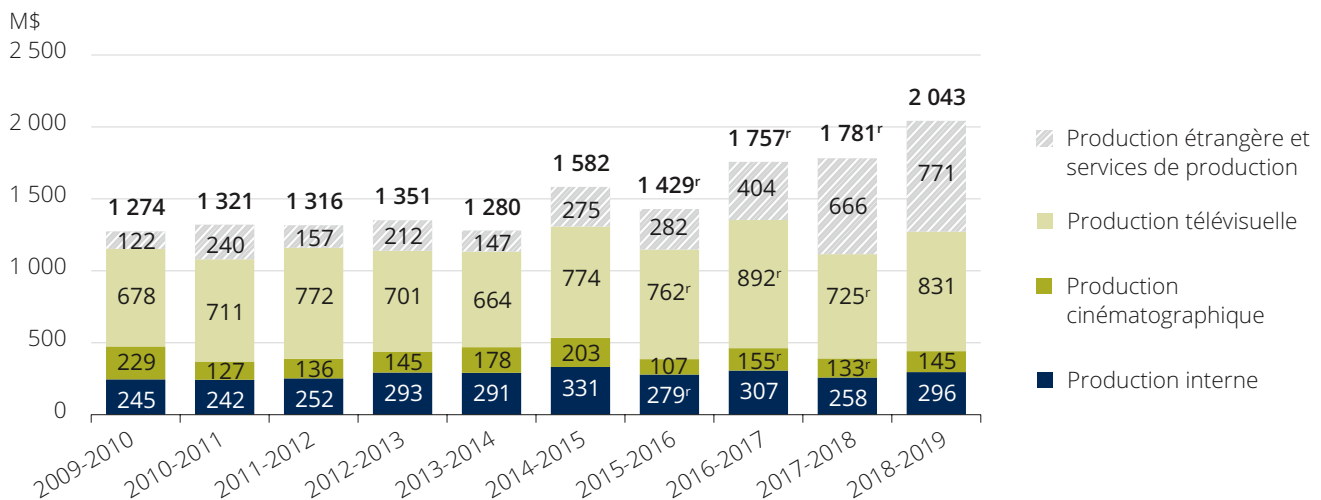
2. *Ibid.* p.93.

les données du CRTC présentées dans le tableau 12.1, les dépenses des télédiffuseurs québécois à ce chapitre représentent un peu moins de 40 M\$ en moyenne pour les trois dernières années. Toutefois, ces données sont partielles et ne sont pas ajoutées à la valeur de la production télévisuelle québécoise. De plus, les productions

québécoises ayant obtenu le CIRSPQ au lieu du CIRQ sont incluses dans les données sur la production étrangère et les services de production. Le fait de les exclure des catégories de production québécoise pourrait augmenter l'écart observé.

Figure A1.1

Production cinématographique et télévisuelle selon le secteur, Québec, 2009-2010 à 2018-2019

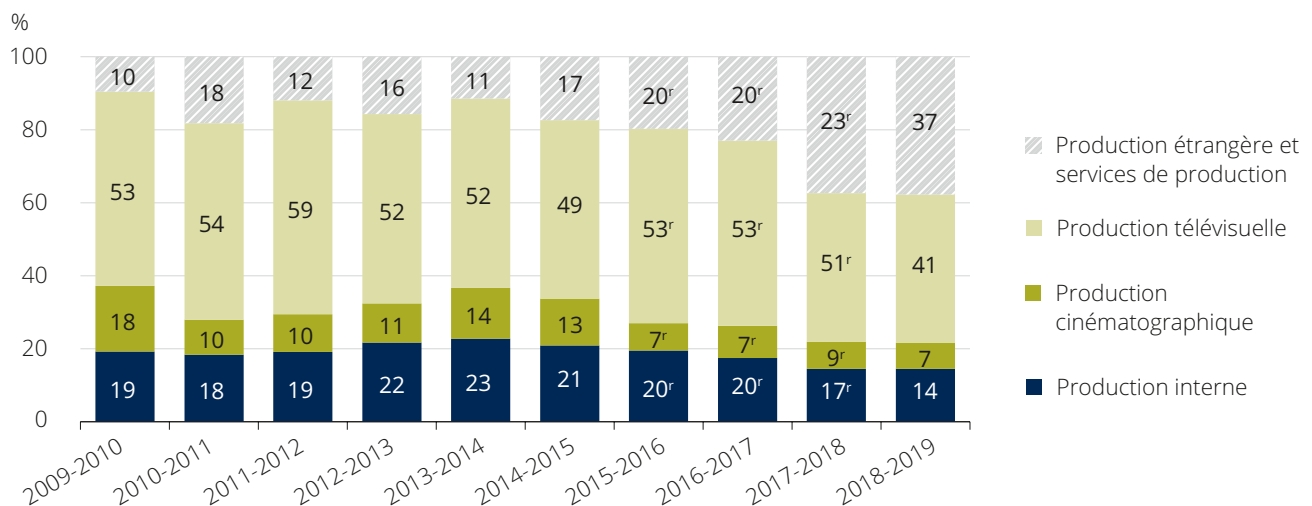


Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Nordicité (2020). *Profil 2019. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, figures 3-11, 4-6, 6-4 et 7-3.

Figure A1.2

Répartition de la production cinématographique et télévisuelle selon le secteur, Québec, 2009-2010 à 2018-2019



Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Nordicité (2020). *Profil 2019. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, figures 3-11, 4-6, 6-4 et 7-3.

Notes méthodologiques concernant le calcul de l'incidence économique

Une note méthodologique s'impose concernant le calcul de l'incidence économique de la production cinématographique et télévisuelle au Québec, selon la méthodologie décrite dans la publication *Profil 2019 : Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada* (appelé le *Profil* canadien ci-après). Le chapitre 2 présente les résultats de ce calcul.

On trouve dans le *Profil* canadien des estimations du produit intérieur brut (PIB), du revenu de travail et des emplois directs et indirects attribuables aux différentes catégories de production de contenu sur écran pour le Canada. Pour le Québec, on y trouve seulement des estimations des emplois.

Méthodologie

Les estimations de l'incidence économique dans le *Profil* canadien se calculent proportionnellement au volume de production. En général, cette proportion est établie en fonction des éléments suivants :

- ▶ la proportion estimée du budget de production versée en rémunération (57 %) ;
- ▶ la rémunération ETP moyenne en production (basée sur les données du Recensement 2016 de Statistique Canada et ajustée annuellement sur la base des données de *l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* [EERH]) ;

- ▶ des facteurs de rajustement de la rémunération ETP provinciale moyenne (basée sur des données de l'EERH) ;
- ▶ des multiplicateurs pour les emplois dérivés (indirects et induits), appliqués au nombre estimé d'emplois directs ;
- ▶ des multiplicateurs pour la contribution (directe et indirecte) au PIB, appliqués sur le revenu de travail estimé.

Plus précisément, les calculs s'établissent comme suit :

Revenu de travail des emplois directs : 57 % du budget de production. Pour le budget de production, on a utilisé la valeur de la production (le devis) pour chaque secteur, tel qu'on la retrouve à la figure 1.4¹.

Emplois directs : revenu de travail divisé par la rémunération ETP moyenne en production multiplié par le facteur de rajustement provincial². La rémunération moyenne d'un emploi équivalent temps plein (ETP) utilisée est de 60 396 \$³ en 2017-2018 et de 62 389 \$ en 2018-2019.

1. Aux fins des calculs des résultats présentés au chapitre 2, la production destinée à la diffusion en ligne est incluse dans la production télévisuelle.
2. Les facteurs d'ajustement provinciaux ne sont pas publiés dans le *Profil 2019* canadien, contrairement aux éditions antérieures. Un ratio basé sur la rémunération horaire moyenne du tableau *Rémunération horaire moyenne des salariés rémunérés à l'heure, selon l'industrie* (tableau 14-10-0206-01) de Statistique Canada est utilisé. Il s'agit de la même source indiquée dans les éditions antérieures du *Profil* canadien. Le ratio utilisé pour les calculs de 2017-2018 est 0,9782 et le ratio utilisé pour 2018-2019 est 0,9816.
3. La valeur de la rémunération moyenne en 2017-2018 a été révisée.

Emplois dérivés : emplois indirects plus emplois induits.

- **Emplois indirects :** Dans les éditions antérieures du Profil canadien, le nombre d'emplois directs multiplié par 1,17 donnait le nombre d'emplois indirects.
- **Emplois induits :** Dans les éditions antérieures du Profil canadien, le nombre d'emplois directs et indirects multipliés par 0,17 donnait le nombre d'emplois indirects.

Pris dans leur ensemble, les multiplicateurs des emplois indirects et induits signifient qu'il y a 1,5389 emploi dérivés par emploi direct. Cependant, les données publiées dans le *Profil 2019* canadien ne correspondent pas à l'utilisation de cette valeur⁴. Le ratio observé dans les données publiées est 1,1257 pour l'ensemble du Canada et 1,5122 pour le Québec. Les calculs dans le présent rapport utilisent le ratio observé pour le Québec afin de conserver la comparabilité avec les données de l'ensemble du Canada.

Revenu de travail des emplois dérivés : nombre d'emplois dérivés multiplié par la rémunération ETP pour toutes les industries (51 064 \$ en 2018-2019).

Contribution au produit intérieur brut de la production : revenu de travail des emplois directs majoré plus le revenu de travail des emplois dérivés multiplié par 1,49. Il n'y a pas d'estimation de la contribution au PIB provincial dans le *Profil* canadien. Dans les éditions antérieures du *Profil* canadien, la majoration PIB-revenu d'emploi direct observé était de 1,04 pour tous les secteurs. C'est aussi le cas dans l'édition 2019, sauf pour la production étrangère et les services de production, pour lesquels le ratio est de 1,00. La valeur 1,04 est utilisée dans les calculs du présent rapport.

Notes de calcul

Selon le *Profil* canadien, il y a 47 480 emplois ETP attribuables à la production cinématographique et télévisuelle au Québec en 2018-2019, alors que dans la présente édition du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec*, on trouve un équivalent de 47 894 emplois. La différence peut sembler importante, mais est moins grande que par le passé et peut s'expliquer par des petites différences

dans les facteurs de multiplication. Par exemple, si on utilise 0,9916 comme facteur d'ajustement provincial au lieu de 0,9816, on obtient 47 411 emplois.

Les estimations de l'incidence économique se fondent essentiellement sur le volume de production. Le volume estimé ici pour 2018-2019 étant presque identique à celui du *Profil* canadien et les multiplicateurs étant basés sur les valeurs observées, on pourrait s'attendre à un nombre d'emplois semblable, ce qui est le cas.

Par ailleurs, la méthodologie utilisée fait que la révision à la baisse de la rémunération ETP moyenne en production, attribuable sans doute à l'utilisation de nouvelles données provenant du Recensement 2016, apporte un nombre estimé d'emplois plus élevé. Par exemple, dans le *Profil 2018* pour le Québec, il y avait 36 360 emplois directs et dérivés en 2017-2018. Avec les nouveaux paramètres tirés du *Profil 2019* canadien, il y en a 46 381 pour la même année.

Il n'y a pas de statistique permettant de valider les résultats de ces estimations. Les éditions antérieures du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec* offraient des tableaux de comparaison entre les estimations selon la méthode du *Profil* canadien et les estimations selon le compte satellite de la culture (CSC) de Statistique Canada et d'autres données disponibles. Les données à jour du CSC n'étant pas disponibles au moment de la préparation de la présente édition du *Profil* québécois, ces tableaux comparatifs n'ont pas pu être inclus. En fait, les données au chapitre 2 ne sont pas comparables aux données du CSC, puisque les sources, les méthodologies et les univers couverts diffèrent, et ce, de manière significative. Les données du CSC se basent sur des enquêtes plus précises et des approches (cadre conceptuel et méthodologie) plus complètes que celles du *Profil* canadien, dont le calcul est strictement fondé sur le volume de production. Les données du CSC sont donc considérées comme plus fiables.

Nous invitons les lecteurs à se référer aux éditions antérieures du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec* pour plus de détails et à consulter les [indicateurs provinciaux et territoriaux de la culture](#)⁵ associés au CSC de Statistique Canada.

4. Dans les éditions antérieures du *Profil* canadien, le ratio observé dans les données publiées était généralement 1,54.

5. Statistique Canada, *Tableau 36-10-0453-01 – Les indicateurs de la culture et du sport par domaine et sous-domaine, par province et territoire, perspective de l'industrie*, [En ligne]. [www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3610045301] (Consulté le 6 avril 2020).

L'industrie audiovisuelle dans la région de la Capitale-Nationale

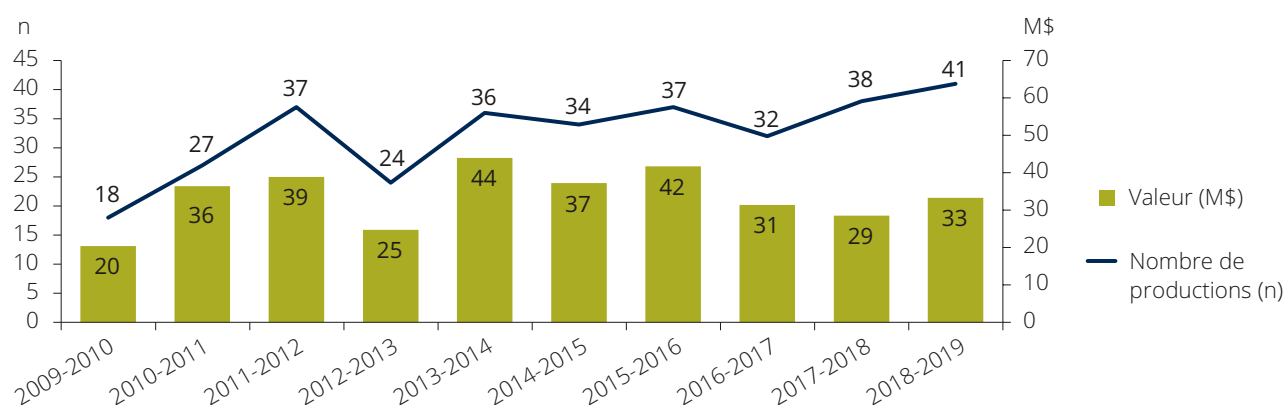
En 2018-2019, le nombre de projets cinématographiques et télévisuels dans la région de la Capitale-Nationale poursuit sa croissance : il est de 41, alors qu'il était de 38 en 2017-2018. La valeur totale de la production cinématographique et télévisuelle indépendante augmente de 17 % pour atteindre 33,3 M\$ en 2018-2019. Toutefois, la valeur de la production sur les trois dernières années demeure plus faible que sur la période de trois ans précédente. De plus, la valeur en 2018-2019 ne rattrape pas la moyenne des 10 dernières années (33,7 M\$).

Types de productions

La part de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante réalisée dans la Capitale-Nationale pour la période de 2016-2017 à 2018-2019 s'établit à 4,1%. Cependant, cette part est plus élevée pour les productions dans la catégorie « magazines et variétés ». Conséquemment, la part de la Capitale-Nationale sur le marché télévisuel (4,4 %) est plus élevée que sur le marché du cinéma.

Figure A3.1

Production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante¹, région de la Capitale-Nationale², 2009-2010 à 2018-2019



1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). Elle exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

2. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Tableau A3.1

Part de la région de la Capitale-Nationale dans la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante¹, selon le marché et le genre, Québec, 2016-2017 à 2018-2019

	Capitale-Nationale ²		Ensemble du Québec		Part de la Capitale-Nationale ⁴
	M\$	%	M\$	%	%
Selon le marché					
Cinéma	10,7	11,5	407,8	17,8	2,6
Télévision	82,5	88,5	1 880,8	82,2	4,4
Selon le genre					
Fiction et animation ³	32,5	34,9	1 210,7	52,9	2,7
Documentaires ³	10,4	11,1	396,5	17,3	2,6
Magazines et variétés	50,3	54,0	681,3	29,8	7,4
Total	93,2	100,0	2 288,6	100,0	4,1

1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). Elle exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.
2. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.
3. Inclut les productions télévisuelles et les productions destinées aux salles de cinéma.
4. Ces parts ne sont pas entièrement comparables à celles publiées dans les éditions antérieures du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec*. Antérieurement, les données pour l'ensemble du Québec tenaient compte des révisions des décisions préalables, alors que ce n'était pas le cas dans les données régionales. Dans la présente édition, les compilations pour la Capitale-Nationale et pour l'ensemble du Québec sont effectuées sur la même base.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La production cinématographique

Dans la Capitale-Nationale, la valeur de la production cinématographique et le nombre de productions ont été plus faibles au cours des trois dernières années qu'au cours de la précédente période de trois ans ; elles sont en

baisse de 44 % et de 33 % respectivement. On constate aussi que la valeur moyenne des devis de production passe de 1,6 M\$ pour la période de 2013-2014 à 2015-2016 à 1,3 M\$ pour celle de 2016-2017 à 2018-2019.

Tableau A3.2

Valeur moyenne des productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes¹, selon le marché, région de la Capitale-Nationale², 2010-2011 à 2018-2019

	2010-2011 à 2012-2013	2013-2014 à 2015-2016	2016-2017 à 2018-2019
	M\$		
Cinéma	2,2	1,6	1,3
Télévision	1,0	1,1	0,8
Total	1,1	1,1	0,8

1. Il s'agit de la valeur moyenne de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). Elle exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.
2. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Économie de la Capitale-Nationale

À titre indicatif, notons que l'activité économique dans la région de la Capitale-Nationale équivaut à 10 % du produit intérieur brut (PIB) du Québec. De plus, 9 % des emplois et 9 % de la population du Québec se trouvent dans cette région.

Tableau A3.3

Indicateurs économiques, région de la Capitale-Nationale et ensemble du Québec, 2017, 2018 et 2019

	Capitale-Nationale	Ensemble du Québec	Part de la Capitale-Nationale
PIB ¹ , 2017	38 194 M\$	384 950 M\$	9,9 %
Nombre d'emplois, 2018	409,3 k	4 339,9 k	9,4 %
Population, 2019 ²	750 645	8 484 965	8,8 %

1. Produit intérieur brut aux prix de base. Données estimées.

2. Données provisoires.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; Statistique Canada ; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire ; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques, [En ligne]. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comptes-economiques/comptes-production/pib-ra-rmr.htm] (Consulté le 24 mars 2020).

Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec, [En ligne]. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/travail-remuneration/population-active-chomage/ra-rmr/emploi_reg.htm] (Consulté le 24 mars 2020).

Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sociodémographiques et Statistique Canada, Division de la démographie. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec, [En ligne]. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/structure/ra-totaux.htm] (Consulté le 24 mars 2020).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications.

La production télévisuelle

La valeur de la production télévisuelle dans la Capitale-Nationale a aussi diminué (– 21 %) par rapport à la période de trois ans précédente, malgré une augmentation du nombre de projets. La production télévisuelle correspond à 88 % de la valeur de la production totale des trois dernières années, alors que cette part était de 85 % pour les trois années précédentes.

Genres de productions

La faiblesse de la valeur de la production constatée pour la période de 2016-2017 à 2018-2019 se manifeste dans les catégories « fiction et animation » (– 24 % par rapport à la période précédente) et « magazines et variétés » (– 28 %). La valeur des documentaires, quant à elle, augmente légèrement (+ 2,5 %).

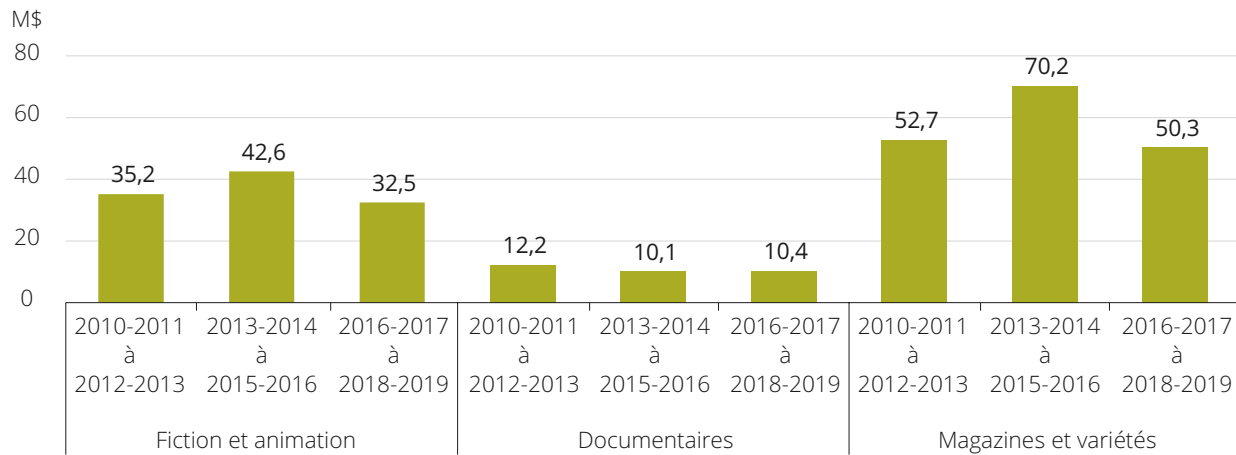
Financement

Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise

De 2016-2017 à 2018-2019, la production cinématographique et télévisuelle indépendante dans la région de la Capitale-Nationale a obtenu 22 M\$ du CIRQ. Il s'agit d'une baisse proportionnelle à la valeur de la production puisque le taux effectif du crédit d'impôt est stable à 24 % entre cette période de trois ans et la période précédente. La bonification régionale constitue 30 % du 22 M\$ de crédit d'impôt obtenu, soit 6,6 M\$. Cette part est plus élevée sur la période de 2016-2017 à 2018-2019 que sur la période de 2013-2014 à 2015-2016 alors qu'elle était de 26 %.

Figure A3.2

Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante¹, selon le genre, région de la Capitale-Nationale², 2010-2011 à 2018-2019



1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). Elle exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

2. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau A3.4

Crédit d'impôt québécois pour les productions cinématographiques et télévisuelles québécoises, selon le genre, région de la Capitale-Nationale¹, 2013-2014 à 2018-2019

	Unité	2013-2014 à 2015-2016	2016-2017 à 2018-2019
Crédit d'impôt			
Fiction et animation	M\$	10	8
Documentaires	M\$	2	2
Magazines et variétés	M\$	17	11
Ensemble des productions	M\$	30	22
Devis (part québécoise)			
Fiction et animation	M\$	43	33
Documentaires	M\$	10	10
Magazines et variétés	M\$	70	50
Ensemble des productions	M\$	123	93
Taux effectif de crédit d'impôt²			
Fiction et animation	%	24	25
Documentaires	%	24	23
Magazines et variétés	%	24	23
Ensemble des productions	%	24	24

1. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

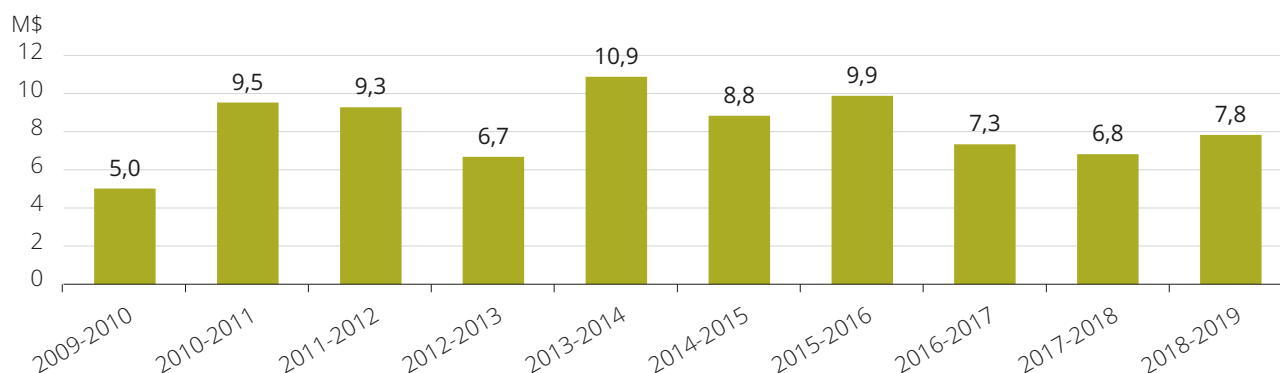
2. Le taux effectif du crédit d'impôt ici correspond à la part du crédit d'impôt dans la part québécoise du devis.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure A3.3

Crédit d'impôt québécois pour les productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes¹, région de la Capitale-Nationale, 2009-2010 à 2018-2019



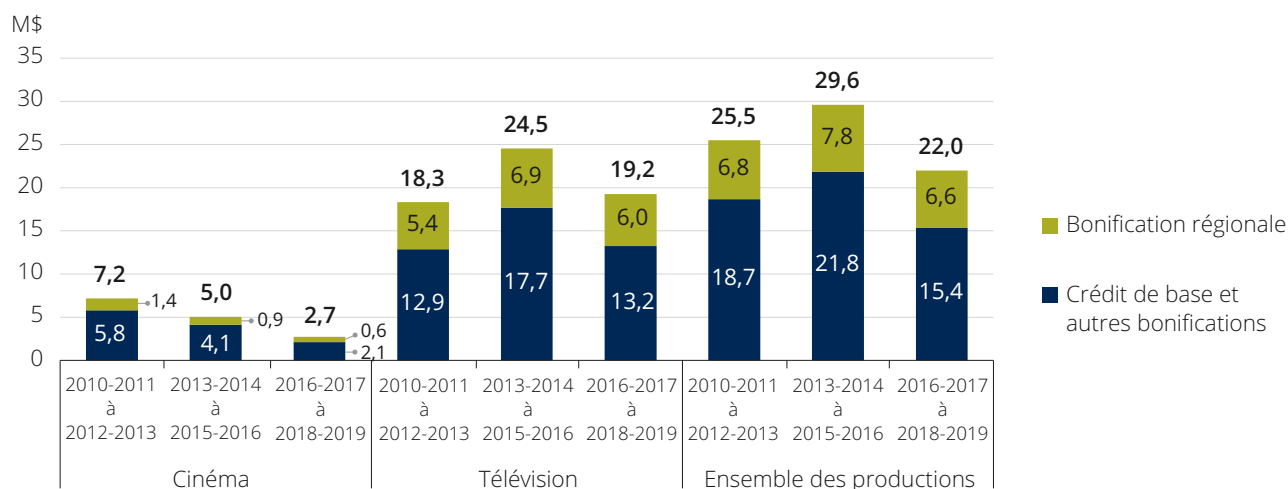
1. Il s'agit de productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure A3.4

Valeur cumulative du crédit d'impôt québécois et de la bonification régionale pour les productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes¹, selon le marché, région de la Capitale-Nationale, 2010-2011 à 2018-2019



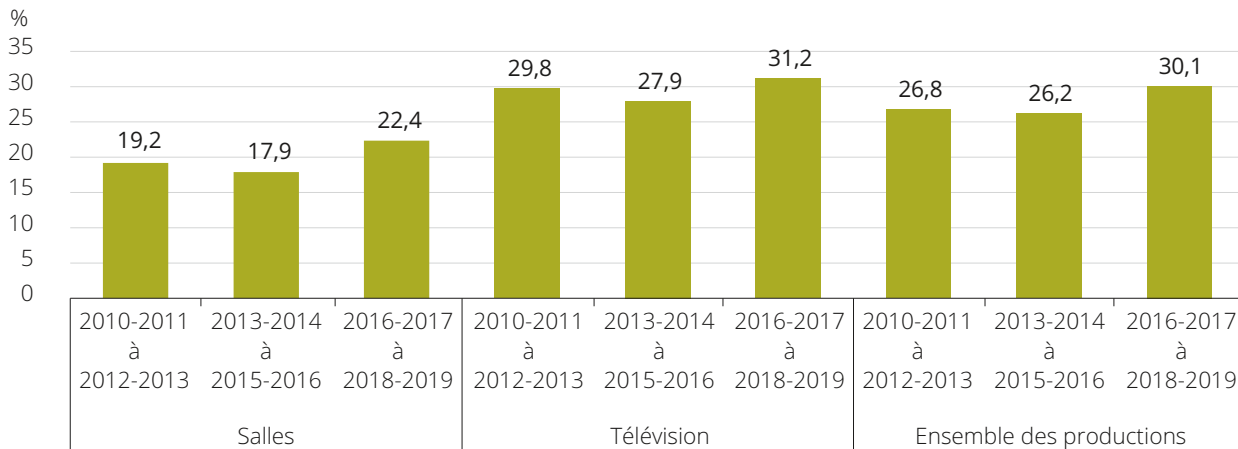
1. Il s'agit de productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure A3.5

Part de la bonification régionale dans le crédit d'impôt québécois pour les productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes¹, selon le marché, région de la Capitale-Nationale, 2010-2011 à 2018-2019



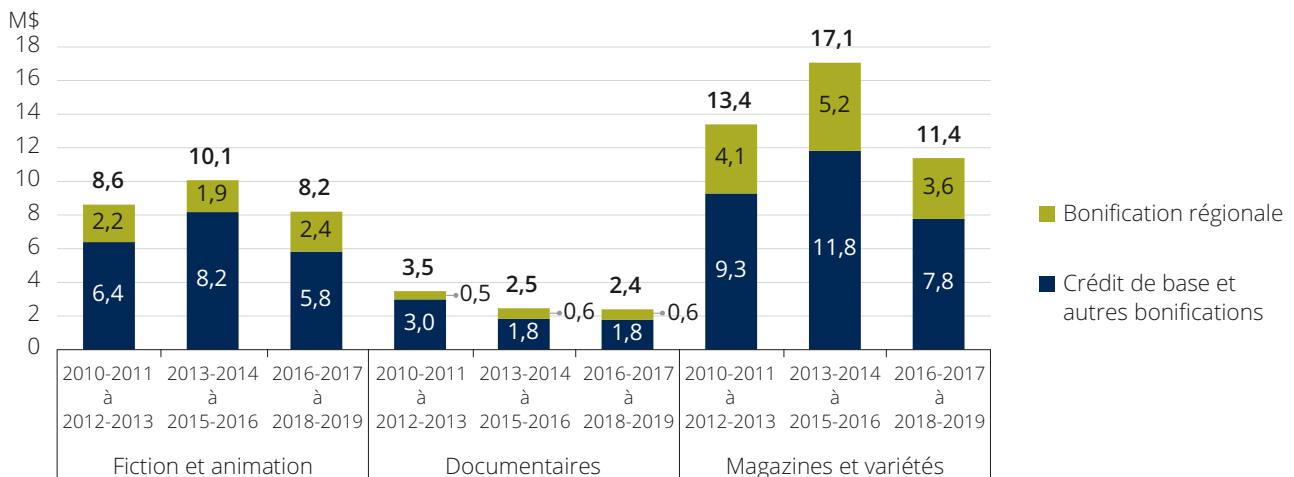
1. Il s'agit de productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure A3.6

Valeur cumulative du crédit d'impôt québécois et de la bonification régionale pour les productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes¹, selon le genre, région de la Capitale-Nationale, 2010-2011 à 2018-2019



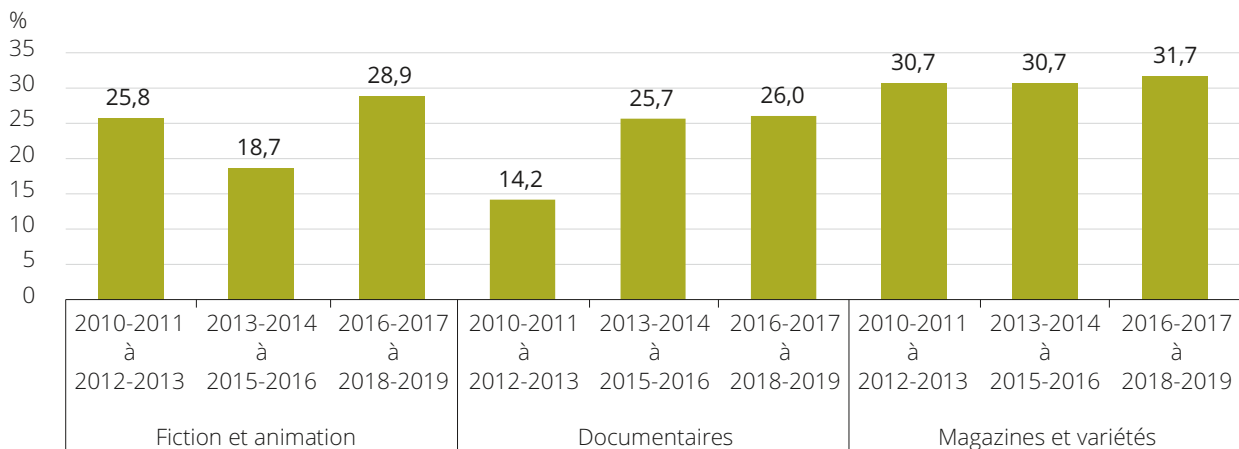
1. Il s'agit de productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure A3.7

Part de la bonification régionale dans le crédit d'impôt québécois pour les productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes¹, selon le genre, région de la Capitale-Nationale, 2010-2011 à 2018-2019



1. Il s'agit de productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Financement par la SODEC

De 2016-2017 à 2018-2019 (trois ans), la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) a investi 2,5 M\$ dans la production cinématographique et télévisuelle de la Capitale-Nationale. Ce montant est en hausse de 22 % par rapport à la période de trois ans précédente (2013-2014 à 2015-2016), en partie parce qu'aucun projet n'a été soutenu en 2014-2015 dans la région. Il y a aussi une augmentation (+ 42 %) du soutien accordé pour la distribution-diffusion. Toutefois, les subventions et les aides accordées pour la scénarisation sont en baisse.

Financement par Téléfilm Canada et le Fonds des médias du Canada

De 2016-2017 à 2018-2019, Téléfilm Canada a investi 2,3 M\$ dans la production de la région de la Capitale-Nationale, ce qui représente une hausse de 6 % des investissements comparativement à la précédente période de trois ans malgré un projet de moins.

De 2016-2017 à 2018-2019, le Fonds des médias du Canada (FMC) a contribué au financement de 56 projets de production télévisuelle en français¹ dans la Capitale-Nationale, d'une valeur globale de 73 M\$, soit une hausse de 27 % du nombre de projets et de 15 % des budgets totaux par rapport à la précédente période de trois ans. Le financement versé par le FMC a augmenté pour les productions dramatiques (+ 99 %), les émissions de variétés et d'arts de la scène (+ 78 %) et celles destinées aux enfants et aux jeunes (+ 39 %), mais il a diminué pour les documentaires (– 26 %). Les émissions de variétés et arts de la scène ont obtenu plus du tiers du financement du FMC sur la période de 2016-2017 à 2018-2019. Les projets de ce genre ont représenté aussi la plus grande part du nombre de projets (46 %) et des heures de programmation (50 %), alors que ces proportions étaient respectivement de 20 % et 33 % durant la précédente période de trois ans.

1. Deux projets autochtones ont aussi été soutenus durant la même période. Les données excluent un projet en anglais.

Tableau A3.5

Investissements et subventions de la SODEC, selon le secteur d'intervention, région de la Capitale-Nationale, 2010-2011 à 2018-2019

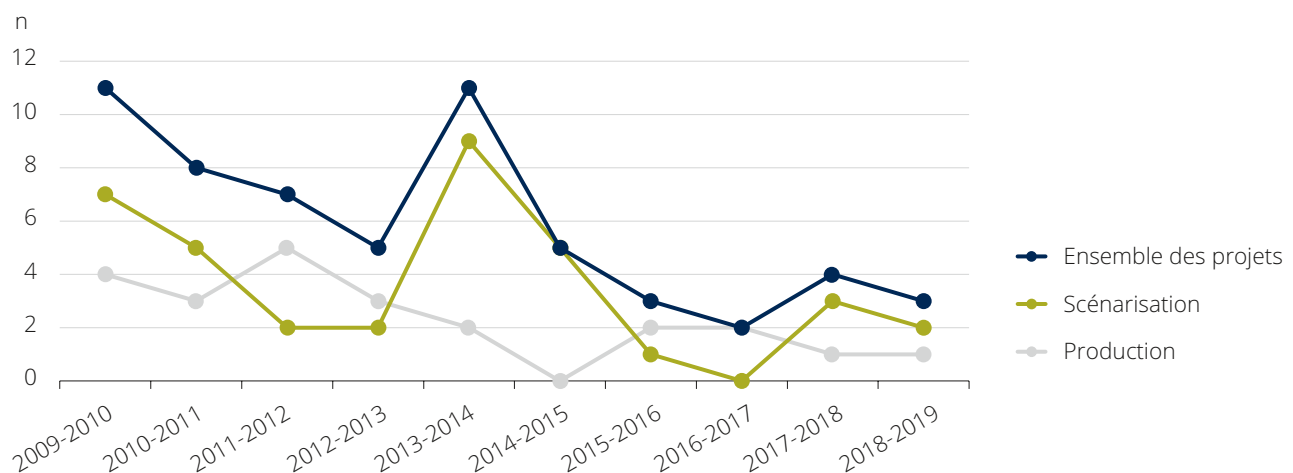
	2010-2011 à 2012-2013	2013-2014 à 2015-2016	2016-2017 à 2018-2019
n			
Nombre de projets			
Distribution, promotion et diffusion	22	27	27
Production	11	4	4
Scénarisation	9	15	5
Total	42	46	36
k\$			
Contribution			
Distribution, promotion et diffusion	345	339	481
Production	4 497	2 025	2 479
Scénarisation	205	304	115
Total	5 048	2 668	3 075
\$			
Contribution moyenne par projet			
Distribution, promotion et diffusion	15 703	12 565	17 829
Production	408 850	506 250	619 683
Scénarisation	22 817	20 273	23 000
Total (moyenne)	120 194	58 008	85 420

Source : Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure A3.8

Nombre de projets de production et de scénarisation soutenus par la SODEC, région de la Capitale-Nationale, 2009-2010 à 2018-2019



Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau A3.6

Projets soutenus¹ par Téléfilm Canada selon le secteur, entreprises de production établies dans la ville de Québec, 2013-2014 à 2018-2019

	Unité	2013-2014 à 2015-2016 (3 ans)	2016-2017 à 2018-2019 (3 ans)	2010-2011 à 2018-2019 (9 ans)
Développement				
Projets	n	20	18	53
Contribution	k\$	1 009	574	2 265
Contribution moyenne par année	k\$	336	191	252
Contribution moyenne par projet	k\$	50	32	43
Production				
Projets	n	5	4	12
Contribution	k\$	2 193	2 330	7 817
Contribution moyenne par année	k\$	731	777	869
Contribution moyenne par projet	k\$	439	583	651
Promotion et distribution				
Projets	n	10	11	26
Contribution	k\$	295	327	746
Contribution moyenne par année	k\$	98	109	83
Contribution moyenne par projet	k\$	30	30	29
Total				
Projets	n	35	33	91
Contribution	k\$	3 497	3 231	10 829
Contribution moyenne par année	k\$	1 166	1 077	1 203
Contribution moyenne par projet	k\$	100	98	119

1. Chaque année, les résultats tiennent compte d'un certain nombre de projets qui ont donné lieu à des révisions de décisions préalables rendues au cours des années précédentes. Comme la règle appliquée au traitement des données consiste à comptabiliser l'écart entre la décision originale et la décision révisée, le projet révisé n'est pas dénombré une seconde fois.

Sources : Téléfilm Canada.

Téléfilm Canada. Divulgence des subventions et des contributions, [En ligne]. [\[telefilm.ca/fr/transparence/divulgence-proactive/subventions/rapports-par-trimestre\]](http://telefilm.ca/fr/transparence/divulgence-proactive/subventions/rapports-par-trimestre) (Consulté le 10 mars 2020).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Soutien de la Ville de Québec

Depuis 2011, la valeur estimée des devis de production des projets soutenus par la mesure d'aide au démarrage de productions cinématographiques et télévisuelles de la Ville de Québec est de 147 M\$.

De 2017 à 2019, 23 projets en démarrage ont obtenu un total de 604 000 \$ en subventions. La somme estimée des devis de l'étape de démarrage s'élève à 1,4 M\$. Les longs métrages ont obtenu 44 % de l'aide accordée.

L'aide au démarrage en 2019 totalise 156 000 \$, soit 5 % de plus qu'en 2018. De plus, de 2017 à 2019, la Ville de Québec a distribué 1,6 M\$ en aide à la production.

Tableau A3.7

Projets de productions télévisuelles¹ soutenus par le Fonds des médias du Canada, région de la Capitale-Nationale, 2013-2014 à 2018-2019

	Unité	2013-2014 à 2015-2016	2016-2017 à 2018-2019
Projets	n	44	56
Heures	n	229	325
Total des devis	M\$	63	73
Financement versé par le FMC	M\$	8	10
Nombre d'heures par projet	n	5,2	5,8
Devis moyen par projet	M\$	1,4	1,3
Financement moyen par projet	k\$	174	187
Devis horaire moyen	k\$	277	223

1. Il s'agit de projets de productions télévisuelles et de médias numériques convergents de langue française. Les projets comprenaient trois projets autochtones entre 2013-2014 et 2018-2019. Les données excluent un projet en anglais.

Source : Fonds des médias du Canada.

Tableau A3.8

Projets de productions télévisuelles soutenus par le Fonds des médias du Canada¹, selon le genre, région de la Capitale-Nationale, 2013-2014 à 2018-2019

	2013-2014 à 2015-2016		2016-2017 à 2018-2019	
	n	%	n	%
Projets				
Dramatiques	10	22,7	5	8,9
Enfants et jeunes ²	10	22,7	11	19,6
Documentaires	15	34,1	14	25,0
Variétés et arts de la scène	9	20,5	26	46,4
Total	44	100,0	56	100,0
Heures				
Dramatiques	45	19,5	33	10,0
Enfants et jeunes ²	50	21,7	62	19,0
Documentaires	58	25,4	68	20,8
Variétés et arts de la scène	77	33,5	164	50,3
Total	229	100,0	325	100,0
	k\$	%	k\$	%
Financement versé par le FMC				
Dramatiques	995	13,0	1 985	19,0
Enfants et jeunes ²	2 107	27,6	2 930	28,0
Documentaires	2 440	31,9	1 801	17,2
Variétés et arts de la scène	2 104	27,5	3 739	35,8
Total	7 646	100,0	10 455	100,0

1. Il s'agit de projets de productions télévisuelles et de médias numériques convergents de langue française. Les projets comprenaient trois projets autochtones entre 2013-2014 et 2018-2019. Les données excluent un projet en anglais.

2. Inclut l'animation.

Source : Fonds des médias du Canada.

Tableau A3.9

Devis moyen des productions télévisuelles soutenues par le Fonds des médias du Canada¹, selon le genre, région de la Capitale-Nationale, 2016-2017 à 2018-2019

	Projets	Devis totaux	Heures	Devis moyen par projet	Devis horaire moyen
	n	M\$	n	M\$	
Dramatiques	5	18	33	3,7	0,6
Enfants et jeunes ²	11	11	62	1,0	0,2
Documentaires	14	8	68	0,6	0,1
Variétés et arts de la scène	26	35	164	1,3	0,2
Total	56	73	325	1,3	0,2

1. Il s'agit de projets de productions télévisuelles et de médias numériques convergents de langue française. Les projets comprenaient deux projets autochtones. Les données excluent un projet en anglais.

2. Inclut l'animation.

Source : Fonds des médias du Canada.

Tableau A3.10

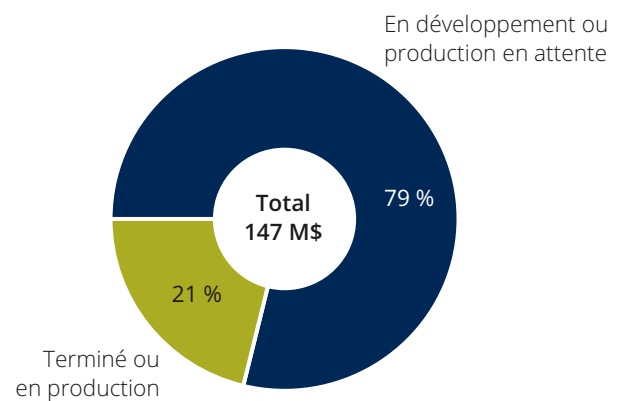
Nombre de projets d'animation soutenus par le Fonds des médias du Canada, région de la Capitale-Nationale, Québec et Canada, 2016-2017 à 2018-2019

	n
Nombre de projets	
Capitale-Nationale	5
Ensemble du Québec	25
Ensemble du Canada	70
	%
Part de la Capitale-Nationale	
Au Québec	20,0
Au Canada	7,1

Source : Fonds des médias du Canada.

Figure A3.9

Répartition de la valeur des devis de production de projets soutenus par la mesure d'aide au démarrage, selon l'état d'avancement, Ville de Québec, 2011 à 2019¹



1. Exclut les projets abandonnés et les projets dont le devis est inconnu au moment de la compilation.

Source : Ville de Québec, Bureau des grands événements

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau A3.11

Sommaire de la mesure d'aide au démarrage de productions cinématographiques et télévisuelles selon le type de production et le genre, Ville de Québec, 2014 à 2019

	Projets ¹		Devis de l'étape de démarrage		Subvention	
	n	%	\$	%	\$	%
2014 à 2016						
Selon le type de production						
Longs métrages	6	37,5	791 292	60,6	220 720	50,3
Télévision	5	31,3	348 828	26,7	125 880	28,7
CMM et WS ²	5	31,3	164 783	12,6	92 000	21,0
Selon le genre						
Documentaires	5	31,3	222 224	17,0	104 510	23,8
Fiction et animation	11	68,8	1 082 679	83,0	334 090	76,2
Total	16	100,0	1 304 903	100,0	438 600	100,0
2017 à 2019						
Selon le type de production						
Longs métrages	10	43,5	845 987	60,9	268 184	44,4
Télévision	10	43,5	452 589	32,6	280 055	46,4
CMM et WS ²	3	13,0	90 735	6,5	55 926	9,3
Selon le genre						
Documentaires	5	21,7	205 042	14,8	114 200	18,9
Fiction et animation	18	78,3	1 184 269	85,2	489 965	81,1
Total	23	100,0	1 389 311	100,0	604 165	100,0

1. Le nombre de projets est plus petit que le nombre de demandes retenues indiqué à la figure A3.10 parce qu'un projet peut obtenir de l'aide à plus d'une reprise lors de la période en question.

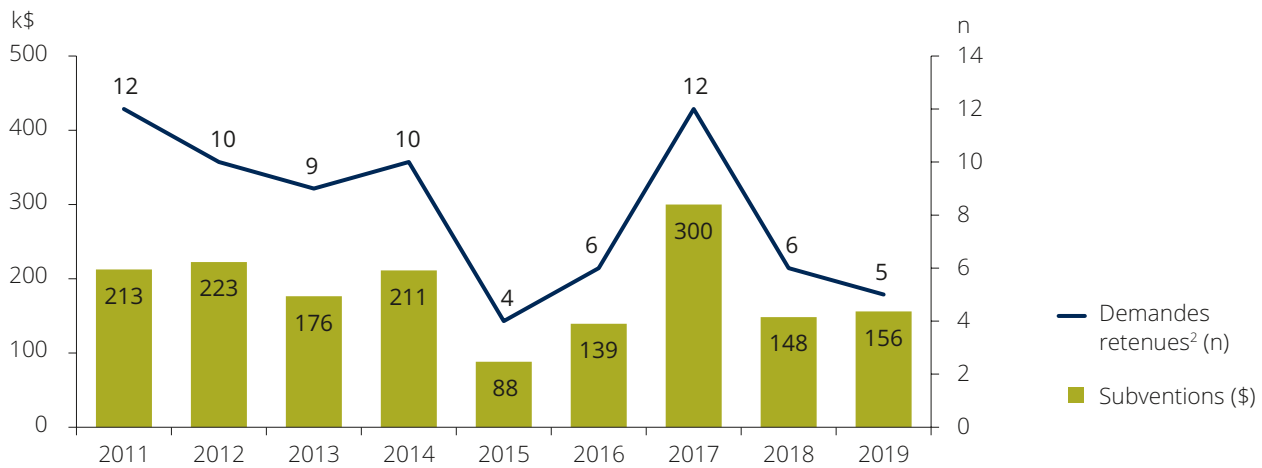
2. CMM et WS : courts et moyens métrages et webséries.

Source : Ville de Québec, Bureau des grands événements.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure A3.10

Valeur totale des subventions accordées et nombre de demandes retenues par la mesure d'aide au démarrage, Ville de Québec, 2011 à 2019¹



1. Selon l'année de dépôt des demandes d'aide.

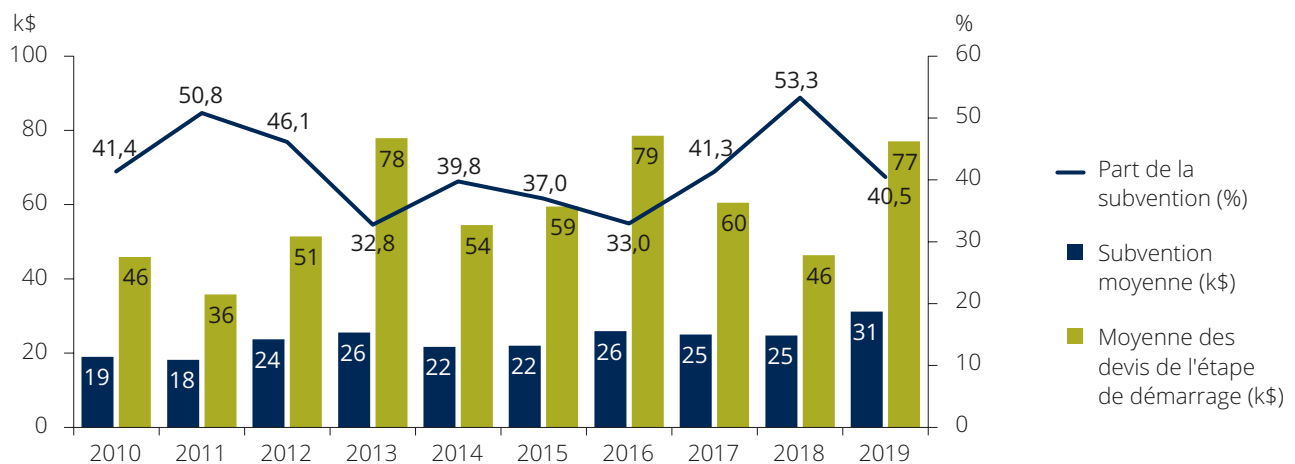
2. Le nombre de demandes retenues ici est plus grand que le nombre de projets soutenus parce qu'un projet peut obtenir de l'aide à plus d'une reprise.

Source : Ville de Québec, Bureau des grands événements.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure A3.11

Valeur moyenne des devis de démarrage et des subventions des projets soutenus par la mesure d'aide au démarrage, Ville de Québec, 2011 à 2019¹



1. Six projets ont obtenu de l'aide à deux périodes différentes. Ces projets sont dénombrés une seule fois, dans l'année de la première demande retenue.

Source : Ville de Québec, Bureau des grands événements.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau A3.12

Tableau récapitulatif du soutien à la production cinématographique et télévisuelle, région de la Capitale-Nationale et ensemble du Québec, 2016-2017 à 2018-2019

	Période	Capitale-Nationale		Ensemble du Québec		Part de la Capitale-Nationale	
		n	M\$	n	M\$	% (n)	% (M\$)
CIRQ ¹	2016-2017 à 2018-2019	111	22,0	1 722	391,3	6,4	5,6
Part québécoise du devis des productions admissibles au CIRQ ²	2016-2017 à 2018-2019	111	93,2	1 722	2 288,6	6,4	4,1
Contribution de la SODEC en production ³	2016-2017 à 2018-2019	4	2,5	211	88,7	1,9	2,8
Investissement de Téléfilm Canada en production	2016-2017 à 2018-2019	4	2,3	103	97,4	3,9	2,4
Financement versé par le Fonds des médias du Canada ⁴	2016-2017 à 2018-2019	56	10,5	741	284,2	7,6	3,7
Subvention de la mesure d'aide au démarrage de la Ville de Québec	2017 à 2019	23	0,6	...	...	...	...
Soutien à la production de la Ville de Québec ⁵	2017 à 2019	15	1,6	...	...	...	...

1. Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

2. La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

3. Inclut l'aide aux jeunes créateurs – production.

4. Il s'agit du soutien à la production télévisuelle. Les données pour la région de la Capitale-Nationale incluent deux projets autochtones et excluent un projet en anglais.

5. Inclut le programme de soutien à la production de longs métrages et de séries télévisées (anciennement soutien à la production) et le programme de soutien à la production de courts métrages et de webséries.

Sources : Société de développement des entreprises culturelles.

SODEC, *Rapports annuels 2016-2017 à 2018-2019*, [En ligne]. [sodec.gouv.qc.ca/a-propos/publications/rapport-annuel-sodec] (Consulté le 4 mars 2020).

Téléfilm Canada.

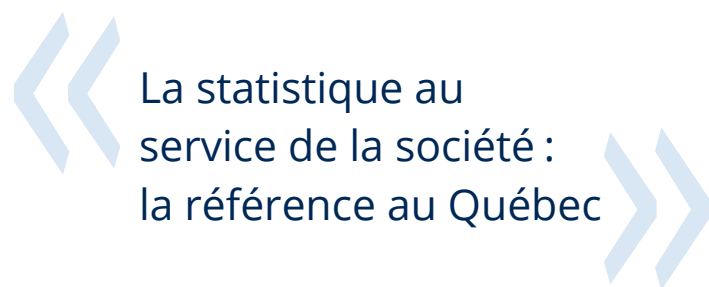
Fonds des médias du Canada.

Ville de Québec, Bureau des grands événements.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Cette publication a été élaborée avec la contribution de l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM) et en partenariat avec l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS), l'Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ), la Guilde canadienne des réalisateurs (DGC), la Société des auteurs de radio, télévision et cinéma (SARTEC), la Table de concertation de l'industrie du cinéma et de la télévision de la Capitale-Nationale et l'Union des artistes (UDA).

Les chapitres 1 et 2 présentent un portrait global de la production sur écran au Québec et de l'industrie de l'audiovisuel. L'information est détaillée dans 11 chapitres additionnels, parmi lesquels 7 portent sur la production (la production québécoise indépendante, la production télévisuelle indépendante, la production cinématographique, les coproductions, la production étrangère et les services de production, la production interne des télédiffuseurs et la production pour médias numériques convergents). À cela s'ajoutent des statistiques sur la distribution, la télédiffusion, l'exploitation en salle ainsi que les entreprises de distribution de la radiodiffusion. Cette édition offre aussi un coup d'œil sur la production cinématographique et télévisuelle dans la région de la Capitale-Nationale.



La statistique au
service de la société :
la référence au Québec

stat.gouv.qc.ca